

1 Subject Files Regarding Organization  
C/ORG/000 (1) - Mr. Gardiner's Correspondence

2/4

24/06/1962 - 20/12/1963

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

clear - NK

UN ARCHIVES  
SERIES 5-0730  
BOX 2  
FILE 2  
ACC. DAG 13/1.6.1.0

Part "A" Over

See Part "B"



KISANGA Hilaire  
Président Provincial  
du Maniéma en Consultations  
à LEOPOLDVILLE.

Leopoldville le 20 décembre 1963

C/0106 000 (1)

TRANSMIS: copie pour information à:

- Monsieur le Chef de l'Etat Congolais  
à Leopoldville.
- Monsieur le Président du Sénat  
à Leopoldville.
- Monsieur le Président de la Chambre  
de Représentant à Leopoldville.
- Monsieur le Premier Ministre Congolais  
à Leopoldville.
- Monsieur le Ministre National de l'Inté-  
rieur à Leopoldville.
- Monsieur le Ministre National de la Justice  
à Leopoldville.
- Monsieur le Représentant Civil de l'ONUC  
à Leopoldville.

Avec l'assurance de ma haute considération

K I S A N G A Hilaire

A Monsieur le Procureur Général  
de et à  
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Procureur Général,

Subsidiairement à ma lettre du 21 novembre

- 1 1963, j'ai l'honneur de vous exposer encore des faits injustes et me sont parvenus après l'expédition de la précitée.--

Cette dernière correspondance me dit encore comment Messieurs les commissaires généraux et leurs acolutes BENATAR Jérôme, NZOGU Baudouin, LUKUNDJI Albert, KIKUNI Lampempe Florent, KAYUMBA Barthélémy, OMARI Penemisenga etc.. Enveulent à ma vie, à la vie de ma famille et à mes biens.--

La lettre du 21 novembre 1963 de ma sœur TABU Matilda dit: "Ici nous sommes dans un grand danger et éprouvons de très graves difficultés. Je crois que Marie (votre femme), nous a laissés dans ces difficultés que nous avons jusqu'à présent. Grand frère Louis a été attaqué et frappé à mort deux fois par sieur LUMPEMPE Florent, NZOGU Baudouin, KAYUMBA Barthélémy, LUKUNDJI Albert et KILAUURI Pamphile les propagandistes de PDC. Ces derniers disent que vous aviez vu les WAREGA chez les WAKUSU et que vous les aviez arrêtés, alors comme ils ne vous ont pas trouvé, ils doivent tuer l'un des membres de notre famille. Cela vous dit que nous n'avons point de paix. Ceux des membres de la jeunesse PDC vous insultent jour et nuit et disent qu'ils vont démolir notre maison sise à la cité KAKUTYA. Et celui qui leur indique les membres de notre famille, l'endroit où vous avez mis vos biens et l'argent c'est le sieur KALIMU Bartazar, fils de Monsieur ALUNDALA du village KIKEZI.--

C'est le 17 novembre 1963 qu'ils avaient frappé et malmené mon grand frère Louis pour la deuxième fois, il était ensemble avec un militaire. Ils ont aussi frappé ce militaire. C'est pourquoi les autres militaires se fâchèrent et les 8 vieux de chez nous se trouvent à la cité intervinrent, leurs noms sont: NANGA André, Michel BAAMWINGI, Moke KANSONGI, MUPENDA Sengi, KAPUTULA, Jean KASEKI etc.. Ainsi que moi-même et NWAMINI sommes tous conduits en prison. Le lendemain NWAMINI et moi étions relâchées, mais tous les hommes étaient conduits au camp militaires de concentration à Kindu. Et leurs inflige

rent une amende de 3.000 francs chacun



Et la lettre du 14 novembre 1963 de mon petit frère RUSSIM Ignace dit: Ici nous n'avons plus de vie normale. Les bandits envoyés par propagandistes PDC et commissaires généraux ont de nouveau tapé notre frère KOKONYANGE Louis, et même ils envaient à ma vie dès qu'ils me veront. Ils décident aussi de tuer notre grand frère Honoré à Makutya. Et puis les partisans PDC visent d'aller piller vos biens et tout notre village.-

La lettre du 15 novembre 1963 de mon frère KAHUNGU Léon dit: Ici nous sommes dans des grandes souffrances, les partisans PDC visent ma mort, ainsi que pour Honoré et Louis. Depuis votre départ, Louis KOKONYANGE a été déjà attaqué par deux fois, et n'est resté qu'à demi mort. Ces commissaires généraux qui sont arrivés ici ne sont venus que pour instaurer le PDC dans la province du Maniema. Et ils l'ont installé dans le Territoire de Pangani par force. Ces commissaires avaient envoyé ici à Kalima 200 jeunes gens et dont les chefs étaient NZOGU Baudouin, KAYUMBA Barthélémy et BENHATAR Jérôme président provincial PDC est gardé par des policiers. Le 7/11/1963 lorsque cette jeunesse est arrivée à Kalima tout le centre minier était en sang et en feu. Tous ces jeunes gens circulaient tout le centre en criant "que tous les WAKUSU aillent chez eux et quitte la Symétain. De leur tour les WAKUSU se fâchèrent d'où les troubles graves surgirent à Kalima, ces derniers demandèrent les licenciements et la permission de se battre avec la jeunesse de NZOGU et LUMPEPE Florent. Voyant cela tous les membres de cette jeunesse se réfugièrent à la cité Makutya, ils y sont allés chercher Mr. KOKONYANGE Louis dans notre maison. Et malheur à lui il l'ont trouvé en chemin et le lièrent les mains et les pieds ensemble et le frapèrent à demi-mort. Voyant cela sa mère, Mema Kisanga, sœur Matilde et quelques uns de clan BENYAJUA vinrent au secours. Aussi les membres de la jeunesse PDC prirent fuite. Les militaires vinrent les arrêter tous. Mais à Kingombe le sieur NZOGU Baudouin ordonna à l'Administrateur d'arrêter seulement leur victime Mr. Louis et tous ceux de notre clan BENYAJUA. C'est ainsi qu'on avait arrêté Messieurs KOKONYANGE Louis, Michel, KAYUMBA, LILUPA, NANGA etc.. Ce jour là le directeur de la Symétain fit venir le commissaire général adjoint Mr. Akundji Denis de Kindu. Celui-ci arriva avec sieurs OMARI Penemisonga et BENHATAR Jérôme propagandistes PDC. Et sans être entendus, tous les WAKUSU, Louis KOKONYANGE et tous les BENYAJUA étaient directement transférés au camp de concentration militaire de Mwana à Kindu parce qu'ils sont vos frères. Mr. Akundji, commissaire général adjoint, au lieu de punir la jeunesse bandite il leur donna 3.000 francs d'encouragement et des gens qui l'acclamèrent reçurent également 3.000 francs pour boire. Ainsi Monsieur AKUNDJI Denis retourna avec tous ses partisans exorter les prisonniers à Kindu. C'est le PDC qui est obligatoire ici. Et l'administration de la province est confiée à sa jeunesse toute la jeunesse bandite fait la police, commissaire de district de Kasongo c'est ABELI Jean Makuma, commis, MWARABU Adolphe de Pangani et Peruzi Frédéric CBD à Kindu Administrateur de Kingombe c'est NZOGU Baudouin.-

Maintenant tous les Bandits visent d'aller piller vos biens chez sœur WAKOPE, ainsi que ta camionnette et le fusil. Et ils vont m'arrêter et me malmené puis me tuer.-

Puis les partisans PDC qui sont à la poste saisissent et interceptent toutes vos lettres envoyées à la famille."

La lettre de mon frère KAHUNGU du 20/11/63 dit: "Quant aux souffrances que nous avons de la part de PDC BENHATAR, votre femme Beatrice vous en parlera, les postiers PDC reconnaissent votre écriture et saisissent toutes vos lettres."

Lettre du 11/11/1963 de Mr. SALUMU Faustin de Stanleyville dit: "Sieur BENHATAR et NZOGU sont maîtres de PDC. Ils font toujours des mal partout malgré l'état d'exception décrété au Maniema. C'était le 24.11.1963 ces MM. obligèrent la Symétain de licencier tous les WAKUSU, tous non KUREGA. Le Directeur de la Symétain a dû se plaindre auprès du gouvernement central."

.../..



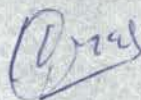
Lettre du 21/11/1963 de mon petit frère Anyasi MUSSYMBI dit: "Cher frère, vous connaissez déjà les nouvelles de Kindu et de Kalima pour comprendre la situation malheureuse où nous nous trouvons. Je reste ici chez grand frère Alexis ou bien chez-nous au village. Car à la cité la jeunesse envoyée par BENATAR et commissaires généraux extraordinaires visent ma mort. Votre femme Béatrice vous dira tout."

Lettre de mon oncle du 23/11/1963 dit: "Sieur BENATAR Jérôme nous embêtent beaucoup, il arrêté tous les WAREGA non partisans PDC depuis Kindu jusqu'ici à Kalima. Il a arrêté tous les chefs qui refusent son parti. Ils ont encore arrêté votre frère Louis." Lettre du 30/11/1963 de mon petit frère dit: Nos ennemis règnent encore ici. Les Warega continuent à être arrêté malgré votre départ .!"

Monsieur le Procureur Général, je vous transmets les extraits de mes correspondances afin que vous puissiez examiner avec justice et équité, les seviccs et extravagances campricieuses de l'autorité des commissaires généraux extraordinaires, envers des innocents dont la vie est menacée.-

LE PRESIDENT PROVINCIAL DU MANIEMA EN CONSULTATION  
A LEOPOLDEVILLE.

E I S A N G A Hilaire.-





*C/026 000 (1)*

Léopoldville, le 19 décembre 1963

A : Tous les membres du Personnel

De : Max H. Dorsinville

A l'occasion des fêtes de fin d'année, Madame Dorsinville et moi-même prions les membres du Personnel de bien vouloir venir chez nous prendre un verre le 24 décembre 1963, de 16 à 21 heures.

Les membres du Personnel sont autorisés à quitter les bureaux ce jour-là dès 16 heures, si leur présence n'y est pas absolument indispensable.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Leopoldville, 19 December

From: Max H. Dorsinville, Officer-in-Charge  
To: All ONUC Staff Members

Mrs. Dorsinville and I will be at home  
to all ONUC Staff Members for a Christmas drink  
on 24 December from 4 p.m. to 9 p.m.

ONUC offices will be closed at 4 p.m.  
on that day except for Staff Members whose presence  
in the office beyond that time is necessitated by  
the nature of their work.



CONGO BELGE — BELGISCH CONGO

Bunia

le 18 décembre 1963  
de

Province DU KIBALI - ITURI  
Provincie

(1) N°

Excellence,

Réf. n° :

Annexe Je viens d'être appelé à l'Administration  
Bijlage de l'Enseignement à Bunia. Je réalise aisément que cette nomination  
Objet résulte des démarches que vous aviez entreprises au près de Mon-  
Voorwerp sieur TERENCE en ma faveur. Aussi, vous prie-je de croire à ma  
plus profonde gratitude.

Je demeure, toutefois, persuadé qu'elle ne met nullement  
un terme à votre recommandation de me confier un poste d'Expert,  
mais qu'elle est plutôt un premier pas vers la satisfaction com-  
plète que le Chef de la Mission de l'UNESCO vous accordera assu-  
rément à la première opportunité.

Je puis déjà vous assurer de mon inlassable dévouement  
qui continuera plus que jamais à se traduire en actes tangibles  
en dépit des difficultés qui jalonnent la route de l'Enseignant  
au Congo et vous garantir que votre bienveillance à mon endroit  
n'est point une semence jetée en terre stérile.

Vous voulez bien me permettre d'en profiter pour associer  
Mme PRADIEU à moi afin de présenter à votre Excellence et à Mme  
DORSINVILLE nos meilleurs vœux de Joyeux Noël et vous souhaiter  
la réalisation de vos rêves chers.

Veillez, Monsieur le Chargé de la Mission de l'O.N.U.  
au Congo, croire à l'assurance de ma très haute considération.



Darius PRADIEU  
Administrateur  
B.P.158 - Bunia

L'Ambassadeur Max H. DORSINVILLE  
Chargé de la Mission des Nations Unies  
au Congo  
En ses Bureaux  
Léopoldville



*C/026 000 (1)*

Léopoldville, le 16 décembre 1963

Monsieur le Professeur,

Je vous remercie de votre lettre du 29 novembre par laquelle vous me demandez de donner une conférence pour les membres de l'Institut royal des relations internationales, à Bruxelles.

Tout en étant très sensible à cette marque d'estime, je regrette de ne pouvoir vous donner aucune assurance à ce sujet, car je ne puis encore prévoir mon programme d'activités. Je ne manquerai pas de vous faire savoir, le cas échéant, s'il me sera possible de rendre visite à votre Institut.

Veillez agréer, Monsieur le Professeur, les assurances de ma considération très distinguée.

*MH*

Max H. Dorsinville  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

M. le Professeur E. Coppieters,  
Directeur général de l'Institut  
royal des Relations internationales,  
88, avenue de la Couronne,  
BRUXELLES 3.



# ROUTING SLIP

TO

*Goye*

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

*Regrette de ne pouvoir  
donner aucune assurance  
à cet égard.*

DATE

*14/12/53*

FROM

*WY M7*



INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES

ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE - CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHES

88, AVENUE DE LA COURONNE

BRUXELLES 5

Directeur général :  
prof. Emmanuel Coppieters  
dr. econ., dr. juris, master sc. econ.,  
tel : 48.20.00 ; c.c.p. : 0.20

d



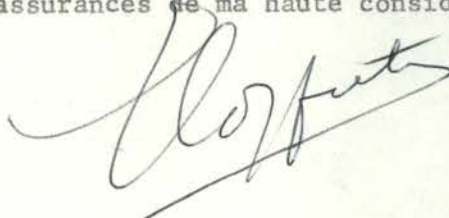
Le 29 novembre 1963

Monsieur,

Nous serions très honorés si vous acceptiez de donner une conférence pour les membres de l'Institut Royal des Relations Internationales, lors d'un de vos prochains passages à Bruxelles.

? Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir prendre contact avec nous afin de nous communiquer la date à laquelle vous présumez être en séjour à Bruxelles, et afin de nous préciser le sujet sur lequel vous aimeriez nous faire un exposé.

Dans l'espoir que vous pourrez nous faire l'honneur de prendre la parole à la tribune de notre Institut, je vous prie d'agréer, Monsieur, les assurances de ma haute considération.



Monsieur N. DORSINVILLE  
Chef de la Mission de l'ONUC  
Nations Unies  
B.P. 7248  
LEOPOLDVILLE  
République du Congo.



INSTITUT ROYAL  
DES RELATIONS INTERNATIONALES

ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE  
88, AVENUE DE LA COURONNE, BRUXELLES 5

KONINKLIJK INSTITUUT  
VOOR INTERNATIONALE BETREKKINGEN

INSTELLING VAN OPENBAAR NUT  
KROONLAAN, 88, BRUSSEL 5

TEL. : 48.20.00 - 47.20.00; C.C.P. 0.20 P.C.R.

CONFERENCES

1962, 1963...

VOORDRACHTEN

- A. BERTRAND, minister van Verkeerswezen : Transportproblemen in Europa (29.1.62).  
Prof. L.G.A. SCHLICHTING, van de universiteit te Nijmegen :  
Ideologisering van internationale conflicten (7.2.62).  
Prof. T. KRISTENSEN, Secretary-General of the O.E.C.D. :  
The western world and the underdeveloped countries (7.3.62).  
Ev. AVEROFF-TOSSIZZA, ministre des Affaires étrangères de Grèce :  
La Grèce et le Marché Commun (2.4.62).  
Lord GLADWYN : Britain and the Common Market (25.4.62).  
R. BAILEY, economist, director of the "Political and economic planning" :  
The Commonwealth and the Common Market (22.5.62).  
Stur LINNÉR, représentant spécial de l'O.N.U. en Belgique :  
Les malentendus au sujet de l'O.N.U. et du Congo (19.6.62).  
R. SCHEYVEN, ancien ministre :  
30.000 Km. en Union Soviétique et 3 heures avec N. Krouchtchev (3.10.62).  
W. DIEBOLD, Jr., director of studies of the "Council on Foreign Relations" :  
The new trade legislation and the future american economic relations with Europe (24.10.62).  
Prof. dr. A. VAN HOUTTE, griffier van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, voorzitter van de Europese Scholen : De Europese School (27.11.62).  
Prof. A. ARINOS de MELO-FRANCO, ancien ministre des Affaires étrangères du Brésil (1961-1962), sénateur : Aspects actuels de la politique intérieure et extérieure du Brésil (11.1.63).  
Sir ABDUR RAHMAN KHAN, ambassador of Pakistan in Belgium :  
Asia at the crossroads (21.1.63).  
Prof. Mark EYSKENS, van de universiteit te Leuven :  
De economische groei in de westerse wereld (21.2.63).  
J. BOMBOKO, ministre des Affaires étrangères de la République du Congo :  
Le Congo et la Belgique (26.2.63).  
Prof. A. COPPE, vice-voorzitter van de E.G.K.S. :  
Kracht en gebreken van de E.G.K.S. (1.3.63).  
Prof. Fraga IRIBARNE, ministre de l'Information et du Tourisme d'Espagne :  
L'Espagne et l'Europe (6.3.63).  
Prof. A. KLAFKOWSKI, recteur de l'Université de Poznan :  
La réunification de l'Allemagne et la Sécurité de l'Europe (13.3.63).  
P. SMITHERS, Joint Parliamentary Under-Secretary of State for Foreign Affairs :  
Great Britain and Europe (2.4.63).  
Sir G.L. MEHTA, member of the "Indian Council of World Affairs", former amb. to U.N.  
India - defence and development (19.4.63.).  
Prof. H. FAYAT, minister, adjunkt voor Buitenlandse Zaken :  
Problemen van de Europese eenmaking (6.5.63.).



**ACTIVITÉS ET WERKZAAMHEDEN EN  
PUBLICATIONS DE PUBLICATIES VAN HET  
L'INSTITUT ROYAL KONINKLIJK INSTITUUT  
DES RELATIONS VOOR INTERNATIONALE  
INTERNATIONALES BETREKKINGEN**

**1947 - 1962**

**DIRECTEUR-GENÉR. : PROF. EMMANUEL COPPIETERS  
AV. DE LA COURONNE, 88, BRUXELLES 5 ; KROONLAAN, 88, BRUSSEL 5**

**1.1.1963**



# KONINKLIJK INSTITUUT VOOR INTERNATIONALE BETREKKINGEN

INSTELLING VAN OPENBAAR NUT — INTERUNIVERSITAIR ONDERZOEKSCENTRUM

## RAAD VAN BEHEER :

(met jaar van indiensttreding)

- Charles DE VISSCHER, erevoorzitter (voorzitter 1947-58), hoogleraar em. aan de Universiteiten te Leuven en te Gent, gewezen rechter bij het Internationaal Gerechtshof;
- Fernand VAN LANGENHOVE (1957), voorzitter (sedert 1958), hoogleraar em. aan de Universiteit te Brussel, gewezen ambassadeur;
- Pierre ANSIAUX (1947), penningmeester, hoogleraar aan de Universiteit te Brussel, advocaat bij het Hof van Verbreking;
- John GOORMAGHTIGH (1951), secretaris-generaal (sedert 1954), directeur van het Europees Centrum van de Carnegie Endowment;
- Louis CAMU (1950), hoogleraar aan de Universiteit te Luik, voorzitter van de Bank van Brussel;
- André DE GUCHTENEËRE (1957), hoogleraar aan de Universiteit te Leuven, directeur-generaal van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;
- Fernand DEHOUSSE (1947), hoogleraar aan de Universiteit te Luik, senator;
- August DE SCHRYVER (1957), staatsminister, volksvertegenwoordiger;
- Gaston EYSKENS (1953), hoogleraar aan de Universiteit te Leuven, gewezen eerste minister;
- Henri FAYAT (1953), hoogleraar aan de Universiteit te Brussel, minister, adjunct voor Buitenlandse Zaken;
- Léon GYSELYNCK (1947), em. hoogleraar aan de Universiteit te Brussel, ondervoorzitter van de Bank van Antwerpen;
- Henri JANNE (1947), prorector van de Universiteit te Brussel, senator;
- Paul LALOUX (1951), hoogleraar em. aan de Universiteit te Luik;
- Victor LAROCK (1950), minister van Nationale Opvoeding en Cultuur;
- Pierre MAJERUS (1951), ambassadeur van Luxemburg te Rome;
- Baron MUÛLS (1947), gewezen ambassadeur van België;
- Henri ROLIN (1947), hoogleraar aan de Universiteit te Brussel, staatsminister;
- Jean VAN HOUTTE (1947), hoogleraar aan de Universiteit te Gent, gewezen eerste minister;
- Paul VAN ZEELAND (1947), hoogleraar aan de Universiteit te Leuven, staatsminister;
- Pierre WIGNY (1947), (secretaris-generaal in 1947), gewezen minister van Buitenlandse Zaken.

## DIRECTEUR-GENERAAL :

- Emmanuel COPPIETERS (1954), dr. econ., dr. iuris, master sc. in econ., hoogleraar aan de Rijkshandelshogeschool te Antwerpen.

Kroonlaan, 88, Brussel 5. Tel. 48.20.00; 47.20.00



# INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES

ETABLISSEMENT D'UTILITE PUBLIQUE — CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE

## CONSEIL D'ADMINISTRATION :

*(avec année d'entrée en fonction)*

- Charles DE VISSCHER, président d'honneur (président 1947-58), professeur ém. aux Universités de Louvain et de Gand; ancien juge à la Cour Internationale de Justice;
- Fernand VAN LANGENHOVE (1957), président, professeur ém. à l'Université de Bruxelles, ambassadeur hre;
- Pierre ANSIAUX (1947), trésorier, professeur à l'Université de Bruxelles, avocat à la Cour de Cassation;
- John GOORMAGHTIGH (1951), secrétaire général (directeur 1947-54), directeur du Centre Européen de la Dotation Carnegie;
- Louis CAMU (1950), professeur à l'Université de Liège, président de la Banque de Bruxelles;
- André DE GUCHTENEËRE (1957), professeur à l'Université de Louvain, directeur général de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite;
- Fernand DEHOUSSE (1947), professeur à l'Université de Liège, sénateur;
- August DE SCHRYVER (1957), ministre d'Etat, député;
- Gaston EYSKENS (1953), professeur à l'Université de Louvain, ancien premier ministre;
- Henri FAYAT (1953), professeur à l'Université de Bruxelles, ministre, adjoint aux Affaires étrangères;
- Léon GYSELYNCK (1947), professeur ém. à l'Université de Bruxelles, vice-président de la Banque d'Anvers;
- Henri JANNE (1957), pro-recteur de l'Université de Bruxelles, sénateur;
- Paul LALOUX (1950), professeur hre à l'Université de Liège;
- Victor LAROCK (1950), ministre de l'Education nationale et de la Culture;
- Pierre MAJERUS (1951), ambassadeur du Luxembourg à Rome;
- Baron MUÛLS (1947), ambassadeur hre;
- Henri ROLIN (1947), professeur ém. à l'Université de Bruxelles, ministre d'Etat;
- Jean VAN HOUTTE (1947), professeur à l'Université de Gand, ancien premier ministre;
- Paul VAN ZEEELAND (1947), professeur à l'Université de Louvain, ministre d'Etat;
- Pierre WIGNY (1947), (secrétaire général en 1947), ancien ministre des Affaires étrangères.

## DIRECTEUR GENERAL :

Emmanuel COPPIETERS (1954), dr. econ., dr. iuris, master sc. econ., professeur à l'Institut Supérieur de Commerce de l'Etat à Anvers.

8, avenue de la Couronne, Bruxelles 5. Tél. 48.20.00; 47.20.00



## EEN ONAFHANKELIJKE WETENSCHAPPELIJKE STICHTING.

Het Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen is een onafhankelijke wetenschappelijke stichting. Zijn doel is de studie van de buitenlandse politiek, het volkenrecht en de internationale economie; de vraagstukken die de internationale betrekkingen stellen voor België, alsook voor het Groot-Hertogdom Luxemburg weerhouden in het bijzonder zijn aandacht. Het behoort tot geen enkele opinie en onthoudt zich enige mening met betrekking tot de nationale of internationale zaken uit te drukken. Het Instituut stelt ter beschikking van zijn leden en van het publiek een onpartijdige documentatie over alle vraagstukken van de internationale aktualiteit.

Het richt *interuniversitaire studie- en onderzoekscommissies* en *voordrachten* in, bezit een gespecialiseerde *bibliotheek* en documentatiecentrum. Het publiceert een tweemaandelijks tijdschrift *Chronique de Politique Etrangère* en, halfmaandelijks, *Internationale Spectator*, *Tijdschrift voor Internationale politiek*, alsook verscheidene *wetenschappelijke werken* die op het laatste blad vermeld zijn.

Het juridisch statuut van een instelling van openbaar nut werd hem door Besluit van de Regent van 25 februari 1947 toegekend<sup>1</sup>. Tien jaar later heeft Z. M. de Koning het de toelating verleend de naam te dragen van « Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen ».

Gelijksoortige onafhankelijke wetenschappelijke stichtingen onderhouden nauwe betrekkingen met het Instituut, namelijk :

*Nederlandsch Genootschap voor Internationale Zaken*, 's Gravenhage; *Royal Institute of International Affairs*, (Chatham House), London; *Council on Foreign Relations*, New York; *Centre d'Etude de Politique Etrangère*, Paris; *Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e. V.* (Institut für Europäische Politik und Wirtschaft), Bonn; *Istituto per gli Studi di Politica Internazionale*, Milano; *Forschungsinstitut der Oesterreichischen Gesellschaft für Aussenpolitik und Internationale Beziehungen*, Wien; *Norsk Utenrikspolitisk Institute*, Oslo, enz.

## INTERUNIVERSITAIR ONDERZOEKSCENTRUM.

Het interuniversitair Onderzoekscentrum voor internationaal recht, internationale economie en internationale politiek, v.z.w.o.<sup>2</sup>, brengt professoren uit onze vier universiteiten, alsook de bekwaamste belgische experts samen met het oog op gespecialiseerde publicaties. Verscheidene navorsers zijn aan dit centrum verbonden.

De huidige studies hebben onder anderen als onderwerp :

1° *De gevolgen van interne aard van de medewerking van België aan de werkzaamheden van de internationale organisaties (onder andere : de juridische, gouvernementele, parlementaire, militaire problemen alsook deze van de para-constitutionele machten) ;*

2° *De internationale gevolgen van de rassenpolitiek van de Zuid-Afrikaanse Unie ;*

3° *De geschiedenis van de belgische internationale betrekkingen sedert de oorlog ;*

4° *De gevolgen van de internationale integratie en samenwerking voor de belgische economie ;*

5° *De ontwikkeling van de taak van het Algemeen Secretariaat en van de Algemene Vergadering van de U.N.O. ;*

6° *Sociologische ontleding van de decolonisatiefactoren.*

PUBLICATIES : zie verder.

<sup>1</sup> Het *Belgisch Staatsblad* heeft de statuten gepubliceerd op 1.3.1947 en de wijzigingen op 30.6.1949 en 5.10.1959.

<sup>2</sup> De *Bijlage tot het Belgisch Staatsblad* van 10 december 1955 vermeldt als stichtende leden van de V.Z.W.O. de professoren Ch. de Visscher (voorzitter, vervangen door professor F. Van Langenhove), P. Ansiaux, E. Coppieters (beheerders), F. Dehousse, G. Eyskens, L. Gyselynck, H. Rolin, † G. Smets, J. Van Houtte.



## UNE FONDATION SCIENTIFIQUE INDEPENDANTE.

L'Institut Royal des Relations Internationales est une fondation scientifique indépendante qui a pour objet l'étude de la politique étrangère, du droit des gens et de l'économie internationale; les problèmes que posent les relations internationales pour la Belgique, ainsi que pour le Grand-Duché de Luxembourg, retiennent particulièrement son attention. Il ne relève d'aucune doctrine et s'interdit de professer aucune opinion relativement aux affaires nationales ou internationales. L'Institut met à la disposition de ses membres et du public une documentation impartiale sur toutes les questions d'actualité internationale.

Il organise des *commissions d'étude et de recherche interuniversitaire* et des *conférences*, possède une *bibliothèque* et un centre de documentation spécialisés. Il publie bimestriellement la *Chronique de Politique Etrangère*, bimensuellement la revue *Internationale Spectator*, *Tijdschrift voor Internationale politiek*, ainsi que divers *ouvrages scientifiques* dont la liste figure en dernière page.

Le statut juridique d'établissement d'utilité publique lui fut accordé par A. R. du 25 février 1947<sup>1</sup>. Dix ans plus tard, S. M. le Roi l'autorisa à porter l'appellation d'« Institut Royal des Relations Internationales ».

Des fondations scientifiques indépendantes analogues entretiennent des relations étroites avec l'Institut, notamment :

*Nederlands Genootschap voor Internationale Zaken*, 's Gravenhage; *Royal Institute of International Affairs*, (Chatham House), London; *Council on Foreign Relations*, New York; *Centre d'Etude de Politique Etrangère*, Paris; *Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e. V.* (*Institut für Europäische Politik und Wirtschaft*), Bonn; *Istituto per gli Studi di Politica Internazionale*, Milano; *Forschungsinstitut der Oesterreichischen Gesellschaft für Aussenpolitik und Internationale Beziehungen*, Wien; *Norsk Utenrikspolitisk Institute*, Oslo, etc.

## CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE.

Le Centre interuniversitaire de recherche de droit international, d'économie et de politique internationales, a.s.b.l.<sup>2</sup>, groupe des professeurs des quatre universités ainsi que les meilleurs experts belges en vue de publications spécialisées. Plusieurs chargés de recherche sont affiliés à ce centre.

Les études en cours ont entre autres pour objet :

- 1° *Les conséquences d'ordre interne de la participation de la Belgique aux activités des organisations internationales* (notamment les problèmes gouvernementaux, juridiques, parlementaires, militaires et des forces para-constitutionnelles);
- 2° *Les répercussions internationales de la politique raciale de l'Union Sud-Africaine*;
- 4° *L'histoire des relations internationales de la Belgique depuis la guerre*;
- 4° *Les répercussions de l'intégration et de la coopération internationales sur l'économie belge*;
- 5° *L'élargissement des fonctions du Secrétariat général et de l'Assemblée générale de l'O.N.U.*;
- 6° *Analyse sociologique des facteurs de décolonisation.*

PUBLICATIONS : voir plus loin.

<sup>1</sup> Les statuts ont été publiés dans la *Chronique de Politique Etrangère*, 1958, p. 702-7 et au *Moniteur belge* du 1.3.1947; les modifications aux statuts ont paru au *Moniteur belge* des 30.6.1949 et 5.10.1959.

<sup>2</sup> L'Annexe au *Moniteur belge* du 10 décembre 1955 renseigne comme membres fondateurs de l'A.S.B.L., les professeurs Ch. de Visscher (président, remplacé par le professeur F. Van Langenhove), P. Ansiaux, E. Coppieters (administrateurs), F. Dehousse, G. Eyskens, L. Gysels, H. Rolin, † G. Smets, J. Van Houtte.



## BIBLIOTHEEK EN DOCUMENTATIEDIENST.

De bibliotheek bevat meer dan 10.000 boeken en 300 tijdschriften gespecialiseerd op het gebied van internationale organisatie, internationaal recht, internationale economie en internationale politiek. Zij bevat bovendien een in België enige collectie van gedrukte en gestencileerde publicaties van internationale organisaties, zoals de U.N.O., de E.G.K.S., de BENELUX, de O.E.S.O., de E.E.G., de EURATOM, de F.A.O., het I.M.F., de I.B.R.D., de G.A.T.T., enz. Het analytisch steekkaartenstelsel dat eveneens de artikels van de tijdschriften ontleedt, wordt zeer gewaardeerd. De lijst van de ontlede periodieken verschijnt op blz. 19.

Professoren en studenten, leden uit de studiediensten van verschillende financiële, industriële en handelsmaatschappijen, politici, ambtenaars en journalisten bezoeken regelmatig de bibliotheek. De voorstellen van de lezers worden met belangstelling onderzocht.

Een studiedienst van de internationale pers selecteert en klasseert op wetenschappelijke wijze artikels, nieuwsberichten en officiële mededelingen die nuttig zijn voor de studies van het Instituut en van zijn leden.

De toegang tot de bibliotheek is publiek en kosteloos. Een uitleeningskaart van de bibliotheek mag toegekend worden mits betaling van 50 frank per jaar aan personen die geen lid zijn van het Instituut.

## OPENINGSUREN.

Het Instituut is open van 9 u. tot 18 u.; het is 's zaterdags gesloten.

## LEDEN.

De WERKENDE LEDEN zijn door de Raad van Beheer gekozen om zich bij de werkzaamheden van het Instituut aan te sluiten of om raad te geven, wegens hun wetenschappelijke bedrijvigheid of hun internationale werkzaamheden. Ze betalen een jaarlijkse bijdrage van 200 frank; heden zijn er ongeveer 500. Allen zijn van belgische of luxemburgse nationaliteit.

De GEASSOCIEERDE LEDEN worden op al de voordrachten uitgenodigd (met uitzondering van diegenen die zouden voorbehouden zijn voor de werkende leden) en betalen een bijdrage van 200 frank. Het zijn vooral ambtenaren van de Europese gemeenschappen.

STUDERENDE LEDEN zijn studenten, stagiaires en personen die er onderzoekingen verlangen voort te zetten, en die door de directeur-generaal van het Instituut aangenomen zijn; hun jaarlijkse bijdrage bedraagt 100 frank. Het Instituut telt ongeveer 200 studerende leden.

Alle leden tekenen een toetredingsformulier : ze eerbiedigen de nodige bescheidenheid aangaande de inlichtingen bekomen op het Instituut.

Een UITLEENINGSKAART VAN DE BIBLIOTHEEK (waartoe de toegang publiek en kosteloos is) mag toegekend worden mits betaling van 50 frank per jaar aan personen die geen lid zijn van het Instituut.

Morele personen kunnen STEUNEND LID van het Instituut worden.

## VOORDRACHTEN.

De wetenschappelijke voordrachten van het Instituut zijn uitsluitend voorbehouden aan de leden die zich ertoe verbinden de nodige bescheidenheid te eerbiedigen aangaande deze uiteenzettingen en er geen enkele melding van te maken in de pers (tenzij wanneer de pers uitgenodigd wordt). Zij zijn gevolgd door discussies met gesloten deuren waaraan de leden vrij deelnemen. Onder de sprekers, vermelden we de HH. :

## BIBLIOTHEQUE ET SERVICE DE DOCUMENTATION.

La bibliothèque contient plus de 10.000 volumes et 300 revues spécialisées en matière d'organisation internationale, de droit international, d'économie et de politique internationales. Elle contient en outre une collection unique en Belgique des publications imprimées et stencillées des organismes internationaux, tels que l'O.N.U., la C.E.C.A., le BENELUX, l'O.C.D.E., la C.E.E., l'EURATOM, l'O.I.T., le F.M.I., la B.I.R.D., le G.A.T.T., etc. Le fichier analytique, qui dépouille également les articles de revues, est fort apprécié. La liste des périodiques dépouillés paraît à la page 19.

Les professeurs et étudiants, les services d'étude des différentes sociétés financières, industrielles et commerciales, les hommes politiques, les fonctionnaires et les journalistes fréquentent régulièrement la bibliothèque. Les suggestions des lecteurs sont examinées avec intérêt.

Un service d'étude de la presse internationale sélectionne et classe scientifiquement les articles, les informations et les communiqués officiels qui offrent un intérêt pour les travaux de l'Institut et de ses membres.

L'accès à la bibliothèque est public et gratuit. Une carte de prêt de la bibliothèque peut être accordée moyennant le paiement de 50 francs par an aux personnes qui ne sont pas membres de l'Institut.

## HEURES D'OUVERTURE.

L'Institut est ouvert de 9 h. à 18 h.; il est fermé le samedi.

## MEMBRES.

Les MEMBRES ACTIFS sont choisis par le Conseil d'Administration pour s'associer aux travaux de l'Institut ou pour le conseiller, en raison de leurs travaux scientifiques ou de leurs activités internationales. Ils paient une cotisation annuelle de 200 francs et sont actuellement au nombre d'environ 500. Ils sont tous de nationalité belge ou luxembourgeoise.

Les MEMBRES ASSOCIES sont invités à toutes les conférences (à l'exception de celles qui seraient réservées aux membres actifs) et paient une cotisation de 200 francs. Ce sont surtout des fonctionnaires des communautés européennes.

Les MEMBRES CHERCHEURS sont des étudiants, stagiaires et personnes effectuant des travaux de recherche, et qui sont admis par le directeur général de l'Institut; leur cotisation annuelle est de 100 francs. L'Institut compte environ 200 membres chercheurs.

Tous les membres remplissent un formulaire de demande d'admission : ils respectent la discrétion relative aux renseignements obtenus à l'Institut.

Une CARTE DE PRET DE LA BIBLIOTHEQUE (dont l'accès est public et gratuit) peut être accordée moyennant paiement de 50 francs par an, aux personnes qui ne sont pas membres de l'Institut.

Les personnes morales peuvent devenir MEMBRES SOUSCRIPTEURS de l'Institut.

## CONFERENCES.

Les conférences scientifiques de l'Institut sont réservées exclusivement aux membres qui s'engagent à respecter la discrétion relative aux exposés faits et à n'en faire aucune mention dans la presse (sauf quand la presse est invitée). Elles sont suivies de discussions à huis clos auxquelles les membres participent librement. Parmi les conférenciers, citons MM. ;



- 1963 : Affonso Arinos de Melo-Franco, Abdur Rahman Khan, Mark Eyskens, Albert Coppé, Manuel Fraga Iribarne, ...
- 1962 : Alfred Bertrand, L.G.A. Schlichting, Thorkil Kristensen, Ev. Averoff-Tossizza, Lord Gladwyn, Richard Bailey, Sture Linner, R. Scheyven, W. Diebold, A. Van Houtte.
- 1961 : Jules Moch, Général P. M. Gallois, Emile Giraud, C<sup>te</sup> Jacques Pirenne, B. H. M. Vlekke, Jean Rey, B<sup>on</sup> von der Heydte, Right. Hon. Kenneth Younger, Anton Van Bilsen, H. Withalm, Raymond Scheyven, Général J. Valluy, Fernand Van Langenhove, Vjekoslav Prpic, Président G. Kayibanda.
- 1960 : B<sup>on</sup> Pierre Nothomb, Raymond Scheyven, Max Beloff, Fernand Dehousse, B<sup>on</sup> de Gruben, Anton Van Bilsen, Sico Mansholt, Baron de Gerlache, V<sup>te</sup> Obert de Thieusies, Alfred van der Essen, A. M. Burden, Etienne Hirsch, Baruch Gabovitch, Jacques Van Offelen, Henri Brugmans, Henri Moreau de Melen.
- 1959 : C<sup>te</sup> Jacques Pirenne, Manfred Lachs, Fernand Dehousse, Ahmed Benkirane, Fred Parkinson, René Mayer, G. Enkiri, P. H. Spaak, Josué de Castro, W. Hallstein, A. Armengaud, F. Erler, P. Wigny, E. M. J. A. Sassen.
- 1958 : C<sup>te</sup> Jacques Pirenne, Fernand Dehousse, Jules Moch, Général Marcel Carpentier, Boris Leontiev, Fernand Van Langenhove, Général G. Georges-Picot, B. H. M. Vlekke, Jules Wolf, Jean Rey, Général André Servais, Albert Coppé, Raymond Scheyven, B<sup>on</sup> Snoy et d'Oppuers.
- 1957 : Fernand Dehousse, Henri Moreau de Melen, Henri Rolin, Maximilien Philonenko, Fred Parkinson, Jean Steels, J. K. Banerji, G. M. Verrijn Stuart, B<sup>on</sup> Snoy et d'Oppuers, Raymond Scheyven, Louis C. Ameys, Rolf Scheen, Henri Rolin, H. V. Roberts, Fernand Van Langenhove, Abbé Janvier Mulenzi.
- 1956 : Fernand Dehousse, Raymond Scheyven, C. M. Woodhouse, Paul van Zeeland, M.-P. Herremans, Carlos de Radigués de Chennevière, Arthur Wauters, Marcel Slusny, Raymond Scheyven.
- 1955 : Airey Neave, Robert Schuman, Fernand Dehousse, Jacques Mertens de Wilmars, E. W. Evans, Robert A. Walker, F. L. Goffart, Henri Rolin, Paul Struyé, Albert Crahay, F. Duynstee.
- 1954 : Mme Betty Barzin, John Goormaghtigh, Walther Hoffmann, Peter Smithers, B. H. M. Vlekke, William Diebold, Hugh Gaitskill, Adolphe de Baerdemaeker, Milorad Drachkovitch, B<sup>on</sup> Snoy et d'Oppuers.
- 1947-53 : in : *Chronique de Politique Etrangère*, 1958, p. 688 & 1960, p. 988.

WERKENDE LEDEN <sup>1</sup>MEMBRES ACTIFS <sup>2</sup>

- 62 ABRAHAMS, Raymond, agrégé de l'enseignement supérieur en droit international.  
 62 ALERS, André, internationaal voorzitter van de Europese Vereniging voor onderwijzend personeel.  
 58 ALEXANDER, W. F., professeur à l'Institut Supérieur de Commerce de l'Etat à Anvers.  
 56 ALLARD, Baron Antoine, administrateur de sociétés.  
 62 ALLOO, Roger, sous-directeur à la Banque de la Société Générale de Belgique.  
 56 ALS, Alphonse, administrateur de sociétés.  
 61 ALS, Georges, chargé de cours à l'Université de Bruxelles, membre de division à la C.E.E.  
 56 ALS, Robert, ambassadeur du Luxembourg en France.  
 53 AMEY, Louis, président de la Fédération de l'Industrie du Verre.  
 62 AMORY, Daniel, notaire.  
 55 AMORY, Michel, fonctionnaire à l'Euratom.  
 (Ansiaux, Pierre, *cfr* Conseil d'Administration, *supra*.)  
 50 ARONSTEIN, Georges, avocat à la Cour d'Appel.  
 55 ASPESLAGH, Ferdinand, onder-directeur bij de Nationale Bank van België.  
 62 BACHY, Victor, maître de conférences à l'Université de Louvain.  
 53 BAEYENS, Raymond, directeur van de juridische diensten bij de E.G.K.S.  
 56 BAL, Erik, ambassade-attaché.  
 62 BARAITRE, Franz, directiehoofd bij de dienst voor Technische Bijstand.  
 55 BARTIER, John, professeur à l'Université de Bruxelles.  
 59 BASYN, Jaak, advocaat bij het Hof van Beroep.  
 54 BAUDHUIN, Fernand, professeur à l'Université de Louvain.  
 54 BAUGNIET, Jean, recteur hre de l'Université de Bruxelles.  
 55 BELLEFONTAINE, Charles, professeur à l'Institut Supérieur de Commerce de l'Etat à Anvers et à l'Institut Supérieur de Commerce de Bruxelles.  
 51 BERNARD, Stephan, collaborateur scientifique à l'Institut de Sociologie Solvay.  
 55 BERNHEIM, Emile, président des Grands Magasins « A l'Innovation ».  
 47 BERRYER, Vicomte Joseph, ambassadeur de Belgique.  
 56 BERTRAND, Alfred, minister van Verkeerswezen.  
 51 BIHIN, Paul, ambassadeur de Belgique hre.  
 62 BIRON, Herman, chargé de cours à l'Université de Bruxelles.  
 49 BLAISE, Gaston, gouverneur hre de la Société Générale de Belgique.  
 52 BLONDELL, Jean, docent bij de Rijksuniversiteit te Gent.  
 50 BLUM, René, ministre plénipotentiaire hre du Luxembourg.  
 55 BOËL, Baron René, gérant de la Société Solvay.  
 48 BOELS, Baron Jean, général-major de réserve hre.  
 47 BONVOISIN, Baron Pierre, président de la Banque de la Société Générale de Belgique.  
 61 BOON, Constant, buitengewoon hoogleraar aan de Universiteit te Leuven.  
 55 BORSCHETTE, Albert, représentant permanent du Luxembourg auprès de la C.E.E.  
 59 BOSMANS, Robert, membre de division à la Commission de la C.E.E.  
 62 BOTS, Maurice, rédacteur à « l'Echo de la Bourse ».  
 62 BOULET, Lucien, directeur général du fonds national de retraite des ouvriers mineurs.  
 55 BOURGUIGNON, Pierre, conseiller spécial du président de la C.E.E.  
 56 BRASSEUR, Maurice, ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique.  
 60 BRAT, Jean, directeur bij de Nationale Bank van België.  
 48 BRUNEL, Léon, président administrateur-délégué de la Société des Mines de Kilo-Moto.  
 54 BUCHMANN, Jean, professeur à l'Université Lovanium.  
 59 BUISSET, Auguste, ancien ministre.  
 62 BURNAY, Georges, directeur général de l'Office belge du Commerce extérieur.  
 59 CALMES, Christian, secrétaire général du Conseil des Communautés Européennes.  
 56 CAMMU, Adolf, rechtskundig adviseur.  
 (Camu, Louis, *cfr* Conseil d'Administration, *supra*.)  
 61 CARBONNELLE, Claude, conseiller économique de Fabrimétal.  
 62 CARLIER, Paul, secrétaire général adjoint des Unions des Centrales Electriques.  
 48 CATTOIR, François, administrateur, secrétaire général de la S.A. Union Chimique Belge.  
 47 CHARBONNIER, Lucien, administrateur-délégué du Fonds de la Batellerie Rhénane Belge, A.S.B.L.  
 62 CHARLES, Raymond, procureur du Roi à Bruxelles.  
 49 CLAEYS-BOUÛAERT, F.-Xavier, ministre plénipotentiaire.  
 49 CLAEYS-BOUÛAERT, Alfred, vice-gouverneur général hre du Congo belge et du Rwanda-Burundi.  
 62 CLEENWERCK DE CRAYENCOUR, Georges, commandant d'active.  
 55 CLEENWERCK DE CRAYENCOUR, Jean-Pierre, membre de division à la C.E.E.  
 55 CLEMENS, René, professeur à l'Université de Liège.  
 62 CLERFAYT, Albert, secrétaire du Conseil Supérieur des Eaux.  
 47 COCHAUX, Henri, avocat à la Cour d'Appel.  
 59 COLLARD, Léo, président du Parti Socialiste Belge.  
 62 COLLARD, Raymond, assistant au Centre de Recherches économiques de l'Université de Louvain.

<sup>1</sup> Met inschrijvingsjaar. Alleen de hoofdfunctie wordt aangeduid, volgens kennisgeving door het lid begin 1962. De leden van de Raad van Beheer zijn hoger aangeduid.

<sup>2</sup> Avec année d'inscription. Seule la fonction principale est indiquée, d'après notification faite par le membre au début de 1962. Les membres du Conseil d'Administration sont indiqués plus haut.



- 62 COLLE, Armand, directeur de la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique.  
 48 COLLIN, Fernand, hoogleraar bij de Universiteit te Leuven, voorzitter van de Kredietbank.  
 59 COOL, August, voorzitter van het Algemeen Christelijk Vakverbond.  
 54 COPPÉ, Albert, vice-voorzitter van de Hoge Autoriteit van de E.G.K.S.  
 56 COPPÉ, Fernand, bank ambtenaar.  
 61 COPPÉE, Baron Evence, président du Conseil de Gérance E. Coppée et C<sup>ie</sup>.  
 56 COPPENS, Paul, professeur à l'Université de Louvain.  
 (Coppeters, Emmanuel, *cfr Directie, supra.*)  
 55 COPPIETERS 'T WALLANT, Yves, inspecteur-generaal bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.  
 62 CORNELIS, Henri, Eregouverneur-Generaal van Belgisch-Kongo en Rwanda-Burundi.  
 56 CORNIL, Paul, secrétaire général du Ministère de la Justice.  
 48 CRABBE, Raoul, directeur du journal « Le Phare-Dimanche ».  
 56 CRAEN, Gaston, secretaris-generaal van het Ministerie van Economische Zaken.  
 55 CRENER, Henri, ambassadeur de Belgique.  
 62 CROMBE, Henri-Philippe, administrateur de banques.
- 54 D'ASPREMONT-LYNDEN, Comte Geoffroy, ambassadeur de Belgique.  
 47 D'ASPREMONT-LYNDEN, Comte Gobert, grand maréchal hre de la Cour de S. M. le Roi.  
 62 D'ASPREMONT LYNDEN, comte Harold, ancien ministre.  
 60 DAUSSIN, Armand, directeur des affaires administratives de Belgique au Conseil de l'Europe.  
 58 DAVIGNON, Vicomte Jacques, ambassadeur de Belgique hre.  
 47 DAVIN, Louis, professeur à l'Université de Liège.  
 62 DE BAECK, Carlos, senator.  
 55 DE BAERDEMAEKER, Adolphe, chef de division aux relations extérieures de la C.E.E.  
 61 DE BANDT, Jean-Pierre, avocat.  
 54 DE BARSY, Eugène, professeur à l'Université de Bruxelles.  
 62 DE BARSY, Jean, questeur-trésorier de la Société Royale d'Économie Politique.  
 62 DE BASSOMPIERRE, Jean, conseiller d'ambassade.  
 55 DE BERNARD DE FAUCONVAL, Baron Jean, secrétaire général de la Banque Italo-Belge.  
 52 DE BIE, Pierre, hoogleraar aan de Universiteit te Leuven.  
 60 DE BLOCK, Auguste, senator.  
 62 DE BRABANDERE, Etienne, directeur général de l'Association belge des Banques.  
 60 DE BRIEY, Comte Pierre, secrétaire général adjoint de l'Institut International des Civilisations différentes.  
 52 DE BROECK, Gilbert, secretaris van de Nationale Raad van Arbeid.  
 62 DEBROUX, François, premier substitut de l'Auditeur militaire.  
 61 DE BRUYNE, Jean-Pierre, chef du service économique de la Belgian Shell Company.  
 62 DECAMP, Willy, conseiller à l'Association belge des Banques.  
 54 DECHAMPS, Jules, professeur émérite à l'Université de Londres.  
 62 DE CLERCO, Hubert, s. j., professor aan de St-Ignatius Handelshogeschool te Antwerpen.  
 62 DE CLERCO, WILLY, gewezen minister-onderstaatssecretaris voor de Begroting.  
 62 DECLERK, Piet, adviseur bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Kultuur.  
 55 DECLÈVE, Marcel, attaché au service d'études de la Banque Lambert.  
 61 DE CROMBRUGGHE DE PICQUENDAELE, Baron Xavier, adjunkt-adviseur bij het Verbond der Belgische Nijverheid.  
 61 DE CUMONT, Charles, lieutenant-général, président du Comité des Chefs d'Etat-Major.  
 48 DE CUNCHY, A., directeur général hre de l'Office belge du Commerce extérieur.  
 59 DE DORLODOT, Charles, professeur aux Facultés universitaires de Namur.  
 61 DE FRAITEUR, Raoul, ancien ministre de la Défense nationale.  
 62 DE GAVRE, Jacques, assistant à l'Université de Bruxelles.  
 55 DE GREEP, Georges, chargé de conférences à l'Université de Bruxelles.  
 56 DE GROOTE, Jacques, stagiaire bij de Nationale Bank van België.  
 56 DE GROOTE, Lucien, conseiller du Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique.  
 48 DE GRUBEN, Baron, ambassadeur de Belgique hre.  
 61 DE GRYSE, Albert, gewezen minister-onderstaatssecretaris voor P.T.T.  
 (de Guchteneère, André, *cfr Raad van Beheer, supra.*)  
 60 DEHEM, Roger.  
 62 DE HEMPTINNE, Xavier, chargé de cours aux Universités de Louvain et Lovanium.  
 (Dehousse, Fernand, *cfr Conseil d'Administration, supra.*)  
 62 DEHOUSSE, Jean-Maurice, collaborateur scientifique à l'Université de Liège.  
 62 DEHOUX, Gilberte, conseiller au Conseil national de la politique scientifique.  
 50 DE KEMMETER, Fritz, attaché au Secrétariat Général de l'Union Douanière Benelux.  
 60 DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, Comte Charles, ambassadeur de Belgique.  
 62 DELANDE, Henri, professeur à l'Université de Louvain.  
 61 DELARGE, Jean-Pierre, avocat hre à la Cour d'Appel.  
 47 DE LA VALLÉE POUSSIN, Etienne, sénateur.  
 47 DELCOIGNE, Georges, ambassadeur de Belgique hre.  
 61 DE LE COURT, Robert, s. j., inspecteur général des études pour les collèges dirigés par la Compagnie de Jésus.  
 56 DELEIXHE, Gérard, assistant à l'Université de Liège.  
 62 DELETAÏLLE, Emile, ingénieur.  
 48 DELEUZE, Jean-Marie, administrateur de sociétés.  
 57 DELHASSE, Armand, chargé de cours à l'Ecole de Guerre.

- 48 DELHAYE, L. G., ambassadeur de Belgique.
- 60 DE LIEDEKERKE, Jacques, avocat à la Cour d'Appel.
- 58 DE LIEDEKERKE, Comte Louis, secrétaire général hre de l'Union Internationale des Transports Publics.
- 62 DEL MARMOL, Baron Antoine, général-major, commandant de l'Ecole de Guerre.
- 47 DEL MARMOL, Baron Charley, professeur à l'Université de Liège.
- 56 DELPERÉE, Albert, secrétaire général du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale.
- 48 DELVUELE, Jules, président du conseil d'administration de la S. A. Métallurgique de Prayon.
- 61 DE LVAUX, Louis, juge à la Cour de Justice des Communautés Européennes.
- 60 DEMAÏN, Roger, directeur de l'Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales.
- 50 DEMEULENAERE, Paul, avocat à la Cour d'Appel.
- 61 DEMEURE, chevalier Emmanuel, administrateur de sociétés.
- 55 DEMEURE, Thierry, sous-directeur à la Société belge de Banques.
- 48 DE MEYER, Jean, hoogleraar bij de Universiteit te Leuven.
- 61 DE PAUW, Frans, docent aan de Universiteit te Brussel.
- 55 DEQUAE, André, minister van Financiën.
- 47 DE RAEMYAEKER, Omer, professeur à l'Université de Louvain.
- 52 DERAU, Louis, secrétaire général de la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique.
- 47 DE RIDDER, F., ambassadeur de Belgique.
- 62 DE RIDDER, Raymond, professeur à l'Institut Supérieur de Commerce de l'État à Anvers.
- 60 DERNOUCHAMPS, Gaston, inspecteur des Finances.
- 62 DE ROOVER, Chevalier Marcel, membre de l'Académie Royale des Sciences, président du Comité belge du Centre européen de Documentation et d'Information.
- 62 DE SAEDELEER, Gabriel, fonctionnaire à l'Euratom.
- 57 DE SADELEER, Baron Paul, avocat à la Cour d'Appel.
- 54 DE SAINT-HUBERT, Christian, secrétaire d'ambassade.
- 62 DESCHAMPS, Jacques, directeur au Ministère des Affaires étrangères.
- 55 DESCHAMPS, Pierre, conseiller du Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique.  
(De Strycker, August, cfr Raad van Beheer, supra.)
- 56 DE SELVY LONGCHAMPS, Baron Charles-Walter, délégué de l'O.N.U.
- 61 DESHORMES, Philippe, directeur adjoint des relations publiques de l'Union des Exploitations Electriques en Belgique.
- 50 DE SMAELE, Albert, président du Conseil Central de l'Economie.
- 62 DESMARETS, José, directeur du journal « La Cité ».
- 61 DE SMET, André, directeur van administratie bij het Ministerie van Landsverdediging.
- 62 DE SMET, Robert, maître de conférences à l'Université de Louvain.
- 60 DE SPIRLET, Jack, sous-directeur à la Banque Belge pour l'Industrie.
- 47 DE STAERCKE, André, représentant permanent de la Belgique auprès de l'O.T.A.N.
- 55 DE STAERCKE, Jacques, volksvertegenwoordiger.
- 54 DE STREEL, Baron Edouard, secrétaire hre de S. M. la Reine Elisabeth.
- 62 DE STREEL, Philippe, sous-directeur à la S. A. Petrofina.
- 60 DE STRYCKER, Cécil, directeur à la Banque Nationale de Belgique.
- 47 DE THIER, Jacques, ambassadeur de Belgique.
- 55 DETHIER, Robert, conseiller juridique.
- 48 DE THYSEBAERT, Alain, consul général de Belgique.
- 54 DETRY, Roland, chargé de cours au Centre international d'enseignement supérieur de journalisme et au Centre Universitaire des Hautes études européennes de l'Université de Strasbourg.
- 55 DEURINCK, Gaston, délégué général de l'Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
- 62 DEVAUX, Victor, président hre du Conseil d'Etat.
- 56 DE VIS, Jan, directeur bij de Belgische Vereniging van Banken.  
(De Visscher, Charles, cfr Conseil d'Administration, supra.)
- 47 DE VISSCHER, Fernand, professeur à l'Université de Louvain.
- 47 DE VISSCHER, Paul, professeur à l'Université de Louvain.
- 56 DE VISSCHERE, Frans, hoogleraar bij de Universiteit te Leuven.
- 57 DE VLEESCHAUWER, Robert, professeur hre à l'Ecole de Guerre.
- 48 DE VOGHEL, Franz, vice-gouverneur de la Banque Nationale de Belgique.
- 55 DE VREESE, Alfons, raadsheer bij het Hof van Verbreking.
- 59 DEVREKER, André, hoogleraar bij de Universiteit te Gent.
- 62 DE WILDE, Lode, hoogleraar aan de Rijkslandbouwhogeschool te Gent.
- 59 DE WILDE D'ESTMAEL, Xavier, directeur de l'Ecole d'Administration du Rwanda-Burundi.
- 60 DE WINTER, Emile, senator.
- 60 DE WITTE, Georges, hoogleraar bij de Universiteit te Gent.
- 62 DE WOOT DE TRIKHE, baron Philippe, secrétaire général de l'Association européenne de Sociétés d'études pour le Développement.
- 60 DEWULF, Maurice, lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.
- 57 DIDISHEIM, Michel, conseiller au Cabinet du Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique.
- 47 DIDISHEIM, René, directeur de banque.
- 55 DINJEART, R., lieutenant-général, chef de la Maison militaire du Roi.
- 62 DOPPAGE, Albert, professeur à l'Institut Supérieur de Commerce de l'État à Anvers.
- 56 D'OTREPEPE, Baron Philippe, président du Comité National Belge de la F.A.O.
- 55 DOUCY, Arthur, directeur de l'Institut de Sociologie Solvay.
- 55 DOUXCHAMPS, Yves, inspecteur des Finances.
- 54 DRAPIER, Jean, administrateur-délégué du Mouvement Européen.
- 47 DU BOIS, Eugène, ambassadeur de Belgique hre.



- 62 DUBOIS, Jean, administrateur principal à la Commission de la C.E.E.  
 48 DUBOIS-PÉLERIN, Jules, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique.  
 56 DU BUS DE WARNAFFE, Vicomte Charles, ancien ministre.  
 58 DUCQ, Jean, général-major.  
 59 DUNSKI, Vital, chef de travaux à l'Université de Liège.  
 57 DU PARC LOCMARIA, Vicomte Antoine-Guillaume, ministre plénipotentiaire.  
 59 DUPONG, Lambert, avocat à la Cour, Luxembourg.  
 47 DUPRIEZ, Léon, professeur à l'Université de Louvain.  
 60 DUQUESNE DE LA VINELLE, Louis, directeur à la C.E.E.  
 59 DURIEUX, Jean, chef de division à la C.E.E.  
 47 DU ROY DE BLICQUY, Baron Louis, vice-président du Groupe Josi.  
 56 d'URSEL, Comte Charles, directeur à la Banque Lambert.  
 62 d'URSEL, duc Henri, président de la Banque Sociale.  
 55 DUVIEUSART, Jean, ancien premier ministre.  
 62 ECKHOUT, Jean-Claude, attaché au secrétariat général de la Fédération Bancaire de la C.E.E.  
 57 ECKMAN, Paul, juridisch adviseur.  
 47 EEMAN, Harold, ambassadeur de Belgique hre.  
 47 EICKHOFF, Frédéric, avocat à la Cour d'Appel.  
 51 EVALENKO, R., président du directoire de l'industrie charbonnière.  
 62 EVERAERT, Georges, banquier.  
 (Eyskens, Gaston, *cfr Raad van Beheer, supra.*)
- 62 FABRI, Philippe, administrateur de sociétés.  
 57 FAFCHAMPS, Joseph, correspondant du B.I.T. pour la Belgique et le Luxembourg.  
 56 FALLON, Baron Donald, directeur au Groupement des Hauts-Fourneaux et Acieries belges.  
 55 FANIEL, Robert, directeur à la C.E.E.  
 (Fayat, Henri, *cfr Raad van Beheer, supra.*)  
 55 FEYERICK, Yvan, président de la Fédération Nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie.  
 59 FINET, Paul, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A.  
 47 FIRKET, Maurice, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Liège.  
 62 FLAMME, Maurice-André, professeur à l'Université de Bruxelles.  
 57 FORTHOMME, Pierre, administrateur directeur général du Commerce extérieur.  
 47 FRANCK, Antoine, vice-président du Comité Maritime International.  
 62 FRANK, Max, professeur extraordinaire à l'Université de Bruxelles.  
 56 FREDERICQ, Baron Louis, hoogleraar bij de Universiteit te Gent.  
 59 FRERE, Jean, secrétaire général de la Banque Européenne d'Investissement.  
 45 FRERE, Maurice, gouverneur hre de la Banque Nationale de Belgique.  
 55 FRÉROTTE, Marcel, conseiller économique auprès de la Délégation belge à l'O.T.A.N.  
 56 FREY, Sylvain, substituit van de auditeur generaal bij de Raad van State.
- 47 GANSHOF VAN DER MEERSCH, Walter, professeur à l'Université de Bruxelles.  
 58 GENELLI, Paul, avocat.  
 56 GEORGES, Fernand, secrétaire général du Groupe Socialiste de l'Assemblée Parlementaire Européenne.  
 62 GERIN, Horace, directeur à l'Union des Exploitations Electriques.  
 56 GIBON, Maurice, chef de cabinet à l'Euratom.  
 59 GLISSEN, John, professeur à l'Université de Bruxelles, premier substitut auditeur général.  
 47 GILLON, Robert, ancien président du Sénat.  
 48 GILSON, Arthur, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.  
 51 GLASER, Stéfán, professeur aux Universités de Gand et de Liège.  
 62 GOBBE, Frédéricq, président-administrateur-gérant de Société.  
 62 GODEAUX, Jean, associé-gérant de la Banque Lambert.  
 55 GODET, Jean, major B.E.M., professeur à l'Ecole de Guerre.  
 48 GOFFART, Francis, ambassadeur de Belgique.  
 62 GOFFIN, Léon, maître de conférences à l'Université de Louvain.  
 52 GOLDSCHMIDT, Alexis, avocat à la Cour d'Appel.  
 (Goormaghtigh, John, *cfr Conseil d'Administration, supra.*)  
 62 GOOSSE, Marcel, ambassadeur de Belgique hre.  
 54 GORIELY, Georges, professeur aux Universités de Bruxelles et de Sarrebrück.  
 56 GRAEFFE, Egbert, ambassadeur de Belgique hre.  
 48 GREGOIRE, Henri, professeur à l'Université de Bruxelles.  
 52 GRÉGOIRE, Olivier, vice-président national du Mouvement Ouvrier Chrétien.  
 62 GROSFILS, Michel, membre du service des études économiques de la Banque de Bruxelles.  
 61 GUISSON, Frans, substituit krijgsauditeur.  
 59 GUNZBURG, Nico, em. hoogleraar bij de Universiteit te Gent.  
 48 GUTT, Camille, ministre d'Etat.  
 (Gyselsynck, Léon, *cfr Raad van Beheer, supra.*)
- 47 HAESAERT, Jean-P., em. hoogleraar bij de Rijksuniversiteit te Gent.  
 56 HALLET, Jean-Paul, conseiller adjoint de l'Office Belge du Commerce Extérieur.  
 47 HAMMES, Charles, juge à la Cour de Justice des Communautés Européennes.  
 62 HANIKENNE, Albert, administrateur de la Brufina.  
 58 HARMEL, Pierre, ancien ministre.  
 59 HATRY, Paul, administrateur-délégué de la Fédération pétrolière belge.

- 60 HAUZEUR, Alain, secrétaire d'administration au Conseil Central de l'Economie.  
 62 HENDRICKS, Louis, président hre à la Cour d'Appel.  
 56 HENDRICKX, Jan, professor aan het Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen.  
 54 HERINCKX, Paul, directeur de la Compagnie d'Assurances d'Outre-Mer.  
 54 HERREMANS, Maurice-Pierre, sociologue.  
 48 HERS, Joseph, secrétaire général de l'Association Belge pour l'Extrême-Orient.  
 60 HARTEON, Général Oscar, anc. commandant du Collège de Défense de l'O.T.A.N.  
 60 HOMMEL, Nicolas, ambassadeur du Luxembourg à Paris.  
 57 HONTOY, Fernand, général-major e. r.  
 57 HORN, Jules, directeur de société.  
 57 HOUTART, François, directeur du Centre Interdiocésain de Recherches Socio-Religieuses.  
 59 HUYBRECHTS, André, membre de division à la C.E.E.  
 55 HUYBRECHTS, Marcel, directeur bij het Ministerie van Economische Zaken.
- 59 ISAAC, Jacques, administrateur de sociétés.
- 51 JACQMIN, L., administrateur de sociétés.  
 62 JADOT, Mgr. Jean, directeur national des œuvres pontificales missionnaires.  
 56 JADOT, Marguerite (Mme), présidente de la section belge de l'Internationale libérale.  
 (*Janne, Henri, cfr Conseil d'Administration, supra.*)  
 57 JANSON, Emile, chargé de cours à l'Université de Bruxelles.  
 49 JANSSEN, A. E., ministre d'Etat.  
 60 JANSSEN-PEVTSCHIN, Geneviève (M<sup>me</sup>), juge au tribunal de première instance.  
 47 JASPAR, Baron Marcel-Henri, ambassadeur de Belgique.  
 58 JOOS DE TER BEERST, Christian, secrétaire général de l'Union Allumettière.  
 59 JOSZ, Claude, chef du Cabinet Economique et Social du premier Ministre.  
 47 JOTTRAND, Max-Emile, secrétaire général du Comité Belge de la Chambre de Commerce Internationale.  
 47 JUSSIANT, Jean, président, administrateur-délégué de la Banque de Commerce d'Anvers.
- 47 KAECKENBEECK, Georges, ministre plénipotentiaire.  
 54 KERVYN DE LETTENHOVE, Baron Albert, membre du Bureau de Programmation.  
 56 KETELAAR, Henri, agrégé de l'enseignement supérieur.  
 59 KIRCHEN, Nicolas, membre de division à la C.E.E.  
 60 KIRSCHEN, E. Sadi, professeur à l'Université de Bruxelles.  
 59 KRAUS, Lucien, chef de cabinet adjoint à la C.E.E.  
 62 KRINGS, Jules, professeur à l'Université de Bruxelles.  
 59 KRONACKER, Baron Paul, ancien ministre.  
 62 KULAKOWSKI, Jean, secrétaire général de l'Organisation européenne de la Confédération internationale des Syndicats chrétiens.
- 48 KUPPENS, Chanoine Marcel, professeur au Grand Séminaire de Liège.
- 62 LACONTE, Pierre, assistant à l'Université de Louvain.  
 62 LACROIX, Fernand, commandant de l'Ecole des Administrateurs militaires.  
 56 LAGASSE DE LOCHT, Michel, directeur à la Banque de la Société Générale de Belgique.  
 62 LALOIRE, René, professeur à l'Université de Louvain.  
 55 LALOUX, Dominique, conseiller de cabinet du Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique.  
 (*Laloux, Paul, cfr Conseil d'Administration, supra.*)
- 55 LAMBILLIOTTE, Maurice, directeur de la revue « Synthèses ».  
 60 LAMBIOTTE, Oscar, conseiller de banque.  
 62 LAMEERE, Jean, professeur à l'Université de Bruxelles.  
 60 LAMOTTE, Paul, ambassadeur de Belgique hre.  
 56 LANNON, Pierre, administrateur de sociétés.  
 (*Larock, Victor, cfr Conseil d'Administration, supra.*)
- 60 LAUWERS, E. P. Louis, hoofdredacteur van « World Justice ».  
 62 LE BRUN, Jean, assistant à l'Université de Louvain.  
 60 LEEHMANS, Victor, senator.  
 56 LEFEBURE, René, chef de cabinet hre du Roi.  
 55 LEFEBVRE, Jacques, directeur à la C.E.E.  
 53 LEFEVRE, Théo, staatsminister, eerste minister.  
 47 LE GHAI, Edouard, ambassadeur de Belgique hre.  
 62 LEGROS, Robert, professeur à l'Université de Bruxelles.  
 55 LE HODEY, Philippe, membre de la Chambre des Représentants.  
 62 LEHOUCQ, Fernand, buitengewoon professor aan de Krijgsschool.  
 53 LE MAIRE, Marcel, professeur à l'Institut Supérieur de Commerce St-Ignace à Anvers.  
 55 LENFANT, Joseph, économiste à la Commission Economique pour l'Europe.  
 55 LENFANT, Monique, attachée au Service des Etudes économiques de la Banque de la Société Générale  
 47 LEROY, Jean, ambassadeur de Belgique.  
 61 LESTIENNE, Guy, licencié en sciences commerciales et consulaires.  
 48 LEVY, Paul, directeur de l'Information et de la Presse au Conseil de l'Europe.  
 60 LEYNEN, Paul, administrateur-directeur de la C<sup>ie</sup> Géomines.  
 47 LILAR, Albert, gewezen minister.  
 56 LIMPENS, Jean, hoogleraar bij de Universiteiten te Gent en te Brussel.  
 62 LOIR, Pierre, chargé de recherches à l'Université de Louvain.



- 61 LOODTS, Charles, ambassaderaad.  
 47 LORIDAN, Walter, représentant permanent de la Belgique aux Nations Unies.  
 55 LOUSSE, E., professor bij de Universiteit te Leuven.
- 57 MAHIEU, Paul, professeur à l'Université de Louvain.  
 (Majerus, Pierre, cfr Conseil d'Administration, supra.)  
 51 MAJOR, Louis, adjunct secretaris-generaal van de F.G.T.B.  
 62 MALDEREZ, M., secrétaire général du Ministère des Communications.  
 55 MALENGREAU, Guy, professeur à l'Université de Louvain.  
 52 MARQUET, Fernand, professeur à l'Institut Universitaire des Territoires d'Outre-Mer.  
 62 MARTENS, August, burgerlijk bouwkundig ir.  
 55 MARTIN, Claude, sous-directeur de la Banque de Bruxelles.  
 62 MARTIN, Hector, régent de la Banque Nationale de Belgique.  
 62 MARTIN, Jacques, administrateur-directeur du Crédit Général de Belgique.  
 47 MASOIN, Maurice, professeur à l'Université de Louvain.  
 55 MASQUELIN, Jean, juge au tribunal de Charleroi.  
 52 MASSON, J., s. j., maître de conférences à l'Université de Louvain.  
 59 MATTON, Henri, premier président hre de la Cour des Comptes.  
 62 MAURICE, Albert, secrétaire de l'Université officielle du Congo et du Rwanda-Burundi.  
 56 MECHERYNCK, Robert, administrateur de sociétés.  
 62 MEES, Karel, raadsheer bij de Raad van State.  
 54 MEEUSENS, Gerard, bestuurssecretaris bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.  
 59 MENAGER, Philippe, membre de division à la C.E.E.  
 61 MERCHERS, Laurent, buitengewoon hoogleraar aan de Universiteit te Gent.  
 62 MERTENS DE WILMARS, Charles, hoogleraar aan de Universiteit te Leuven.  
 48 MERTENS DE WILMARS, Jacques, hoogleraar aan de Universiteit te Leuven.  
 55 MERTENS DE WILMARS, Josse, lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.  
 62 MEYERS, François, algemeen stagemester.  
 59 MEYERS, Paul, gewezen minister.  
 62 MICHEL, Léon, professeur à l'Université de Liège.  
 60 MICHEL, Jean, administrateur de société.  
 53 MINEUR, Joseph, administrateur-délégué du Conseil Economique Wallon.  
 47 MOELLER DE LADDERSOUS, Alfred, vice-gouverneur général hre du Congo Belge.  
 61 MOLLE, Marcel, directeur des filiales et sociétés affiliées à l'étranger de l'Union Chimique Belge.  
 62 MONDY, Maurice, directeur au Ministère du Travail et de l'Emploi.  
 55 MOREAU DE MELEN, Henri, vice-président du Sénat.  
 56 MORRAYE, Clément, président de la Chambre de Commerce Belgo-Italienne.  
 47 MOTTE, André, ambassadeur de Belgique hre.  
 56 MOTZ, Roger, administrateur de sociétés.  
 47 MOUCHET BATTEFORT DE LAUBESPIN, Comte Antoine, ambassadeur de Belgique.  
 61 MOULIN, Léo, professeur au Collège d'Europe.  
 62 MOUREAUX, Charles, ancien ministre.  
 (Muûls, Baron, cfr Conseil d'Administration, supra.)  
 58 MUÛLS, Edmond, avocat à la Cour d'Appel.  
 54 MUÛLS, Jean, secrétaire du secrétaire général du Ministère des Affaires économiques.
- 56 NAOME, Jules, attaché à la Direction générale de la Sabena.  
 60 NEDEE, Fernand, adviseur op het economisch en sociaal kabinet van de Eerste minister.  
 55 NEESSEN, Victor, lector aan de Universiteit te Leuven.  
 55 NEUMAN, Henri, professeur à l'Université de Bruxelles.  
 55 NICAISE, Joseph, hoogleraar aan de Universiteiten te Lovanium en te Leuven.  
 56 NIEUWENHUYSEN, Jean, ambassadeur de Belgique.  
 61 NIEUWENHUYSEN, Robert, attaché hre au Cabinet du Roi.  
 47 NISOT, Joseph, ambassadeur de Belgique hre.  
 59 NOPPEN, Herman, kabinetschef van de minister van Buitenlandse Zaken.  
 62 NORRO, Michel, assistant chargé de recherches à l'Université de Louvain.  
 55 NOSENT, Raymond, directeur général de la Fédération de l'Industrie Textile Belge.  
 48 NOTHOMB, Baron Pierre, sénateur.  
 62 NOTHOMB, Simon-Pierre, attaché au Cabinet du Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique.  
 50 NYSENS, Albert, lieutenant-général e. r.
- 56 OBERT DE THIEUSIES, vicomte, ambassadeur hre de Belgique.  
 55 OCKRENT, Roger, représentant permanent de la Belgique auprès de l'O.C.D.E.  
 57 OCTORS, Etienne, directeur général de la Maison de l'Amérique Latine.  
 59 ONCLIN, Willy, hoogleraar aan de Universiteiten te Leuven en te Nijmegen.  
 55 ORBAN, Maurice, sénateur.  
 62 ORBAN, Maurice, chanoine, professeur à l'Institut Supérieur Commercial et Consulaire de Mons.  
 62 ORIANNE, Paul, maître de conférences à l'Université de Louvain.  
 62 OST, Gilbert, professeur à l'Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales.  
 47 OSTERRIETH, F., voorzitter van de Kamer van Koophandel te Antwerpen.

- 61 PAPELANS DE MORCHOVEN, Baron Charles, secrétaire général de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie.
- 49 PAPELANS DE MORCHOVEN, Baron J., ministre plénipotentiaire.
- 55 PAQUET, Roger, directeur général de la Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
- 61 PARMENTIER, Auguste, secrétaire général du Ministère de l'Agriculture.
- 56 PAULUS, Jean-Pierre, chef de Cabinet adjoint hre du Roi.
- 55 PEETERS, Florent, hoogleraar bij de Rijksuniversiteit te Gent.
- 47 PEETERS, Marcel, directeur général de Fedechar.
- 62 PEIGNEUX, Firmin, membre du Conseil colonial.
- 47 PELTZER, Baron André, président de la S.A. Peltzer et Fils.
- 62 PERSOONS, François, directeur adjoint à la Banque de Bruxelles.
- 59 PETIT, Lucien, lieutenant colonel d'aviation, chef de section à l'Euro-control.
- 54 PETRE, Jan, afdelingshoofd bij de B.E.G.
- 53 PHILIPPSON, Paul, administrateur de sociétés.
- 62 PHILIPS, Louis, professeur à l'Université de Fribourg.
- 48 PHOLIE, Joseph, ancien premier ministre.
- 60 PIERRE, Jeanne, avocat honoraire.
- 58 PIOT, Fernand, secretaris van het studiecentrum van de C.V.P.
- 52 PIRENNE, Comte Jacques, secrétaire hre du Roi.
- 59 PIRENNE, Jacques-Henri, conseiller à la Brufina.
- 60 PIRET, Jean-Marie, substitut du Procureur du Roi.
- 57 PLASSCHAERT, Sylvain, docent aan de Universiteit Lovanium.
- 60 PLATTEAU, L.C., directeur-generaal bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.
- 56 POSWICK, Baron Prosper, ambassadeur de Belgique.
- 61 POELMANS, Jacqueline, directeur au Ministère des Affaires étrangères.
- 60 POULLET, Edouard, chef de Cabinet du Ministre de l'Intérieur.
- 60 PROST, Eugène, administrateur-délégué de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion.
- 62 PUTZEYS, Jacques, professeur à l'Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales.
- 52 QUERTON, Jean, ambassadeur de Belgique.
- 59 QUEVRIN, Emile, professeur à l'Université de Lille et aux Facultés universitaires de Namur.
- 50 RADOUX, Lucien, directeur de la Fondation Européenne pour les Echanges Internationaux.
- 47 RAEMAECKERS, Jacques, conseiller d'ambassade.
- 62 RAMLOT, Paul, conseiller hre de la Société Générale de Belgique.
- 57 RENAULT, Jean, professeur à l'Université de Louvain.
- 60 REY, Jean, membre de la Commission de la C.E.E.
- 60 RIFFLET, Raymond, professeur à l'Institut Supérieur de Commerce de l'Etat à Anvers.
- 60 RIGAUX, François, substitut du Procureur du Roi.
- 62 RIGAUX, p. B., professeur à l'Université de Louvain.
- 56 ROELANDTS, Christian, Petroleum Economist.
- 45 ROGER, Charles, secrétaire du Conseil Central de l'Economie.  
(*Rolin, Henri, cfr Conseil d'Administration, supra.*)
- 50 ROMUS, Paul, membre de division à la C.E.E.
- 54 ROUSSEAU, Paul, professeur à l'Université de Louvain.
- 56 ROUX, Paul, secrétaire d'ambassade.
- 51 RUY, Paul, s. j., professor bij de St-Ignatius-handelshogeschool te Antwerpen.
- 47 RYLANDT, Daniel, administrateur-délégué et directeur général de l'Agence Belga.
- 62 SAINTRAINT, Antoine, membre de la Chambre des Représentants.
- 62 SALMON, Jean, chargé de cours à l'Université de Bruxelles.
- 47 SALMON, Jean-Charles, ambassadeur de Belgique.
- 58 SAMOY, Achiel, economisch redacteur bij de « Nieuwe Gids ».
- 62 SAUWENS, André, conseiller à la F.I.B.
- 49 SCHAUS, Lambert, ambassadeur, membre de la Commission de la C.E.E.
- 47 SCHEYVEN, Louis, ambassadeur de Belgique.
- 48 SCHEYVEN, Raymond, ancien ministre.
- 56 SCHILLINGS, Léon, ingénieur.
- 61 SCHMIT, Georges, directeur de l'Institut Universitaire des Territoires d'Outre-Mer.
- 49 SCHÖLLER, André, grand maréchal de la Cour de S.M. le Roi.
- 58 SCHREIBER, Marc, directeur au Département juridique des Nations Unies.
- 60 SCHUURMANS, Constant, ambassadeur van België.
- 47 SEGERS, Paul, minister van Landsverdediging.
- 57 SERMON, Lucien, administrateur-conseiller économique de la Brufina.
- 58 SERVAIS, André, lieutenant-général hre.
- 59 SERVAIS, Jean-Louis, directeur d'administration au Ministère de l'Intérieur.
- 47 SEYFERT, Conrad, ambassadeur de Belgique.
- 47 SILVERCRUYS, Baron Robert, ambassadeur de Belgique hre.
- 57 SIMONET, Henri, assistant à l'Université de Bruxelles.
- 53 SLUSNY, Marcel, avocat à la Cour d'Appel.
- 55 SMETS, François, administrateur-délégué de la Banque de Bruxelles.
- 51 SMETS, Isidore, senator.
- 48 SNOY ET D'OPPUERS, Baron J., secrétaire général hre du Ministère des Affaires économiques.



- 62 SOHIER, Marc, conseiller juridique de la Commission de la C.E.E.  
 47 SOLVAY, J. E., administrateur de sociétés.  
 54 SPAAK, Fernand, directeur général de l'Agence d'Approvisionnement d'Euratom.  
 57 SPAAK, Paul-Henri, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères.  
 62 SPAEY, Jacques, secrétaire général du Conseil national de la politique scientifique.  
 47 SPANOGHE, Egidius, hoogleraar bij de Universiteit te Gent.  
 62 STANER, Pierre, professeur à l'Université de Louvain.  
 61 STEELS, Jean, professeur ém. à l'Institut Supérieur de Commerce de l'Etat à Anvers.  
 61 STENMANS, Alain, conseiller général.  
 47 STIJNS, Marcel, hoofdredacteur van het « Laatste Nieuws ».  
 59 STORME, Marcel, docent bij de Rijkshandelshogeschool te Antwerpen.  
 47 STRUYE, Paul, président du Sénat.
- 62 TAEYMANS, René, assistant du chef de service économique de la Belgian Shell C<sup>o</sup>.  
 62 TAQUET, Marcel, maître de conférences à l'Université de Louvain.  
 57 TERLINDEN, Vicomte Charles, professeur émérite à l'Université de Louvain.  
 48 THEUNIS, Georges, ministre d'Etat.  
 62 THIEBAULD, Emmanuel, avocat à la Cour d'Appel.  
 59 THONE, Georges, président de l'A.S.B.L. « Le Grand Liège ».  
 59 TIMMERMANS, Adrien, conseiller financier.  
 61 TIMMERMANS, Jean-Pierre, délégué adjoint à l'adm. de la Banque de Bruxelles-Anvers.  
 57 TREMPONT, Jacques, professeur à l'Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales.  
 47 TROCLET, Léon-Elie, ancien ministre.  
 60 TROUSSE, Paul-Emile, conseiller à la Cour d'Appel de Liège.  
 62 TYTGAT, Ernest, directeur de l'Electrorail.
- 62 ULENS, Maurice, directeur général au Ministère de l'Education nationale et de la Culture.  
 60 UGEUX, William, directeur général de l'Institut belge d'Information.
- 47 VAES, André, avocat.  
 57 VAES, Robert, conseiller d'ambassade.  
 60 VALLEY, Jean, conseiller à la représentation permanente de la Belgique auprès des Communautés Européennes.  
 62 VANAUDENHOVE, Omer, nationaal voorzitter van de P.V.V.  
 60 VAN CALOEN DE BASSEGHEM, conseiller d'ambassade.  
 56 VAN BILSEN, Anton, secretaris-generaal van de Dienst voor de Ontwikkelingssamenwerking  
 47 VAN BOGAERT, Elie, hoogleraar aan de Universiteit te Gent.  
 55 VAN CAUWENBERGH, André, docent aan de St-Ignatius-handelshogeschool te Antwerpen.  
 56 VAN CUTSEM, Etienne, auditeur militaire.  
 60 VANDAMME, Jacques, afdelingshoofd bij de E.E.G.  
 61 VAN DE MEERSCHIE, Paul, assistent aan de Universiteit te Leuven.  
 62 VAN DE MOORTELE, Robert, directeur général de l'O.R.E.  
 62 VANDEN BOENYANTS, Paul, nationaal voorzitter van de C.V.P.  
 60 VAN DEN BOSCH, Jean, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur  
 60 VAN DEN BOSSCHE, Albert, directeur à la Fédération des Industries Belges.  
 55 VANDENBUSSCHE, Paul, directeur-generaal van de vlaamse radio en televisie.  
 62 VAN DEN HOVE, Jean-Pierre, assistant chargé d'un enseignement à l'Université de Louvain.  
 60 VAN DE PUTTE, Marc, secrétaire général de la société Allegheny-Longdoz.  
 55 VANDEPUTTE, Robert, hoogleraar aan de Universiteit te Leuven.  
 52 VAN DER BRUGGEN, Baron Conrad, président de la Fédération Nationale de l'Enseignement Technique Catholique.
- 54 VAN DER MENSBRUGGHE, Jean, attaché au Fonds Monétaire International.  
 56 VAN DER MENSBRUGGHE, Yves, adviseur bij het Verbond der Belgische Nijverheid.  
 55 VAN DER MEULEN, Joseph, vaste vertegenwoordiger van België bij de Europese Gemeenschappen.  
 55 VAN DER PLANCKE, Philippe, administrateur de sociétés.  
 62 VAN DER REST, Pierre, président du groupement des Hauts-Fourneaux et Acieries belges et du Comité de la sidérurgie belge.
- 59 VAN DER SCHUEREN, Jacques, ancien ministre des Affaires économiques.  
 59 VANDERSTICHELE, Alphonse, substituu-auditeur-generaal bij de Raad van State.  
 47 VAN DER STRAETEN, Edgar, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique.  
 61 VAN DER STRAETEN, Jean, secretaris-generaal van de Federatie der Katholieke Werkgevers van België.  
 55 VAN DER STRATEN-WAILLET, Baron François-Xavier, ambassadeur van België.  
 55 VANDERVELDE, Jeanne (M<sup>me</sup>), sénateur.  
 62 VANDEWALLE, Jaak, bestuurssecretaris bij de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.  
 60 VANDEWEGHE, Luc, redactiechef buitenland van « De Standaard ».  
 55 VAN DOMMELE, Simone, fonctionnaire au Ministère des Affaires économiques.  
 55 VAN GOETHEM, Fernand, hoogleraar aan de Universiteit te Leuven.  
 59 VAN GRONSVELD, Jozef, directeur bij de E.E.G.  
 49 VAN HECKE, Georges, hoogleraar aan de Universiteit te Leuven.  
 60 VAN HEMELRIJCK, Maurice, gewezen minister.  
 62 VANHEURCK, J., administrateur-directeur général hre. de la Trésorerie et de la Dette publique.  
 61 VAN HOUTTE, Albert, griffier van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.  
 60 (van Houtte, Jean, cfr Raad van Beheer, supra.)  
 60 VANISTENDAEL, August, secretaris-generaal van het Internationaal Christelijk Vakverbond.

- 61 VAN HAEGENDOREN, Maurits, Conservator van het Algemeen Rijksarchief te Brussel.  
(Van Langenhove, Fernand, *cfr Conseil d'Administration, supra.*)
- 57 VAN MEERBEKE, René, ambassadeur de Belgique hre.
- 55 VAN MEERHAEGBE, Marcel, hoogleraar aan de Universiteit te Gent.
- 56 VAN NUFFEL, Robert, hoogleraar aan de Universiteit te Gent.
- 55 VAN OFFELEN, Jacques, ancien ministre du Commerce extérieur.
- 59 VAN PRAET, Fernand, afdelingshoofd bij de C.E.E.
- 59 VAN PUYVELDE, Dirk, directeur bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.
- 62 VAN REEPINGHEN, Charles, professeur à l'Université de Louvain.
- 59 VAN ROMPUY, Victor, adjunct-secretaris van de Centrale Raad van het Bedrijfsleven.
- 62 VAN ROOY, Corneille, voorzitter - directeur-generaal van de Bell Telephone Mfg Co.
- 47 VAN RYN, Jean, professeur à l'Université de Bruxelles.
- 58 VAN SCHENDEL, Robert, secrétaire général du Mouvement Européen.
- 47 VAN TICHELEN, Jozef, hoogleraar aan de Universiteiten te Brussel en te Gent.
- 55 VAN WATERSCHOOT, John, lid van het Economisch Programmatiebureau.
- 62 VANWELKENHUYZEN, André, assistant à l'Université de Bruxelles.
- 47 VAN WING, Joseph, s. j., membre du Conseil colonial.
- 62 VAN WYLLICK, Edouard, chargé d'études au secrétariat général de la Sabena.
- 56 VAN ZEELAND, Baron Marcel, premier directeur hre de la Banque des Règlements Internationaux.  
(van Zeeland, Paul, *cfr Conseil d'Administration, supra.*)
- 48 VAN ZUYLEN VAN NYVELT, Baron Albert, fonctionnaire colonial hre.
- 47 VELGE, Antoine, président de la S.A.P.E.C.
- 60 VELU, Jacques, substitut du Procureur du Roi.
- 57 VERBRUGGEN, Jean, ministre plénipotentiaire hre.
- 55 VERCRUYSE, Paul, fondé de pouvoir à la Banque de la Société Générale de Belgique.
- 56 VERDIN, Jean, officier d'artillerie.
- 60 VERDOODT, Albert, vorsor aan het studiecentrum voor internationale sociale rechtvaardigheid.
- 59 VERHAEGEN, Alain, analyste financier à la Banque Lambert.
- 62 VERHAGEN, Jacobus, administrateur-directeur général de la Société Belge de Banques.
- 59 VERHOOSSEL, Gustave, administrateur de sociétés.
- 47 VERMEYLEN, Pierre, minister van Justitie.
- 61 VERNIERS, Louis, secrétaire général hre du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture.
- 55 VERSCHAEREN, Roger, attaché à la Société Philips.
- 62 VINCENNES, Jacques, journaliste à la R.T.B.
- 54 VLERICK, André, hoogleraar aan de Rijksuniversiteit te Gent.
- 56 VRANCKEN, Fernand, premier président hre de la Cour des Comptes.
- 62 VUYLSTEKE, Willy, président de banques.
- 62 WAELBROEK, Michel, assistant à l'Université de Bruxelles.
- 62 WALEFFE, Fernand, professeur à l'Université de Bruxelles et à l'Institut Supérieur de Commerce de l'État à Anvers.
- 56 WALK, Félix, administrateur de sociétés.
- 60 WANTY, Emile, écrivain militaire.
- 60 WANTY, Jacques, administrateur-directeur de la Société d'Etudes d'Economie appliquée (S.O.R.E.A.).
- 47 WATHELET, Jules, conseiller royal hre du Gouvernement égyptien.
- 48 WAUTERS, Alfred, conseiller à la Cour de Cassation.
- 47 WEBER, Paul, directeur de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg.
- 47 WEHRER, Albert, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A.
- 60 WENDELEN, André, ambassadeur de Belgique.
- 57 WERCK, Victor, professor bij het Universitair Instituut voor Overzeese Gebieden.
- 62 WIBAIL, Amé, directeur général au Ministère des Affaires économiques.  
(Wigny, Pierre, *cfr Conseil d'Administration, supra.*)
- 62 WILLAERT, Maurice, gouverneur hre de la province du Kivu.
- 47 WILLEMS, Jean, premier vice-président du Fonds National de la Recherche Scientifique et directeur de la Fondation Universitaire.
- 59 WINTRINGER, Gérard, administrateur à la C.E.E.
- 53 WITTOUCK, Jean, président de la S. A. Raffinerie Tirlemontoise.
- 54 WORONOFF, André, secrétaire général du Comité d'Etude des Producteurs de Charbon d'Europe Occidentale.
- 59 WULLUS-RUDIGER, Jacques, professor bij de Krijgsschool en de Koninklijke Militaire School.

## GEASSOCIEERDE LEDEN — MEMBRES ASSOCIÉS

- ALBRECHT, Friedrich-Wilhelm, membre de division à la Commission de la C.E.E.
- BALKENSTEIN, G. J., directeur bij het Secretariaat van de Raden van Ministers der Europese Gemeenschappen.
- BOBBA, Franco, directeur général des Affaires économiques et financières de la Commission de la C.E.E.
- BRUGMANS, Henri, rector van het Europa-College.
- BUBBA, Elena, directeur adjoint au service d'étude et de documentation de l'Assemblée Parlementaire Européenne.
- CAMPOLONGO, Alberto, directeur des études de la Banque Européenne d'Investissement.
- CITTADINI CESI, Marquis, ministre plénipotentiaire.



CROTTI DE COSTIGLIONE, Comte, secrétaire général de la Fédération Bancaire de la C.E.E.  
de MILLY, Jonkheer Gérard, adjunct-kabinetschef van de Heer Sassen, Lid van de Commissie van de Euratom.

de PASCALE, Luigi, membre de division à la Commission de la C.E.E.

DRECHSLER, Karl, chef de division à la Commission de la C.E.E.

DUCHÂTEAU, Pierre, conseiller au cabinet du Président de la Commission de l'Euratom.

ERISKAT, Haris, secrétaire de direction à l'Euratom.

FABRICIUS, Wilhelm, directeur des relations extérieures à la Commission de l'Euratom.

FACINI, Carlo, chef de division à la Commission de la C.E.E.

FERRANTE di RUFFANO, Marquis, Antonio, chef de division à la Commission de l'Euratom.

FOIS, Paolo, membre de division à la Commission de la C.E.E.

FRESI, F., membre de division à la Commission de la C.E.E.

HENDUS, Heinrich, directeur général à la Commission de la C.E.E.

IMPARATO, G., fonctionnaire à la Commission de l'Euratom.

IMKAMP, Joseph, jurist bij de Commissie van de Euratom.

KREKELER, Heinz L., Commissaire européen à la Commission de l'Euratom.

LACROIX, Alain, membre de division à la Commission de la C.E.E.

LAMBERS, H. J., conseiller juridique au secrétariat des Conseils des Communautés européennes.

LAUTENSCHLAGER, Hans, chef de cabinet de M. Krekeler, Commissaire à la Commission de l'Euratom.

LEVI SANDRI, Lionello, membre de la Commission de la C.E.E.

LINSSEN, Gerrit, rapporteur bij het Directoraat voor de Concurrentie van de Commissie van de E.E.G.

LOEFF, Josephus, kabinetschef van de Heer Sassen, Lid van de Commissie van de Euratom.

LOWE, R., directeur de la Westminster Foreign Bank Ltd.

MAYNE, Richard, fonctionnaire de la Commission de la C.E.E.

MEDI, Enrico, vice-président de la Commission de l'Euratom.

MERCEREAU, Félix, chef de cabinet du Président de la Commission de l'Euratom.

METZEMAER, Louis, correspondant van « Het Parool ».

MOREAU, Jean, chef de division à la Commission de la C.E.E.

MOZER, Alfred, kabinetschef van de Heer Mansholt, Lid van de Commissie van de C.E.E.

MULWIJK, Jan, afdelingshoofd bij de Commissie van de E.E.G.

NARJES, Karl, chef de cabinet adjoint du Président de la Commission de la C.E.E.

OBOUSSIER, Félix, conseiller juridique à la Commission de l'Euratom.

ORSELO, Gian Piero, porte-parole à la Commission de la C.E.E.

PAPPALARDO, Aurelio, membre de division à la Commission de la C.E.E.

PICCAROLO, Marco, rapporteur adjoint à la Direction Générale de la Concurrence de la Commission de la C.E.E.

PISTERS, Gerard, archivaris bij het Secretariaat van de Raden van Ministers der Europese Gemeenschappen.

PLAIZIER, H., directeur van Carto Internationaal Persagentschap.

PRAG, Derek, chef de la division des publications du service de presse et d'information des Communautés européennes.

RIETZ, Arnold, chef du personnel et de l'administration de la Banque Européenne d'Investissement.

ROSSETTI DE VALDALBERO, Salvatore, secrétaire général de la délégation Fiat pour le Benelux.

SAMPIERI, Giuseppe, secrétaire général de l'Association pour l'Etude des Problèmes de l'Europe.

SANTORELLI, Pietro, chef de division à la Commission de la C.E.E.

SASSEN, E. M. J. A., europese commissaris bij de Commissie van de Euratom.

SCHAEFER, Ernst, administrateur à la Commission de l'Euratom.

SCHUEFER, Hans, membre de division à la Commission de la C.E.E.

SCHLICHTING, Wolf, conseiller au Secrétariat Général des Conseils des Communautés Européennes.

SCHOLZ, Werner, directeur à la Commission de la C.E.E.

SCHWED, Jean, membre de division à la Commission de la C.E.E.

SCHWENCK, Jean, chef de division à la Commission de la C.E.E.

SERTOLI, Giandomenico, directeur des finances et de la trésorerie de la Banque Européenne d'Investissement.

s' JACOB, Willem, afdelingshoofd bij de Commissie van de Euratom.

SMITH, Patrick, officier retraité.

SOLF, O. I., chef de division à la Commission de la C.E.E.

SOUDAN, Marie-Jeanne, ép. J. H. Pirenne.

SPERANZA, Gianfranco, porte-parole adjoint de la Commission de la C.E.E.

SUST, Gerhard, chef de division à la Commission de la C.E.E.

TIROZZI, Raffaele, membre de division à la Commission de la C.E.E.

TRIFFIN, Robert, professeur à l'Université de Yale, conseiller à la Commission de la C.E.E.

van AGTMAAL, Ludovicus, ambtenaar bij de Commissie van de E.E.G.

van der LEE, Jacob, directeur bij de Commissie van de E.E.G.

VAN DUYN, Gerrit, afdelingshoofd bij de Commissie van de E.E.G.

VAN LYNDEN, baron, C.D.A., secretaris-generaal van de Benelux Economische Unie.

VAN ROMBURGH, Hubertus, gevolmachtigd minister.

VERNANT, Jacques, secrétaire général du Centre d'Études de Politique étrangère.

von HANSTEIN, Hans, membre de division à la Commission de la C.E.E.

von HOFMANN, Joachim, conseiller auprès du Secrétariat des Conseils des Communautés Européennes.

von MACH, Nikolaus, membre de division à la Commission de la C.E.E.

von MOLTKE, Heinrich, conseiller au cabinet de M. Krekeler, Commissaire européen à la Commission de l'Euratom.

WEIL, Anne, membre de division à la Commission de la C.E.E.

WOHLFARTH, Ernst, directeur et jurisconsulte des Conseils des Ministres des Communautés Européennes

## PÉRIODIQUES DÉPOUILLÉS A LA BIBLIOTHÈQUE

(voir les autres collections p. 6)

### ORGANISATIONS EUROPÉENNES — EURO- PESE ORGANISATIES

- Assemblée Parlementaire européenne. Bibliographie méthodique. 1958-
- Bulletin de la Communauté économique européenne. 1958-
- Bulletin van de Europese Economische Gemeenschap. 1958-
- Communauté européenne du Charbon et de l'Acier
- Bibliographie. Articles sélectionnés. 1958-
- Bibliographie méthodique. 1954-1957.
- Bulletin statistique. 1955-
- Informations statistiques. 1954-
- Journal officiel. 1953-1958.
- Journal officiel des Communautés européennes. 1958-
- Efta Bulletin. 1960-
- Europe en formation. 1960-
- Nouvelles du Conseil de l'Europe. 1951-
- Organisation Européenne de Coopération Economique, Organisation de coopération et de développement économique (*antérieurement*) :
- Bulletins statistiques du commerce extérieur. 1952-
- Statistiques générales. 1952-
- Agence Européenne de Productivité. Productivité européenne. 1955-
- A.E.P. Revue de la mesure de la productivité. 1955-
- Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen. 1958-

### ORGANISATIONS INTERNATIONALES — INTERNATIONALE ORGANISATIES

- Banque des Règlements internationaux. Rapports annuels. 1931-
- Bulletin d'information de la Confédération internationale des Syndicats libres. 1955-
- Labor. Revue de la Confédération internationale des syndicats chrétiens. 1958-
- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Nouvelles de l'Otan. 1955-
- Revue Internationale de la Croix-Rouge. 1948-

### O.N.U. - INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES — U.N.O. - GESPECIALISEERDE INSTELLINGEN

- Bulletin des Nations Unies. 1947-1952.
- Revue des Nations Unies. 1952-
- United Nations Index. 1950-
- United Nations Review. 1954-
- Cour Internationale de Justice. Annuaire 1947-
- Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.)
- Annual Report 1946/47-
- Bureau International du Travail et Organisation Internationale du Travail
- Bulletin officiel. 1948-
- Informations sociales. 1949-
- Revue internationale du travail. 1946-
- Sécurité et hygiène du travail. 1955-1959.
- Série législative. 1954-
- Annuaire des statistiques du travail. 1949- (B.I.T.)
- Conférence internationale du travail. Compte rendu des travaux. 1946- (B.I.T.)

## PERIODIEKEN ONTLEED IN DE BIBLIOTHEEK

(zie de andere verzamelingen blz. 7)

- Procès-verbaux des sessions du Conseil d'Administration du B.I.T. 1947-
- Rapport de l'O.I.T. aux Nations Unies. 1947-
- Fonds Monétaire International (I.M.F.)
- International Financial News Survey. 1952-
- International Financial Statistics. 1951-
- Staff Papers. 1952-
- Annual Report. 1947-
- Annual Report on Exchange Restrictions. 1952-
- G.A.T.T. (Accord général Tarifs douaniers et commerce)
- Bulletin du commerce international. 1951-
- Le Commerce International en... Annuel. 1952-
- Organisation de l'Aviation Civile Internationale
- Bulletin. 1954-
- Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.)
- Chronique de l'O.M.S. 1948-
- Rapport annuel du Directeur Général. 1950-
- Unesco
- Bulletin international des sciences sociales. 1950-
- Chronique de l'Unesco. 1955-
- Courier de l'Unesco. 1952-
- Rapport du Directeur Général sur l'activité de l'Organisation. 1950-
- Union Internationale des Télécommunications
- Journal des Télécommunications. 1953-

### ALLEMAGNE — DUISLAND

- Archiv des Völkerrechts. 1951-
- Aussen Politik. 1950-
- Berichten des Deutschen Wirtschaftsinstitut. 1955-
- Bulletin of the Institute for the study of the U.S.R.R. 1954-
- Bulletin de l'Office de Presse et d'Information du Gouvernement fédéral. 1956-
- Bulletin des Presse und Informationsamtes der Bundesregierung. 1956-
- Deutsche Aussenpolitik. 1958-
- Deutsche Ordnung. 1956-
- Deutsche Rundschau. 1957-
- Documents. 1949-
- Europa-Archiv. 1949-
- Europäische Wirtschaft. 1958-
- Frankfurter Hefte. 1949-
- Geo Politik. 1951-1953.
- Jahrbuch für internationales Recht. 1955-
- Ost-Probleme. 1950-
- Politische Studien. 1958-
- Réalités allemandes. 1949-1952 (n° 1 à 44).
- Sowjetstudien. 1957-
- Vierteljahrshäfte zur Wirtschaftsforschung. 1951-
- Weltwirtschaft. 1955-
- Weltwirtschaftliches Archiv. 1949-
- Wirtschaftsdienst. 1950-

### AUSTRALIE — AUSTRALIË

- Australian Outlook. 1949-
- Current notes on international affairs. 1950-

### BELGIQUE — BELGIË

- Académie royale des sciences coloniales. Bulletin des séances. Koninklijke Academie voor koloniale wetenschappen. Mededelingen der zittingen. 1952-
- Afrique et le monde. 1959-



- Analyse mensuelle de la conjoncture, 1954-1959.  
Annales de droit et de sciences politiques, 1948-1957.  
Annales du marché commun, 1958-  
Annales des sciences économiques appliquées, 1951-  
Associations internationales, 1955-  
Banque nationale de Belgique, Bulletin d'information et de documentation, 1951-  
Banque de la Société Générale de Belgique, Bulletin économique, 1962-  
Belgian Congo Today, 1959-1960.  
Belgique-Congo et commerce international, 1947-1960.  
Belgique d'Outre-Mer, 1953-1960.  
Bulletin de l'Association belge pour le développement pacifique de l'énergie atomique, 1956-  
Bulletin de la Banque du Congo Belge, 1956-  
Bulletin de la Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, 1953-1960.  
Bulletin trimestriel, Kwartaalbericht, Benelux, 1957-  
Bulletin trimestriel de statistiques, Statistisch kwartaalbericht, Benelux, 1954-  
Bulletin commercial belge, 1951-  
Bulletin du droit des gens, 1952-  
Bulletin de la Fédération des industries belges, 1949-  
Bulletin d'information du Centre pour l'étude des problèmes du monde musulman contemporain, 1957-  
Bulletin de l'Institut de recherches économiques et sociales, 1930-  
Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Weekberichten van de Kredietbank, 1956-  
Bulletin mensuel de la direction générale des études et de la documentation (Ministère des Affaires économiques), Maandschrift van de Algemene Directie voor Studiën en Documentatie (Ministerie van Economische Zaken), 1957-  
Bulletin de l'Office belge pour l'accroissement de la productivité, 1955-  
Bulletin de la Société belge d'étude et d'expansion, 1948-  
Bulletin de la Société de géographie d'Anvers, 1957-  
Cahiers de Bruges, 1951-1959.  
Cahiers économiques de Bruxelles, 1961-  
Chronique de Politique Etrangère, 1948-  
Civilisations, 1952-  
Conférences du Centre d'études bancaires, 1956-  
Conseil central de l'économie, Bulletin d'information, 1955-  
Conseil d'Etat, Recueil des Arrêts et avis du Conseil d'Etat, 1955-  
Economica Documentatie, 1951-1955.  
Epargner et investir, Bulletin mensuel du Comité national de l'épargne immobilière, 1956-  
Etudes économiques, 1948-1956.  
Etudes internationales, Internationale Studiën, 1948-  
Eurafrica, 1962-  
Industrie, 1952-  
Informations européennes, 1956-  
Insoc, 1949-  
Institut des Etudes chinoises et occidentales, 1954-  
Internationale Spectator, 1948-  
Justice dans le monde, 1959/60-  
Lettre de Belgique (Ministère des Affaires étrangères), Brief uit België (Ministerie van Buitenlandse Zaken), 1956-  
Maand (De), 1958-  
Moniteur belge, Belgisch Staatsblad, 1955-  
Nationale Bank van België, Tijdschrift voor Documentatie en Voorlichting, 1952-  
Nouvelles Benelux, Benelux-nieuws, 1953-  
Perspectives de Coexistence, 1957-  
Politica, 1955-  
Problèmes sociaux congolais (C.E.P.S.I.), 1958-  
Reflets et perspectives de la vie économique, 1961-  
Res Publica, 1959-  
Revue belge de sécurité sociale (Ministère de la Prévoyance sociale), 1959-  
Revue congolaise illustrée, 1959-1960,  
Revue du Conseil économique wallon, 1949-  
Revue de droit international et de droit comparé, 1950-  
Revue générale belge, 1948-  
Revue de l'Institut de Sociologie Solvay, 1959,  
Revue internationale du Marché commun, 1952-  
(Ne paraît plus),  
Revue internationale des sciences administratives, 1959-  
Revue Nouvelle, 1948-  
Revue Politique, 1954-  
Revue pratique des questions commerciales et économiques, 1949-  
Socialisme, 1954-  
Socialistische standpunten, 1954-  
Société royale d'économie politique de Belgique, Comptes rendus, 1955-  
Statistisch Tijdschrift, 1959-  
Streven, 1948-  
Synthèses, 1949-  
Textes et documents (Ministère des Affaires étrangères), 1952-  
Textes législatifs étrangers (Ministère des Affaires étrangères), 1951-  
Tijdschrift voor Economie, 1956-  
Tijdschrift voor sociale wetenschappen, 1956-  
V.E.V. Berichten, 1955-  
Vie économique et sociale, 1951-  
Zaire, 1956-1960.
- BULGARIE — BULGARIJE**  
Bulgarie d'aujourd'hui, 1953-
- CANADA**  
Affaires extérieures, 1949-  
Canadian Journal of economics and political Science, 1950-  
International Journal, 1947-  
Monthly review of the Bank of Nova Scotia, 1950-
- CHINE — CHINA**  
Peking Review, 1958-  
People's China, 1951-1957.  
République Populaire de Chine, Bulletin d'Information (Ambassade de Berne), 1955-
- DANEMARK — DENEMARKEN**  
Nordisk tidsskrift for international ret, 1952-  
Ökonomi og Politik, 1954-
- ÉGYPTE — EGYPT**  
Egyptian economic and political review, 1958-1961,  
Revue égyptienne de droit international, Annuel, 1948-
- ESPAGNE — SPANJE**  
Informacion jurídica, 1948-1953.  
Politica internacional, 1958-  
Revista española de derecho internacional, 1949-  
Revista de estudios politicos, 1949-

## ÉTATS-UNIS — VERENIGDE STATEN

American economic Review. 1952-1953.  
 American Journal of international Law. 1947-  
 American political Science Review. 1950-  
 American Review. 1961-  
 Annals of the American Academy of political and  
 social Science. 1949-  
 Bulletin of the Atomic Scientists. 1951-  
 Department of State Bulletin. 1949-  
 Foreign Affairs. 1945-  
 I.I.F. Bulletin. 1950-  
 International Conciliation. 1941-1956.  
 International Organization. 1947-  
 Journal of Air Law and Commerce. 1947-  
 Journal of Central European Affairs. 1950-  
 Journal of Politics. 1949-  
 Middle East Journal. 1951-  
 Orbis. 1958-  
 Pacific Affairs. 1942-  
 Political Science Quarterly. 1950-  
 Princeton University Studies. 1952-  
 Problems of Communism. 1953-  
 Review of Politics. 1949-  
 Western Political Quarterly. 1949-  
 World Politics. 1949-

## FRANCE — FRANKRIJK

Année politique et économique. 1950-  
 Archives internationales Pharos. 1944-  
 Articles et documents (La Documentation fran-  
 çaise). 1949-  
 Bulletin analytique de documentation politique,  
 économique et sociale. 1957-  
 Cahiers français (La Documentation française).  
 1958-  
 Cahiers internationaux. 1949-  
 Chroniques de la Communauté (La Documen-  
 tation française). 1958-  
 Chroniques étrangères : Allemagne (La Documen-  
 tation française). 1958-  
 Chroniques étrangères : Espagne (La Documen-  
 tation française). 1949-  
 Chroniques étrangères : Etats-Unis (La Docu-  
 mentation française). 1953-  
 Chroniques étrangères : Grande-Bretagne (La  
 Documentation française). 1958-  
 Chroniques étrangères : Italie (La Documentation  
 française). 1958-  
 Chroniques étrangères : U.R.S.S. (La Docu-  
 mentation française). 1948-  
 Chronologie internationale (La Documentation  
 française). 1949-  
 Communauté européenne. Bulletin mensuel d'in-  
 formation. 1958-  
 Economie contemporaine. 1951-  
 Economie et humanisme. 1953-  
 Est-Ouest. 1956-  
 Etudes et conjoncture. 1948-  
 Etudes méditerranéennes. 1957-  
 Journal du droit international. 1950-  
 Marché Commun européen (Pharos). 1958-  
 Notes et études documentaires (La Documen-  
 tation française). 1945-  
 Orient. 1957-  
 Politique étrangère. 1946-  
 Population. 1948-1955.  
 Problèmes économiques (La Documentation fran-  
 çaise). 1948-  
 Problèmes de l'Europe. 1958-  
 Revue de défense nationale. 1950-  
 Revue économique. 1952-  
 Revue française du droit des gens. 1948-  
 Revue française de science politique. 1951-

Revue générale de droit international public.  
 1946-

Revue juridique et politique d'Outre-Mer. 1956-  
 Revue du Marché commun. 1958-  
 Revue militaire générale. 1957-  
 Revue politique et parlementaire. 1947-1949.  
 Revue de psychologie des peuples. 1949-  
 Statistiques et études financières. 1949-

## GRANDE-BRETAGNE — GROOT-BRITTANNIE

Africa Digest. 1959-  
 British Survey. 1957-  
 Chronology of international Events and Docu-  
 ments. 1946-1954.  
 Commonwealth Survey. 1951-  
 Corona. 1950-1954.  
 Eastern World. 1956-  
 Economica. 1954-  
 Economic Journal. 1952-  
 Economist. 1948-  
 International Affairs. 1947-  
 International and comparative Law Quarterly.  
 1953-  
 International Relations. 1954-  
 Journal of African Administration. 1949-  
 Keesing's contemporary Archives. 1958-  
 Listener. 1949-1958.  
 Lloyds Bank Review. 1950-  
 Monthly survey of Commonwealth and colonial  
 Affairs. 1955-  
 Monthly Survey of Foreign Affairs. 1950-  
 News Letter. 1962-  
 Notes on Current Politics. 1949-  
 Political Studies. 1953-  
 Race. 1962-  
 Round Table. 1948-  
 Socialist International Information. 1954-  
 Soviet Studies. 1950-1954.  
 Statistical Bulletin of the International Tin  
 Council. 1955-  
 Survival. 1959-  
 Three Bank Review. 1952-  
 Ukrainian Quarterly. 1953-  
 Westminster Bank Review. 1962-  
 World Affairs. 1947-1951.  
 World Today. 1946-

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG —  
GROOT-HERTOGDOM LUXEMBURG

Bulletin économique du Service d'études et de  
 documentation du Ministère des Affaires  
 économiques. 1957-  
 Bulletin d'information du Ministère d'État.  
 1948-

## GRÈCE — GRIEKENLAND

Revue hellénique de droit international. 1948-

## INDE — INDIË

Asian Record. 1956-  
 Eastern Economist. 1952-1960.  
 Foreign Review. 1948-1949.  
 Indian Economic Review. 1953-  
 India Quarterly. 1947-1957.  
 March of India. 1950-  
 Nouvelles de l'Inde (Ambassade de l'Inde,  
 Bruxelles). 1949-  
 United Asia. 1948-

## INDONÉSIE — INDONESIAË

Informations indonésiennes (Ambassade d'Indo-  
 nésie à Bruxelles). 1951-



## ITALIE — ITALIË

Africa. 1957-  
 Banca Nazionale del Lavoro. Quarterly Review. 1950-  
 Bulletin européen. 1952-  
 Comunità Internazionale. 1947-  
 Documents de la Vie italienne. 1953-  
 Economia Internazionale. 1948-  
 Industria. 1950-  
 Italian Affairs. 1954-  
 Jus Gentium. 1950-  
 Politica. 1961-  
 Quaderni di Studi e Notizie. 1951-  
 Relazioni Internazionali. 1948-  
 Revista internazionale di Scienze sociali. 1950-  
 Revista di Studi politici internazionali. 1950-

## JAPON — JAPAN

Contemporary Japan. 1953-

## NOUVELLE-ZÉLANDE — NIEUW-ZEELAND

Political Science. 1956-

## PAYS-BAS — NEDERLAND

Economisch-statistische Berichten. 1950-  
 Fifteen Nations. 1956-  
 Internationale Spectator. 1948-  
 Keesing's Historisch Archief. 1957-  
 Reflector. 1961-  
 S & D : Socialisme en Democratie. 1951-

## POLOGNE — POLEN

Perspectives polonaises. 1958-  
 Sprawy Międzynarodowe. 1955-  
 Zbiór Dokumentów. 1948-

## ROUMANIE — ROEMENIË

Pour une Paix durable, pour une Démocratie populaire (Organe du Kominform). 1949-1955.

## SUÈDE — ZWEDEN

Skandinaviska Banken. Quarterly Review. 1951-  
 Utrikes Politik. 1955-

## SUISSE — ZWITSERLAND

Aussenwirtschaft. 1952.  
 Bulletin du Centre européen de la Culture. 1958-  
 Bulletin de la Société de Banque Suisse. 1941-  
 Bulletin de l'Union Interparlementaire. 1949-  
 Friedenswarte. 1945-  
 Revue économique franco-suisse. 1949-  
 Swiss Review of World Affairs. 1959-  
 Union Interparlementaire. Informations constitutionnelles. 1950-

## U.R.S.S. — U.S.S.R.

International Affairs. 1957-  
 Nouvelles de Moscou. 1956-  
 Temps Nouveaux. 1947-

## VENEZUELA — VENEZUELA

Documentos. 1961-

## YUGOSLAVIE — JOEGOSLAVIË

Revue de la Politique internationale. 1950-

## AUTRES PUBLICATIONS — ANDERE PUBLICATIES

LA BELGIQUE ET LES NATIONS UNIES, 1958, 372 p., 150 fr.;  
 L'ESPAGNE : PROBLEME DES RELATIONS INTERNATIONALES, 1948, 122 p., 80 fr.;  
 LES UNIONS ECONOMIQUES, par J. Van der Mensbrugghe, 1949, 396 p., 350 fr.;  
 LES ASPECTS ECONOMIQUES DU REARMEMENT, 1951, 230 p., 240 fr.;  
 LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER, 1953, 338 p., *épuisé*.;  
 ASPECTS DE L'INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE CENTRALE, par R. Bertieaux, 1953, 318 p., 300 fr.;  
 LA SITUATION DE L'ALLEMAGNE EN 1955, par A. Grosser, rapport d'un congrès international organisé par l'I.R.R.I., 1955, 136 p., 50 fr.; etc...

# CHRONIQUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

VOL. XVI-I, 1963-1948

*Dit tweemaandelijks tijdschrift verzamelt en ontleedt de juridische, economische en politieke teksten en verklaringen die aan de basis liggen van de internationale betrekkingen. Zijn wetenschappelijke objectiviteit is internationaal vermaard. Zijn hoofdredakteur is sedert 1954 prof. dr. E. Coppieters.*

*Abonnement : 400 b. fr.*

*Afs. n<sup>o</sup> : 150 b. fr.*

*Cette revue bimestrielle assemble et analyse les documents juridiques, économiques et politiques ainsi que les déclarations qui sont à la base des relations internationales. Son objectivité scientifique lui assure un crédit international notoire. Le professeur E. Coppieters en est le rédacteur en chef depuis 1954.*

*Abonnement : 400 fr. b.*

*N<sup>os</sup> séparés : 150 fr. b.*

## XVI, 1963

**N<sup>o</sup> 1-2. Les difficultés financières de l'O.N.U. et les obligations des Etats-Membres :** la pratique financière des Nations Unies; les étapes de la crise; argumentation des Etats membres; conclusions générales. 9 documents.  $\pm$  300 p., (300 fr. b.).

**N<sup>o</sup> 3. (probablement). La politique asiatique des Philippines** (J. L. Vellut) : caractéristiques de l'Etat philippin; de l'Union du Pacifique à la Conférence de Baguio; problèmes de politique étrangère, Chine et Japon; les Philippines et la coopération régionale. **Le Soudan :** jusqu'à l'indépendance; l'indépendance; politique intérieure; partage des eaux du Nil; politique extérieure; relations entre la Belgique et le Soudan.  $\pm$  160 p., (150 fr. b.).

**N<sup>o</sup> 4. Le premier règlement d'application des règles de concurrence du Traité de Rome.**

**N<sup>o</sup> 5-6. Les réactions internationales suscitées par la politique raciale de la République d'Afrique du Sud** (P. Pierson-Mathy) : la politique raciale de l'Union Sud-Africaine; traitement des Indiens et Apartheid; les réactions au sein de l'O.N.U., en relation notamment avec l'exception de la juridiction domestique; les réactions au sein et en dehors du British Commonwealth.  $\pm$  300p., (300 fr. b.).

## XV, 1962

**N<sup>o</sup> 1. La pondération de l'influence des Etats dans les Organismes internationaux** (B<sup>on</sup> de Gruben) : S.d.N., O.N.U., Institutions spécialisées, O.E.C.E., Traité de Bruxelles, O.T.A.N., U.E.O., Conseil de l'Europe, C.E.C.A., C.E.D., Communauté européenne, C.E.E., Euratom, U.E.B.L., Benelux, 5. Chine 29. Emprunts congolais (Michel Waelbroeck) 59. Droit de l'Espace (Jean-Yves Segers) 77.50<sup>me</sup> session de l'Institut de Droit international (Jean Salmon) 97. Bibliogr. 109-34. (150 fr. b.).

**N<sup>o</sup> 2. Transports en Europe** (Alfred Bertrand) 137. Israël 153. Suisse 167. Chypre 181. (150 fr. b.).

**N<sup>o</sup> 3. La convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales et le fonctionnement des juridictions belges** (M<sup>me</sup> Janssen-Pevtschin, J. Velu et A. Vanwelkenhuyzen) 199. Occident et les pays en voie de développement (Thorkil Kristensen) 247. Britain and the Common Market (Lord Gladwyn) 265. The Commonwealth and the Common Market (Richard Bailey) 265. Etats-Unis 277. Japon 305. Bibliogr. 311-24. (150 fr. b.).

**N<sup>o</sup> 4-6. L'O.N.U. et le Congo : avril 1961 décembre 1962** ( $\pm$  60 doc.) : Tananarive à Coquilhatville (9 mars-25 mai); réunion du Parlement à Lovanium (25 juillet-2 août); programme du gouvernement Adoula; problème katangais (2 août-5 décembre); 2<sup>e</sup> conflit armé O.N.U.-Katanga (5-20 décembre); entrevue Kitona-négociations Adoula-Tshombé-plan Thant (20 décembre 1961-octobre 1962); questions spéciales.  $\pm$  800 p. (Cfr. détails p. 37). (300 fr. b.). Volume complet relié : 1000. fr. b.

## XIV, 1961

**N<sup>o</sup> 1-3. L'évolution politique de l'Afrique : La Communauté « française »** (P. Pierson-Mathy) : organisation de la Communauté (compétences communes 11; organes 36; autonomie et coopération 61; caractère évolutif 87); regroupements et évolution (Mali 110; Sahel-Bénin 148; Mauritanie 173; rapprochement entre les sept de l'ancienne A.O.F., membres de la Communauté 182; l'ancienne A.E.F. 195); **Guinée** 239; indépendance de **Somalie** sous tutelle 284; 22 doc. 337; index 478-85. (Cfr. détails p. 34) (300 fr. b.).

**N<sup>o</sup> 4. Droit des Gens en 1961** (H. Rolin) 487. France et désarmement (J. Moch) 501. British attitude to Africa (Kenneth Younger) 517. Cour Permanente d'Arbitrage (J.P.A. François) 527. Bibliogr. 535-555. (150 fr. b.).

**N<sup>o</sup> 5-6. Evolution de la Crise Congolaise de septembre 1960 à avril 1961** (122 doc.) : situation en sept. 1960 568; relations belgo-katangaises 574; O.N.U. et aide technique belge 576; relations O.N.U.-Congo 4<sup>e</sup> trim. 1960 580; crise 4<sup>e</sup> trim. 1960 585; janvier 1961 589; relations belgo-congolaises 593; conclusions 595; 122 doc. 597; index anal. 1137. Index général vol. I à XIV 1155. Activités I.R.R.I. 1947-1961 1161. Sommaire vol. I à XIV 1177-90 (Cfr. détails p. 36). (300 fr. b.). Volume complet relié : 1.000 fr. b.



## XIII, 1960

- N° 1. **Le désarmement** (Général André Servais) 5. Index 165. Bibliogr. 167-76. (150 fr. b.).  
 N° 2. Neutralisme afro-asiatique (Luc Vandeweghe) 179. Allemagne fédérale (B<sup>an</sup> de Gruben) 225. États-Unis 247. Index 277. Bibliogr. 279-85. (150 fr. b.).  
 N° 3. **Les recours en annulation** et en cas de carence dans le droit de la C.E.C.A. à la lumière de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés 287. Index 395. Bibliogr. 397-8. (150 fr. b.).  
 N° 4-6. **La Crise Congolaise : janvier 1959-août 1960 (87 doc.)** : Congo et décolonisation (Fernand Van Langenhove) 411; 87 doc. 439. Bibliogr. 953. Index anal. 967; index du doc. 86 (accords internationaux 1882-1958) 979. Activités I.R.R.I. 1947-1960 983. Sommaire et index général vol. I à XIII 998-1014. (Cfr. détails, p. 35). (300 fr. b.). Volume complet relié : 1.000 fr. b.

## XII, 1959

- N° 1. **Le droit de la mer** à la conférence de Genève 1958 1; 15 doc. 95. Bibliogr. 167-74. (150 fr. b.).  
 N° 2. Grande-Bretagne 179. La Chine de Mao 196. États-Unis 217. 13 doc. 247. Bibliogr. 309-13. (150 fr. b.).  
 N° 3-4. **Le Moyen Orient et la Ligue Arabe** : ligue Arabe 321; Égypte 337; Syrie 351; République Arabe Unie 367; Jordanie et Liban devant les Nations Unies 393; Irak 413; pétrole du Golfe Persique 435; Arabie Saoudite 441; Oman 449; Protectorat d'Aden 457; Soudan 465; 28 doc. 475. Bibliogr. 555. Index 559-63. (300 fr. b.).  
 N° 5-6. **La Zone de Libre Echange** (B<sup>an</sup> Snoy et d'Oppuers) : étapes de la coopération; négociations 569; 19 doc. 625. Conséquence d'une association économique européenne (Charles Roger) 781; 2 doc. 815. Accord monétaire européen; les progrès de la convertibilité des monnaies (Emmanuel Coppeters) 873; 2 doc. 898. Bibliogr. 923. Index vol. XII 935. Sommaire et Index général vol. I à XII 947-64. (Cfr. détails, p. 47). (300 fr. b.). Volume complet relié : 1.000 fr. b.

## XI, 1958

- N° 1. Argentine 3. Secret du déclenchement des opérations militaires en Egypte 69. Statut de Berlin 75. Bibliogr. 99-104. (Épuisé).  
 N° 2. Grande-Bretagne 109. Chine continentale et Hong-Kong, 129. Libye 135. Canada 149. Grand-Nord Canadien 214. Bibliogr. 231-4. (150 fr. b.).  
 N° 3. États-Unis 239. France 259. Algérie 279. Bibliogr. 355-62. (150 fr. b.).  
 N° 4 à 6. **Problèmes de l'Afrique Noire** : organisations internationales (O.N.U. 370; institutions spécialisées 403; C.C.T.A. 413; Bandung et Accra 425); évolution politique 462; (Libéria 467; Fédération Rhodésie et Nyassaland 485; African National Congress 496; Nigeria 499; Afrique Noire française 502; Congo belge 526); 23 doc. Bibliogr. 667. Index vol. XI 675. Activités I.R.R.I. 1947-1958 679. Sommaire et Index général vol. I à XI de la C.P.E. 709-22. (300 fr. b.). Volume complet relié : 1.000 fr. b.

## X, 1957

- N° 1-2. **La question de Suez** : de la concession à la nationalisation 1854-1956 11; négociations 27; tentative par la force 59; 53 doc. 74. Bibliogr. 240-53. (300 fr. b.).  
 N° 3. Allemagne fédérale 259. L'O.N.U. et les questions égyptienne et hongroise 270. États-Unis 278. Canada 298. Suisse 349. Statut de Tanger 359. Andorre et son statut international 385. Bibliogr. 398. (150 fr. b.).  
 N° 4 à 6. **Marché Commun et Euratom**, analyse, textes et documents : genèse des Traités 410; analyse du traité C.E.E. 446; analyse du traité Euratom 516; travaux du Comité intérimaire et mise en place des institutions 535; 45 doc. (C.E.E. 544; Euratom 645; institutions communes, Cour de Justice, privilèges et immunités 703; accord atomique Belgique-États-Unis 734; résolutions, déclarations, rapport, etc. au sein des Organisations européennes 730; positions diverses 822; calendrier C.E.E. 917; index C.E.E. et Euratom 920. Index vol. X 919. Sommaire vol. I à X 928-33. (Épuisé, sauf volume complet). Volume complet relié : 1.000 fr. b.

## IX, 1956

- N° 1. L'État portugais de l'Inde et l'Union indienne 5. Conférences des quatre Chefs de Gouvernement et des Ministres des Affaires étrangères 1955 40. Pologne 54. Communisme en Amérique Latine 74. Suisse 84. 26 doc. 86. Bibliogr. 138-41.  
 N° 2. États-Unis 147. Grande-Bretagne 168. Pérou 189. Antarctique 212. Canada 228. Bibliogr. 275-80.  
 N° 3. **Le Conseil de l'Europe** 1951-1956 281. Bibliogr. 403-4.  
 N° 4. États-Unis et Chine 1941-1956 409. Formose 465. Union indochinoise 470. Tunisie 506. Égypte depuis 1954 529. Iran 557. Espagne 564. Nouvelle loi électorale allemande 570. Fédération britannique des Caraïbes 573. Honduras britannique 580. 4 doc. 588. Bibliogr. 597-9.  
 N° 5. **Référendum en Sarre** et élections législatives 1955 605. Tribunal international en Sarre 667. 17 doc. 696. Bibliogr. 734-6.  
 N° 6. La conversion allemande 741. Réunification de l'Allemagne et relations entre l'Est et l'Ouest 759. U.R.S.S. 776. Démocratie indienne 811. Poujadisme 815. Discrimination raciale au Maroc 821. Canal de Panama 835. Société Financière Internationale 845. Index 889. Sommaire vol. I à IX 901-5. Volume complet relié : 1.000 fr. b.

## VIII, 1955

N° 1-2. Les accords de Paris d'octobre 1954 et l'Union de l'Europe Occidentale. Textes complets et analyse 5. Bibliogr. 231-5. (300 fr. b.)

N° 3. Stratégie et politique aux États-Unis 239. Élections américaines 1954 249. Rôle législatif du Bundesrat 256. Gouvernement de l'Allemagne de l'Est depuis 1949 261. Sud-Schleswig 268. Norvège 280. Accord anglo-égyptien sur Suez 1954 284. Défense collective de l'Asie du Sud-Est 293. 3 doc. 316. Bibliogr. 326-35.

N° 4. Rencontres diplomatiques à Paris en mai 1955 341. Traité autrichien 358. Organisation des marchés agricoles européens 366. Conférence des Ministres des Transports 382. Conférence de Bandung 1955 387. Pakistan 400. Sectes du Viet-Nam 411. Communisme en Birmanie 418. Intégration économique européenne, essai de synthèse (J. Van der Meulen) 422. Aspects politiques de l'activité de l'O.E.C.E.; plan décennal italien d'expansion économique; U.E.P. et convertibilité (R. Ockrent) 442. 3 doc. 461. Bibliogr. 498-9. (Épuisé).

N° 5. Développement de la C.E.C.A. 505. Statut de la République fédérale d'Allemagne 1945-1955 575. Réunification allemande 603. Trieste 608. Tyrol du Sud 616. Italie et autonomie sicilienne 622. Mexique en 1954 628. Le « Supranational » 637. 8 doc. 646. Bibliogr. 668-71.

N° 6. Algérie 677. Économie du réarmement allemand 743. Désarmement 748. Conférence de Varsovie 765. Suisse 772. 5 doc. 778. Bibliogr. 816-18. Index 824-30. (Épuisé). Volume complet relié : 1.000 fr. b.

## VII, 1954

N° 1. Réunification allemande 5. Corée 18. 17 doc. 81. Bibliogr. 131-2. (150 fr. b.)

N° 2. Benelux 137. O.T.A.N. 166. Conférence de Berlin 182. Réunification allemande 233. 14 doc. 244. Bibliogr. 274-9. (150 fr. b.)

N° 3. O.T.A.N. et liste des accords internationaux dans le cadre de l'O.T.A.N. 285. Crises gouvernementales en Italie 292. Trieste 303. Traité de réparations israélo-allemand 1952 313. Conseil Nordique 332. États-Unis (stratégie, aide économique, Commission Randall, Pakistan) 339. Indochine 1945-1954 373. 11 doc. 384. Bibliogr. 425-6. (150 fr. b.)

N° 4-5. O.E.C.E. et U.E.P. 431. Benelux : voies d'eau 455. Élection du Président de la République fédérale allemande 481. Amérique et Indochine depuis 1940 485. Conférence de Genève : Corée et Indochine 506. X<sup>e</sup> conférence interaméricaine de Caracas 564. 8 doc. 584. Bibliogr. 629-36.

N° 6. Agriculture dans l'intégration européenne 641. Libération de transferts de capitaux dans le Benelux et Benelux 1944-1954 654. Tunisie 689. Belgrade-Athènes-Ankara 707. Accords de 1954 sur les pétroles iraniens 720. Chypre 725. 8 doc. 733. Bibliogr. 752. Index 759-76.

Volume complet relié : 1.000 fr. b.

## VI, 1953

N° 1. Ratification du traité et débuts C.E.C.A. 7. Élections américaines 78. Fédération de Rhodésie et Nyassaland 103. 10 doc. 126. Bibliogr. 155-8.

N° 2. O.T.A.N. 163. XIX<sup>e</sup> Congrès en U.R.S.S. 189. Matières premières aux États-Unis 215. Bibliogr. 263-71.

N° 3. L'intégration politique européenne 273. 13 doc. 321. Bibliogr. 396-8.

N° 4. Benelux 403. U.R.S.S. 426. Questions coloniales à l'O.N.U. 474. Tunisie 479. 19 doc. 503. Bibliogr. 586-7.

N° 5. Protocoles additionnels C.E.D. 593. Conférence de Washington 1953 595. France 626. Berlin-Est 16 et 17 juin 1953 635. Tchécoslovaquie 641. Hongrie 650. Égypte 658. 6 doc. 690-709.

N° 6. Questions coloniales à l'O.N.U. 715. U.R.S.S. et Allemagne 727. Traité autrichien 734. O.T.A.N. 744. Armistice de Corée 760. Iran 765-7. 7 doc. 804. Bibliogr. 841. Index 849-69.

Volume complet relié : 1.000 fr. b.

## V, 1952

N° 1. O.T.A.N. 5. U.E.P. 23. Autorité internationale de la Ruhr 44. Aide extérieure des États-Unis 73. Nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company 78. Relations anglo-égyptiennes 97. Corée 116. 7 doc. 123. Bibliogr. 156-62. (150 fr. b.)

N° 2. Problèmes hollandais-belges de voies d'eau 167. O.T.A.N. 188. Élections britanniques 218. Désarmement devant l'O.N.U. 232. 10 doc. 251. Bibliogr. 279-82.

N° 3. Benelux 291. O.T.A.N. 305. Conseil de l'Europe 316. Traité avec l'Autriche 322. Indiens en Afrique du Sud 334. Corée 360. 6 doc. 368. Bibliogr. 382-90.

N° 4. Unification allemande 395. Indochine 440. 6<sup>e</sup> A.G. de l'O.N.U. 450. 12 doc. 480. Bibliogr. 506-11.

N° 5-6. Communauté Européenne de Défense : accords contractuels 513; 3 doc. 588. Bibliogr. 872. Index 881-93. (300 fr. b.)

Volume complet relié : 1.000 fr. b.

## IV, 1951

N° 1. O.T.A.N. 5. O.E.C.E. 23. Réarmement allemand 33. République démocratique allemande 42. Trieste 57. Corée 82. Tibet 91. 7 doc. 99. Bibliogr. 166-75. (150 fr. b.)



N° 2. O.T.A.N. 176. Aide américaine et Congo belge 196. 5° A.G. de l'O.N.U. 211. Conférence du Commonwealth 1951 237. Sud-Ouest Africain 252. Intervention chinoise en Corée 265. 3 doc. 284. Bibliogr. 299-307.

N° 3. C.E.C.A. : texte du traité, convention relative aux dispositions transitoires 331. Bibliogr. 444-6. (*Numéro spécial, épuisé*).

N° 4. O.T.A.N. 451. Allemagne 471. Assistance technique de l'O.N.U. 481. Conférence générale de l'Unesco 487. Aggression chinoise en Corée 488. Indochine 498. Nouvelle-Guinée Occidentale 508. 12 doc. 508. Bibliogr. 549-51. (150 fr. b.)

N° 5. Benelux 557. O.T.A.N. 568. Conseil des Ministres des Affaires étrangères 1951 581. Corée 589. Nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company 601. 9 doc. 636. Bibliogr. 669-75. (150 fr. b.)

N° 6. Conférence de Washington 681. O.T.A.N. 686. Unification allemande 699. Sarre 707. Défense de l'Afrique 722. Corée 726. Traité avec le Japon 731. Sécurité dans le Pacifique 762. 21 doc. 766. Bibliogr. 813. Index 821-43. (150 fr. b.)

*Volume complet relié, sans le n° 3: 1.000 fr. b.*

### III, 1950

N° 1. O.T.A.N. 5; Mutual Defense Assistance Act 13. Traité de Bruxelles 20. Coopération économique européenne 32. Autorité internationale de la Ruhr 42. 2° partie de la 3° A.G. de l'O.N.U. (suite) 48. Coopération économique mondiale à l'O.N.U. 65. Anciennes colonies italiennes 71. Cachemire 80. Afrique du Sud 87. Cour Internationale de Justice 100. 5 doc. 113. Bibliogr. 139-45.

N° 2. Benelux 151. Traité de Bruxelles 159. O.T.A.N. 161. Mutual Defense Assistance Act 170. Europe Orientale 177. Elections et économie britanniques 191. France 218. Norvège 233. Conférence du Commonwealth 1950 237. Indonésie 252. 4 doc. 268. Bibliogr. 292-5.

N° 3. O.T.A.N. 301. Traité de Bruxelles et Mutual Defense Assistance Act 312. Traité avec l'Autriche 323. Sud-Schleswig 331. Conventions de Genève 1949 343. 4° A.G. de l'O.N.U. 351. Indochine 417. doc. 427. Bibliogr. 453-65.

N° 4-5. O.T.A.N. 471. Mutual Defense Assistance Act 492. O.E.C.E. 498. Plan Schuman 517. Allemagne 535. Yougoslavie 556. 6 doc. 565. Bibliogr. 592-4.

N° 6. Benelux 599. O.T.A.N. 605. Conseil de l'Europe 632. 5° A.G. de l'O.N.U. 684. Corée 692. Proche-Orient 716. 15 doc. 723. Bibliogr. 748. Index 763-93.  
*Volume complet relié: 1.000 fr. b.*

### II, 1949

N° 1. 3° A.G. de l'O.N.U. et autres problèmes internationaux 5. 5 doc. 148-69.

N° 2. Traité de Bruxelles 175. O.T.A.N. 189. Scandinavie 213. États-Unis 223. Conférence du Commonwealth 1948 234. Irlande 242. Italie 251. Portugal 257. Palestine 259. Indonésie 266. Cachemire 277. Guerre civile en Chine 285. 3 doc. 302. Bibliogr. 313-7.

N° 3. Traité de Bruxelles 323. O.T.A.N. 328. Redressement économique de l'Europe 394. Allemagne 416. Traité avec l'Autriche 439. Indonésie 445. 3 doc. 460. Bibliogr. 486-8.

N° 4. Benelux 493. Traité de Bruxelles 504. Conseil de l'Europe 514. Conférence du Commonwealth 1949 526. Coopération économique dans l'O.N.U. et Point IV 538. Indonésie 557. 2 doc. 564. Bibliogr. 607-19.

N° 5. O.T.A.N. 625. Military Aid Program 637. Problèmes monétaires du Plan Marshall 653. 2° partie de la 3° A.G. de l'O.N.U. 663. Anciennes colonies italiennes 687. Espagne 697. doc. 703. Bibliogr. 724-31.

N° 6. O.T.A.N. 737. Military Aid Program 747. Explosion atomique en U.R.S.S. 752. Traité de Bruxelles 755. Conseil de l'Europe 764. Réparations allemandes 776. France 783. Indochine 805. Palestine 817. Amérique Latine 825. 10 doc. 839. Bibliogr. 905. Index 911-39.

*Volume complet relié: 1.000 fr. b.*

### I, 1948 (*épuisé*)

N° 1. Plan américain d'aide à l'Europe 5. Kominform 26. 2° A.G. de l'O.N.U. 46. Allemagne 77-95. (*Épuisé*).

N° 2. Programme américain d'aide à l'Europe 5. Organisation de l'Occident 36. Europe orientale 47. Italie 60. France 71. Autriche 86. Traité anglo-irakien 87. Iran 91. Inde 99. Indonésie 111-5. 3 doc. 116-25. (*Épuisé*).

N° 3. Organisation politique et redressement économique de l'Europe 5. Allemagne 38. Traité avec l'Autriche 63. Tchécoslovaquie 67. Pacte soviéto-finlandais 1948 83. Italie 88. Palestine 100-6. 6 doc. 107. Bibliogr. 134-5. (*Épuisé*).

N° 4. États-Unis 5. Pacte de Bruxelles 13. Échanges de notes U.R.S.S.-États-Unis 23. Statut de l'Allemagne occidentale 39. Traité avec l'Autriche 54. Palestine 56. France 68. Italie 89. Afrique du Sud 84. Conférence de Bogota 89. Conférence de l'Information à Genève 105. Charte de La Havane 113. 5 doc. 121-44. (*Épuisé*).

N° 5. Allemagne 5. Conférence des Cinq à La Haye 16. France 23. Italie 34. Yougoslavie 42. Hongrie 52. Tchécoslovaquie 57. Palestine 65. Chine 70. Japon 86. Corée 97. Birmanie 110. Malaisie 118. Indonésie 123. 5 doc. 139-63. (*Épuisé*).

N° 6. Benelux 5. Pacte de Bruxelles 13. Unité européenne 32. Pays-Bas 48. Allemagne 54. France 68. Anciennes colonies italiennes 83. Espagne 87. Cachemire 95. Hyderabad 101. 8 doc. 124-66. Index 3-32. (*Épuisé*).

# INDEX GENERAL DE LA CHRONIQUE DE POLITIQUE ETRANGERE VOL. I A XIV (1948-61)

Un index plus détaillé figure à la fin de chaque volume jusqu'en 1959, à la fin de chaque numéro spécial, à partir de 1960.

## A

Accords bilatéraux de paiements, 1959, 874, 878.  
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. (voir *G.A.T.T.*)  
Accord monétaire européen, 1959, 603, 873-921;  
Convertibilité, 1959, 873-6, 88-9;  
Fonds monétaire européen, 1959, 882, 887, 896, 897, 899-901, 908;  
Textes, 1959, 898-921;  
U.E.P. (comparaison des mécanismes), 1959, 887-97.  
Accords de Paris (oct. 1954), 1955, 5-226.  
Accra (Conférence, avril 1958), 1958, 449-61, 605-12; 1960, 700, 859, 934, 935; 1961, 653, 1015.  
Aden, 1959, 457-64.  
Afghanistan : neutralisme, 1960, 201.  
Afrique (voir aussi au nom des pays), 1958, 370-661; 1959, 226-7, 340; 1960, 411-981; 1961, 7-485, 517-26, 565-1.154;  
C.C.T.A., 1958, 271-2, 413-24;  
Convention (18.1.1954) et documents, 1958, 551-60;  
Commission de Coopération technique en Afrique au Sud du Sahara (voir *C.C.T.A.*);  
Conférences Africaines, 1958, 445-61 (voir aussi *Accra-Caire-Bandung-Nairobi*);  
Conférences afro-asiatiques, 1958, 425-44 (voir aussi *Bandung et Caire*);  
Conférence de solidarité afro-asiatique (voir à *Caire*);  
Fondation pour l'assistance mutuelle en Afrique au Sud du Sahara (Statuts, Convention 19-2-1958), 1958, 556-7;  
Nairobi (Conférence 21-8-1951), 1951, 722-5;  
O.N.U., 1958, 369-402;  
Commission économique pour l'Afrique, 1958, 373-8, 541-6 (voir aussi *Neutralisme*).  
Afrique Equatoriale Française (voir ci-dessous).  
Afrique Noire Française. 1958, 273-5, 507-30;  
Cotonou (Congrès 27-7-1958), 1958, 526-7, 627;  
Loi-cadre (1956), 1958, 511-15; 1961, 7-485;  
Loi n° 56-619 du 23-6-1956, 1958, 621-6;  
Référendum (projet Constitution 28-9-1958), 1958, 628-37;  
Afrique du Nord, 1958, 507-9 (voir aussi *Algérie, Maroc, Tunisie*).  
Afrique Occidentale Française (voir *Afrique Noire Française*).  
Afrique du Sud, 1948, n° 4, 84-8; 1950, 87-99; 1952, 334-59.  
Algérie, 1955, 677-742; 1958, 279-317; Loi-cadre (projet, sept. 1957), 1958, 347-53; Statut, 1958, 296-303.  
Allemagne (problèmes allemands), 1948, n° 1, 77-95; n° 3, 38-62; n° 5, 5-15; n° 6, 54-67; 1949, 416-38, 776-82; 1950, 535-55; 1951, 471-80, 699-706; 1952, 395-439; 1953, 727-33; 1954, 5-17, 182-243; 1955, 584-8, 603-7; 1956, 741-75; 1959, 223-4 (voir aussi *Conférence des Ministres des Affaires étrangères*).

Allemagne Occidentale (République fédérale) 1948, n° 4, 39-53; 1951, 33-41; 1952, 516, 565-87, 683-867; 1954, 481-4; 1955, 256-60, 575-602, 743-7; 1956, 570-2; 1957, 259-69; 1960, 225-46; Occupation (textes mettant fin à - 23.10.1954), 1955, 58-203.  
Allemagne Orientale (République démocratique), 1951, 42-56; 1955, 261-7;  
Constitution (7.10.1949), 1951, 128-52.  
Amérique Latine, 1949, 825-38; 1956, 74-83; 1959, 235-6.  
Andorre, 1957, 385-91.  
Antarctique, 1956, 212-27.  
Arabie Séoudite, 1959, 441-8;  
Etats-Unis, 1959, 441, 442, 542-3;  
Pétrole, 1959, 436, 437.  
Argentine, 1958, 3-68.  
Asie-Afrique (voir *Bandung, Caire et Neutralisme*).  
Asie du Sud-Est (voir *O.T.A.S.E.*).  
Association européenne européenne (voir sous *zone de libre échange*).  
Autriche, 1948, n° 2, 85-6; n° 3, 63-6; n° 4, 55; 1949, 439-44; 1950, 323-30; 1952, 322-33; 1953, 734-43; 1954, 182-232; 1955, 358-65; Traité d'Etat (1955-5-15), 1955, 461-87.

## B

Bandung (Conférence afro-asiatique, avril 1955), 1955, 387-99; 1958, 425-6, 561; 1960, 668, 700; 1961, 708, 737, 740, 1015, 1017, 1105, 1109.  
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement. (Voir sous *B.I.R.D.*).  
Belgique :  
Etats-Unis, Accord défense mutuelle (27.1.1950), 1950, 277-82; Accord coopération relatif aux usages civils de l'énergie atomique et amendement (15.6.1955 et 12.7.1956), 1957, 734-48.  
Pays-Bas. Voies d'eau, 1952, 167-87; 1954, 455-80.  
Benelux, 1948, n° 6, 5-12, 124-31; 1949, 493-550; 1950, 151-8, 268-76, 599-604; 1951, 557-67; 1952, 291-304; 1953, 403-25; 1954, 137-65, 244-8, 654-88; 1955, 427-8; 1959, 581-4;  
Accord monétaire (21.10.1943), 1959, 582;  
Accord de pré-union (15.10.1949), 1959, 583;  
Accord d'union douanière (3.9.1944), 1959, 582;  
Convention douanière (5.9.1944), 1949, 564-6;  
France-Italie (accord monétaire 1947), 1959, 581-4;  
Protocoles (1947, 1948, 1949, 1953), 1949, 566-79; 1959, 583.  
Berlin, 1948, n° 6, 54-67, 149-64; 1949, 428-31; 1953, 635-40; 1958, 75-96 (voir aussi *Allemagne*).  
B.I.R.D., 1959, 571.  
Birmanie, 1948, n° 5, 110-7; 1955, 418-21; 1960, 197-8 (voir aussi *Neutralisme*).  
Bretton Woods (accords 1944), 1959, 571.  
Bureimi (oasis de), 1959, 444-8, 544.



## C

- Cachemire, 1948, n° 6, 95-100; 1949, 277-84; 1950, 80-6 (voir aussi à Inde et O.N.U. *Assemblées générales*).
- Caire (Conférence 25.12.1957 au 1.1.1958), 1958, 427-44, 562-604.
- Cambodge : Neutralisme, 1960, 200-1.
- Cameroun (britannique), 1958, 385-7; (français), 1958, 275, 387-91, 517-8; 1960, 436; 1961, 197, 207, 214, 219, 224.
- Canada, 1956, 228-74; 1957, 298-348; 1958, 149-230.
- Caraïbes, 1956, 573-9.
- Casablanca (Conférence de), 1961, 594, 1014-8, 1025, 1026.
- C.E.C.A., 1950, 517-34; 1951, 311-32; 1953, 5-77; 1955, 428-41, 505-74, 646-63; 1959, 585-7; 1960, 291-396;
- Jurisprudence, 1960, 291-367, 374-93;
- Traité (18.4.1951), 1951, 333-442; 1960, 291-7, 300, 301, 303, 304, 306-12, 314-8, 320-3, 326-8, 330-40, 347-67.
- C.E.D., 1952, 521-64; 1953, 593-4; 1959, 570, 587-9;
- Traité, protocoles et annexes (27.5.1952), 1952, 592-682;
- Protocoles additionnels (24.3.1953), 1953, 690-3.
- C.E.E., 1957, 410-918; 1959, 569-792;
- Traité, annexes, protocoles et conventions (25.3.1957), 1957, 544-644, 707-12, 720-4; 1959, 600.
- Charte de l'Atlantique (1942), 1959, 571.
- Charte de La Havane, 1948, n° 4, 113-20; 1959, 572, 573.
- Chine, 1948, n° 5, 70-85; 1949, 285-301;
- Etats-Unis, 1956, 409-64
- U.R.S.S. Traité d'amitié et d'alliance (14.8.1945), 1948, n° 5, 155-63.
- Chine communiste (République populaire de Chine) 1958, 129-30; 1959, 197-216;
- Etats-Unis, 1959, 213-5, 227-9, 282-6; 1959, 287-92.
- Chine Nationaliste (voir *Formose*).
- Chypre, 1954, 725-32; 1959, 185, 257-71.
- Club de La Haye, 1959, 880.
- Club de Paris, 1959, 880.
- Colonies italiennes (ex-), 1948, n° 6, 83-6; 1949, 687-96; 1950, 71-9.
- Commonwealth, 1949, 234-41, 526-37; 1950, 247-51; 1951, 237-51;
- Statut de Westminster (14.11.1931), 1949, 302-4.
- Communauté économique européenne (voir *C.E.E.*).
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (voir *C.E.C.A.*).
- Communauté européenne de défense (voir *C.E.D.*).
- Communauté Française, 1961, 11-237, 337-45, 348;
- Constitutions Républiques d'Outre-Mer, 1961, 61-76;
- Organisation, 1961, 11-107;
- Référendum (28.9.1958), 1961, 337.
- Voir aussi : *Afrique Noire Française, Congo (ex-français), Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, Sahel-Bénin, Sénégal, Soudan, Tchad*.
- Communauté politique européenne, 1953, 277-395; 1959, 587.
- Conférence de Berlin (1954), 1954, 182-232, 271-3.
- Conférence de Genève (1953 et 1955), 1956, 40-53, 86-134.

- Conférence des suppléants des Ministres des Affaires étrangères (Paris, mars-juin 1951), 1951, 581-8.
- Conférence Ministres des Affaires étrangères (Washington, sept. 1951 et juillet 1953), 1951, 681-5; 1953, 595-615.
- Congo belge, 1951, 196-210; 1958, 526-35, 638-66, (voir aussi *C.E.E. et Euratom*), 1957, 410-918
- Congo belge et Indépendant, 1960, 411-981; 1961, 565-1.154.
- Congo (ex-français), 1961, 201-10, 225-37, 429-43.
- Conseil de l'Europe, 1949, 514-25, 764-75; 1950, 632-83; 1952, 316-21; 1956, 285-402; 1959, 570;
- Accords et conventions, 1956, 344-402;
- Statut (5.5.1949), 1949, 583-94.
- Convention d'Ouchy (1932), 1959, 581, 588.
- Convertibilité : Accord Monétaire Européen, 1959, 873-6, 883-5, 888-9.
- Corée, 1948, n° 5, 97-109; 1949, 17; 1950, 692-715; 1951, 82-90, 589-600, 726-30; 1952, 116-22, 360-7; 1953, 660-4; 1954, 18-30;
- Accord armistice (Panmunjom, 27.7.1955), 1953, 821-40;
- Chine, 1951, 265-83, 488-97.
- Côte d'Ivoire, 1961, 166-72, 406-16 (voir aussi *Sahel Bénin*).
- Cour permanente d'arbitrage, 1961, 527-33.

## D

- Dahomey, 1961, 159-66 (voir aussi *Sahel-Bénin*).
- Danube (Conférence danubienne, 1948), 1949 129-47.
- Décolonisation, 1960, 411-38.
- Désarmement, 1949, 43-6; 1952, 232-50; 1955, 748-64; 1960, 1-164.
- Droits de l'homme, 1949, 93-105.
- Déclaration universelle (1949), 1949, 161-5.
- Droit international (enseignement du), 1957 245-53.
- Évolution, 1961, 487-500.
- Droit de la Mer (Conférence de Genève 24 février-27 avril 1959), 1959, 5-166;
- Haute-Mer, 1959, 37-49.
- (Voir aussi à *Mer territoriale et zone contiguë; pêche et ressources biologiques; plateau continental; territoires enclavés*).

## E

- E.F.T.A. (European Free Trade Association), 1959, 793-871;
- Communauté Économique Européenne : comparaison des 2 traités, 809-11;
- Convention et Annexes (Stockholm 20.11.1959), 831-59;
- Portugal (annexe G), 813-4, 858-9, 871;
- Protocole relatif au Liechtenstein, 860.
- Egypte, 1948, n° 1, 73-6; 1952, 97-115; 1953, 638-89; 1956, 529-56; 1959, 337-50;
- Traité anglo-égyptien (1936), 1952, 143-51 (voir aussi *Suez*);
- Traité U.R.S.S.-Egypte : Barrage Assouan (27.12.1958), 1959, 348-50.
- (Voir aussi à *République Arabe Unie*).
- Énergie atomique, 1949, 47-82 (voir aussi *Euratom*).
- E.R.P. (European Recovery Program) (voir *Plan Marshall*).
- Espagne, 1948, n° 1, 64-7; n° 6, 87-94, 147-8; 1949, 697-702; 1956, 564-9;
- Accords Espagne-Etats-Unis (26.9.1953), 1953, 388-94.

États-Unis, 1948, n° 4, 5-12, 28-38; 1949, 223-33, 637-52, 747-51; 1950, 13-9, 170-6, 318-22, 492-7; 1952, 73-7, 123-36; 1953, 78-102, 215-62; 1954, 339-59; 1955, 239-55; 1956, 147-67; 1957, 278-97; 1958, 239-58, 319-45; 1959, 217-46; 1960, 247-76.

Loi de coopération économique, 1948, n° 3, 111-22;  
Mutual Defense Assistance Act (1949), 1949, 845-60.

Euratom, 1957, 410-918.

Traité, annexes et protocoles (25.3.1957), 1957, 645-98, 713-9, 725-9.

Europe :

Conférence européenne des Ministres des Transports, 1955, 382-6;  
Intégration européenne, 1948, n° 2, 36-46; n° 6, 32-47; 1949, 184-8; 1954, 641-53; 1955, 366-81, 422-41 (voir aussi Benelux, C.E.C.A., C.E.D., C.E.E., Communauté politique européenne, Conseil de l'Europe, Euratom, O.E.C.E., Pacte de Bruxelles, U.E.O., U.E.P., Zone de libre échange).

Europe Orientale, 1948, n° 2, 47-59; 1950, 177-90 (voir aussi à U.R.S.S.).

## F

Fédération Arabe (voir à Irak-Jordanie).  
Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland, 1953, 103-25; 1958, 487-97.

Finlande, 1948, n° 3, 83-7;

U.R.S.S. (Traité 1948), 1948, n° 3, 131-2.

Fonds monétaire européen, 1959, 882, 887, 896, 897, 899, 901, 908.

Fonds monétaire international, 1959, 571-3.

Formose, 1956, 465-9; 1959, 214, 227-9.

France, 1948, n° 2, 71-84; n° 4, 68-80; n° 5, 23-33; n° 6, 68-82; 1949, 783-804; 1950, 218-32; 1953, 626-34; 1956, 815-20; 1958, 259-77; 1959, 883-4.

(Voir aussi à Afrique Noire, Algérie, Cameroun, Communauté Française, Maroc, Togo, Tunisie).  
Francital (voir à Union douanière France-Italie).

## G

Gabon (République du), 1961, 216-9, 222-5, 227, 444-63.

G.A.T.T., 1959, 572.

Genève (Convention 1949), 1950, 343-50.

Conférence Genève (1953 et 1955), (voir à Conférence).

Génocide, 1949, 119-20, 166-9.

Ghana, 1958, 370-1, 466.

Goa, 1956, 5-39.

Grande-Bretagne, 1950, 191-217; 1952, 218-31; 1956, 166-88; 1958, 109-28; 1959, 169-96, 251-6, 873, 883, 887-8; 1961, 517-25.

Zone de libre échange, 1959, 180-3 (voir aussi à Zone de libre échange).

(Voir aussi à Aden, Chypre, Commonwealth, Égypte, Irak, Iran, Suez).

Groupe d'Oslo, 1959, 604.

Guinée (République de), 1961, 239-83; 467-75.

## H

Haute mer (voir sous Droit de la mer).

Haute-Volta, 1961, 150-5 (voir aussi Sahel-Bénin).

Honduras britannique, 1956, 580-7.

Hong-Kong, 1958, 131-2.

Hongrie, 1948, n° 5, 52-6; 1953, 650-7.

Hyderabad, 1948, n° 6, 101-9, 139-40.

## I

Inde, 1948, n° 2, 99-110; 1956, 811-4; 1960, 180, 189-91, 194, 196. (voir aussi Neutralisme).

Indochine, 1949, 805-16; 1950, 417-26; 1951, 498-507; 1952, 440-9; 1954, 373-83; 1955, 411-7; 1956, 470-505; 1958, 504-5.

Accords Genève (21.7.1954), 1954, 599-610.

Conférence de Genève (1954), 1954, 506-63;

États-Unis, 1954, 485-505.

Indonésie, 1948, n° 1, 70-3; n° 2, 111-5; n° 5, 123-38; 1949, 121-8, 250-76, 445-59, 557-63; 1950, 252-67, (voir aussi Neutralisme).

Information (Conférence Genève 1948), 1948, n° 4, 105-12.

Intégration européenne :

Discours Churchill (Zurich, 19.9.1946), 1959, 569, 570;

Historique, 1959, 569-601;

Plan Beyen, 1959, 591.

Irak, 1959, 413-34.

Traité anglo-irakien (1948), 1948, n° 2, 87-90.

Irak-Jordanie : Fédération Arabe, 1959, 374-6, 517-8.

Iran, 1948, n° 2, 91-8; 1953, 765-803; 1956, 557-63;

Anglo-Iranian Oil Cy, 1951, 601-35; 1952, 78-96; 1953, 776-91, 797-803;

Accords (Téhéran 29.4.1933 et 1.7.1949), 1951, 648-63;

Nationalisation (Loi 15.3.1951), 1951, 664-5; 1954, 720-4;

Convention concernant Perse, Afghanistan,

Tibet (1907), 1951, 642-4;

Traité alliance Grande-Bretagne, Iran, U.R.S.S.,

(1942), 1951, 646-7;

Traité amitié Iran-U.R.S.S. (1921, Extraits), 1951, 645.

Irlande, 1949, 242-50.

Israël :

Allemagne Occidentale : Réparations, 1954, 313-31 (voir aussi Palestine).

Italie, 1948, n° 2, 60-70; n° 3, 88-99; n° 4, 81-3; n° 5, 34-41; 1949, 251-6; 1954, 292-302; 1955, 447-52.

## J

Japon, 1948, n° 5, 86-96; 1951, 731-61;

Traité Paix Japon-États-Unis (1951), 1951, 795-804.

Jordanie :

O.N.U., 1959, 393-411, 533-4, (voir aussi Irak-Jordanie).

## K

Katanga (voir Congo belge et Indépendant).

Kominform, 1948, n° 1, 26-45.

Koweït, 1959, 436.

## L

Laos, 1960, 199-200.

Libéria, 1958, 464, 469-86.

Liban, 1959, 393-411, 519-34.

Libye, 1958, 135-48.

Ligue Arabe, 1950, 717-22; 1959, 321-36, 437-40;

Conférence du Pétrole (Le Caire, 16 au 23.4.1959), 1959, 336, 437-40;

Conventions (1950-1954), 1959, 328-35.

\* Low Tariff Club », 1959, 578, 604.



## M

- Malaisie, 1948, n° 5, 118-22.  
 Mali (Fédération du), 1961, 110-47, 346-7, 349-401.  
 Marché commun (voir *Communauté économique européenne*).  
 Maroc, 1956, 821-34; 1958, 265-7, 509.  
 Marshall (Général), 1959, 573, 589;  
 Plan Marshall, 1959, 573-4.  
 Mascate et Oman, 1959, 442, 449-56, 545-8;  
 Traité de Sib (1920), 1959, 442, 451-2.  
 Mauritanie (République islamique), 1961, 173-81.  
 Mer territoriale et zone contiguë, 1959, 11-35, 89.  
 (Voir aussi à *Droit de la Mer*; *pêche et ressources biologiques*; *plateau continental*; *territoires enclavés*).  
 Mexique, 1955, 628-36.  
 Moyen-Orient :  
 Défense, 1959, 321, 337-8, 340, 488-9;  
 États-Unis, 1959, 359-60, 496-501;  
 Pétrole, 1959, 435-40, 538-41. (Voir aux noms des différents pays et à *Ligue Arabe*).

## N

- Nairobi (Conférence 21.8.1951), 1951, 722-5.  
 Nassérisme (voir *Neutralisme*).  
 Népal, 1960, 199.  
 Neutralisme, 1960, 179-224.  
 Nigéria, 1958, 385-6, 503-5;  
 Rapport de la Conférence constitutionnelle (1957), 1958, 613-20.  
 Niger, 1961, 155-9 (voir aussi *Sahel-Bénin*).  
 Norvège, 1950, 233-7; 1955, 280-3.  
 Nouvelle Guinée Occidentale, 1951, 508-20.  
 Nyassaland (voir *Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland*).

## O

- O.E.C.E., 1948, n° 3, 29-37; 1949, 401-15; 1950, 32-8, 98-516; 1951, 23-32; 1954, 431-47; 1955, 425-7, 442-7; 1959, 572-9, 603;  
 Convention de coopération économique (1948), 1948, n° 3, 123-9;  
 Zone de libre échange (voir à *Zone de libre échange*).  
 Oman (voir à *Mascate et Oman*).  
 O.N.U., 1957, 270-7;  
 Assemblées générales :  
 II<sup>e</sup> sess. ord., 1948, n° 1, 48-76;  
 III<sup>e</sup> sess. ord., 1949, 5-120, 663-86; 1950, 48-64;  
 IV<sup>e</sup> sess. ord., 1950, 351-416;  
 V<sup>e</sup> sess. ord., 1950, 684-91; 1951, 211-36;  
 VI<sup>e</sup> sess. ord., 1952, 450-79.  
 Evolution, 1961, 489-94.  
 (Voir aussi *Afrique, Algérie, Argentine, Berlin, Bureimi, Cachemire, Cameroun, Canada, Congo, Droit de la Mer, Indochine, Indonésie, Jordanie, Suez*).  
 Organisation européenne de coopération économique (voir *O.E.C.E.*).  
 Organisation des Nations Unies (voir *O.N.U.*).  
 Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (voir *O.T.A.S.E.*).  
 Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (voir *O.T.A.N.*).  
 Oslo (groupe des pays d'Oslo), 1959, 604.

- O.T.A.N., 1949, 189-212, 328-93, 625-36, 737-46;  
 1950, 5-12, 161-9, 301-11, 471-91, 605-31;  
 1951, 5-22, 181-95, 451-70, 568-80, 686-98;  
 1952, 5-32, 188-217, 305-15; 1953, 163-88, 744-59; 1954, 166-81, 285-91; 1959, 183-5, 224-5, 247-50, 341-2;  
 Accession Grèce et Turquie (Protocole 1951), 1951, 772-3;  
 Conférence Paris (mai 1955), 1955, 341-57;  
 Traité (4.4.1949), 1949, 460-2.  
 (Voir aussi *Canada, États-Unis, France et Grande-Bretagne*).  
 O.T.A.S.E., 1955, 293-315; 1959, 342;  
 Traité (Manille 8.9.1954), 1955, 319-21.

## P

- Pacifique, 1951, 762-5;  
 Traité sécurité États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande (1951), 1951, 805-6.  
 Pacte de Bagdad (25.2.1955), 1959, 341-2, 490-1.  
 Pacte Balkanique : Grèce, Turquie, Yougoslavie, (Ankara 28.2.1953), 1954, 386-7, 707-19;  
 Traité de Bled (9.8.1954), 1954, 749-51.  
 Pacte de Bruxelles, 1948, n° 3, 5-24; n° 4, 13-22;  
 n° 5, 16-22; n° 6, 13-31; 1949, 175-88, 323-7, 504-13, 755-63; 1950, 20-31, 159-60, 312-7;  
 Conventions sociales (1949), 1950, 113-9;  
 Traité (Bruxelles, 17.3.1948), 1948, n° 3, 107-10.  
 Pacte turco-pakistanaï, 1959, 341.  
 Pakistan-États-Unis, 1954, 360-72; 1955, 400-10.  
 Palestine, 1948, n° 1, 56-61; n° 3, 100-6; n° 4, 56-67; n° 5, 65-9; 1949, 18-41, 259-65, 817-24.  
 Panama (Canal), 1956, 835-44.  
 Panaméricanisme :  
 Conférence Bogota (1948), 1948, n° 4, 89-104;  
 Conférence Caracas (1954), 1954, 564-83;  
 Convention Asile diplomatique (1954), 1954, 610-4.  
 Pays-Bas, 1948, n° 6, 48-53.  
 Pêche et ressources biologiques, 1959, 51-61, 86-7, 151-6, 160-1.  
 Pérou, 1956, 189-211.  
 Plan Beyen, 1959, 587-8.  
 Plan Carli, 1959, 711-2.  
 Plan Marshall, 1948, n° 1, 5-25; n° 2, 5-35;  
 n° 3, 25-37; 1949, 394-400, 653-62;  
 Loi de coopération économique (1948), 1948, n° 3, 111-32; 1959, 573-4.  
 Plan Plevin, 1959, 587.  
 Plan Schuman (voir à *C.E.C.A.*).  
 Plateau continental, 1959, 63-75, 82-3, 130-2, 157-9.  
 Pologne, 1956, 54-73.  
 Portugal, 1949, 257-8.  
 Prague (coup de Prague, 1948), 1959, 569.  
 Proche et Moyen-Orient, 1950, 716-22 (voir aussi *Irak, Iran, Suez, etc.*).

## R

- Régions insuffisamment développées, 1949, 538-56;  
 1950, 63-70; 1951, 481-6; 1952, 502-51.  
 Relance européenne (voir *C.E.E.*).  
 République Arabe Unie, 1959, 367-92, 393-411, 506-7;  
 Yémen (Union fédérale, 8.3.1958), 1959, 373-4, 514-6. (Voir aussi à *Egypte et Syrie*).  
 République du Congo. (Voir *Congo belge et indépendant et Congo ex-français*).  
 République Centrafricaine, 1961, 197-200, 225-37.  
 Rhodésie (voir *Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland*).

Ruanda-Urundi, 1958, 391-4; 1960, 411-981;  
1961, 590-1, 595, 611, 613, 615, 709, 716, 819,  
988, 1006-13, 1016, 1019-22, 1025, 1043-4,  
1049-57, 1082, 1104.  
Ruhr, 1949, 416-22; 1950, 42-7; 1952, 44-72;  
Accord sur Autorité internationale (28.12.1948),  
1949, 466-76.

## S

Sahel-Bénin (Union), 1961, 148-72.  
Sarre, 1951, 707-21; 1956, 605-733;  
Accords Allemagne Occidentale-France (1954 et  
1956), 1955, 226-30; 1956, 696-8;  
Référéndum (1955), 1956, 605-66, 704-22;  
Scandinavie, 1949, 213-22; 1954, 332-8;  
Union nordique, 1959, 812-3.  
(Voir aussi à E.F.T.A.).  
Sénégal, 1961, 117-23 (voir aussi Mali).  
Sicile, 1955, 622-7.  
Société financière internationale, 1956, 845-56;  
Statuts, 1956, 876-88.  
Somalie, 1961, 284-336, 476-8.  
Soudan, 1953, 671-81; 1959, 346-50, 469-74, 552.  
Accord Egypte-Grande-Bretagne (1953), 1953,  
703-5; 1959, 549-51.  
Soudan (ex-français), 1961, 117-23 (voir aussi  
Mali).  
Sud-Ouest africain, 1951, 252-64; 1958, 398-401.  
Sud-Schleswig, 1950, 331-42; 1955, 268-79.  
Suez (canal), 1953, 681-9; 1955, 284-92; 1957,  
11-239; 1958, 69-74;  
Accord anglo-égyptien (19.10.1954), 1957,  
108-10;  
Acte de concession (22.2.1866), 1957, 95-9;  
Convention Constantinople (29.10.1888), 1957,  
100-3;  
Décret nationalisation (27.7.1956), 1957, 112-3;  
Firmans (30.11.1854 et 5.1.1856), 1957, 75-82;  
Statuts C<sup>ie</sup> universelle (5.1.1856), 1957, 82-94;  
Traité anglo-égyptien (26.2.1936), 1957, 105-8.  
Suisse, 1955, 772-7; 1956, 84-5; 1957, 349-58.  
Syrie, 1959, 351-66 (voir aussi à République Arabe  
Unie).

## T

Tanganyika, 1958, 394-8.  
Tanger, 1957, 359-84;  
Conférence internationale, déclaration finale  
(29.10.1956), 1957, 394-7.  
Protocole de Rabat (5.7.1956), 1957, 392-3.  
Tchad (République), 1961, 210-6, 225-37.  
Tchécoslovaquie, 1948, n° 3, 67-82; n° 5, 57-64;  
1953, 641-9.  
Territoires enclavés, 1959, 77-9, 85.  
Territoires non autonomes, 1948, n° 1, 67-70;  
1953, 474-8, 715-26;  
Belgique, 1953, 804-6.  
Tibet, 1951, 91-8.

Togo (britannique), 1958, 372, 465;  
(français), 1958, 274-5, 382-5, 508-9, 511-7.  
Traité anglo-jordanien (1948), 1959, 343.  
Traité de Bruxelles (17.3.1948), 1959, 569.  
Traité de Dunkerque (1947), 1948, n° 2, 116-8.  
Traité de Rio de Janeiro (1947), 1948, n° 2, 119-23.  
Traité Turco-irakien (25.2.1955), 1959, 341.  
Transférabilité, 1959, 875-81, 888-9.  
Trieste, 1948, n° 3, 96-9; 1951, 57-81; 1954,  
303-12; 1955, 608-15, 664-7.  
Tunisie, 1953, 479-502; 1954, 689-706; 1956,  
506-28; 1958, 267-9, 509; 1959, 377-80;  
Convention de la Marsa (1883), 1953, 543;  
1956, 593;  
Décrets (1951 et 1952), 1953, 544-78;  
Traité de Casr Said (1881), 1953, 541-2; 1956,  
591-2.  
Turquie, 1959, 361, 362, 363.  
Tyrol du Sud, 1955, 616-21.

## U

U.E.B.L., (1921), 1959, 581.  
U.E.O., 1955, 5-226; 1959, 588-9.  
U.E.P., 1952, 23-43; 1954, 447-54; 1955, 452-60;  
1959, 575, 577, 603, 875, 878-81, 885-90, 892,  
895-6;  
Accord et protocole (1950), 1951, 107-26.  
Accord monétaire, 1959, 577.  
Unesco, 1951, 487.  
Union douanière Belgique, Luxembourg, Pays-Bas  
(voir Benelux).  
Union douanière France-Italie, 1959, 579-81.  
Union des États Arabes (voir République Arabe  
Unie-Yémen).  
Union Européenne :  
Churchill (discours Zurich 19.9.1946), 1959,  
569, 570.  
Plan Beyen, 1959, 587-8.  
Union de l'Europe Occidentale (voir U.E.O.).  
Union européenne des paiements (voir U.E.P.).  
U.R.S.S., 1953, 189-214, 426-73; 1956, 776-810;  
1960, 179, 215-22;  
Aide régions non-développées, 1960, 217-22;  
Conférence de Varsovie (mai 1955), 1955,  
765-77, 805-12.

## V-W-Y-Z

Vandenberg (résolution Vandenberg 11.6.1948),  
1959, 570.  
Varsovie (Conférence 1955), (voir U.R.S.S.).  
Westminster (Statut 1931), 1949, 302-4.  
Yémen-Grande-Bretagne : différend sur Aden  
(voir Aden).  
Yougoslavie, 1948, n° 5, 42-51; 1950, 556-64;  
1960, 182, 186-7.  
Zone de libre échange, 1959, 603-23, 625-792  
823-4; (voir aussi E.F.T.A.).



# LA BELGIQUE ET L'AIDE ECONOMIQUE AUX PAYS SOUS-DEVELOPPES

PAR UNE COMMISSION D'ETUDE INTERUNIVERSITAIRE  
DE L'INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES

1959; 534 pages; 460 frs.

## PREFACE par MM.

Camille GUTT, ministre d'Etat;  
Henri ROLIN, ministre d'Etat;  
Raymond SCHEYVEN, ancien ministre.

## INTRODUCTION par le Comité de Rédaction :

Maurice MASOIN, professeur à l'Université de Louvain  
Henri NEUMAN, professeur à l'Université de Bruxelles } présidents;  
Emmanuel COPPIETERS, professeur à l'Institut Supérieur de Commerce de l'Etat à Anvers et  
Georges DE GREEF, assistant à l'Université de Bruxelles.

### I. LES CARACTERES DU SOUS-DEVELOPPEMENT, p. 23 à p. 66.

Henry JANNE, La typologie du sous-développement - Claude CARBONNELLE, L'Aspect économique du sous-développement - Jean MORSA, L'Aspect démographique du sous-développement - Annie DORSINFANG-SMETS, L'Aspect ethnologique du sous-développement - Léo MOULIN, L'Aspect politique du sous-développement - Georges DE GREEF, Synthèse et essai de définition du concept de sous-développement.

### II. LES LEÇONS DE QUELQUES CAS TYPES DE CROISSANCE ECONOMIQUE AUX XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIECLES, p. 67 à p. 94.

Thierry DEMEURE, La croissance économique de l'Europe occidentale et du Japon - Arthur WATERS, La croissance économique de l'U.R.S.S.

### III. REALISATIONS ACTUELLES DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, p. 95 à p. 236.

Jacques LEFEBVRE, Inventaire des réalisations récentes - Philippe D'OTREPPE, La F.A.O. et l'assistance technique - Arthur WATERS, L'U.R.S.S. et les pays sous-développés - Robert FANIEL, Réalisations bilatérales britanniques - André HUYBRECHTS, Réalisations bilatérales françaises - Alfred CLAEYS-BOUUAERT, Les aspects politiques, administratifs et sociaux des réalisations bilatérales belges - René DE SCHUTTER, Les aspects économiques et financiers des réalisations bilatérales belges - Claude CARBONNELLE, Les résultats des réalisations bilatérales belges.

### IV. CONDITIONS, FACTEURS ET REPERCUSSIONS DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, p. 237 à p. 400.

Stéphan BERNARD, Complexité du problème - Léo MOULIN, Conditions et facteurs politiques - Charles ROGER, Conditions et facteurs sociaux - Paul A. SCHILLINGS, Conditions et facteurs administratifs - Georges DE GREEF, La formation équilibrée du capital et le financement du développement économique - André DE GUCHTENEERE et Georges DE GREEF, Le rôle des capitaux internes privés et le financement du développement économique - Sylvain PLASSCHAERT, Le rôle des capitaux internes publics et le financement du développement économique - Maurice MASOIN, Contribution des capitaux privés au financement du développement économique - Henri NEUMAN, et Henri SIMONET, Contribution des capitaux publics au financement de la croissance des pays insuffisamment développés - Henri SIMONET, Aspects de la politique de développement - Paul DE BRUYNE, Les implications pour les pays industrialisés de l'aide économique aux régions sous-développées.

### V. LE ROLE DE LA BELGIQUE FACE AUX PROBLEMES DU SOUS-DEVELOPPEMENT, p. 401 à p. 448.

Claude CARBONNELLE, Le rôle de la Belgique devant le développement économique futur du Congo - Maurice MASOIN, Le rôle de la Belgique en Eurafrique face aux problèmes du sous-développement - Fernand BAUDHIN, Le rôle de la Belgique au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle - Jean-Louis SERVAIS, Le rôle de la Belgique dans le monde sous-développé de l'avenir.

### PRINCIPALES STATISTIQUES CONCERNANT LE SOUS-DEVELOPPEMENT, p. 449.

### ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE DU SOUS-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE par GEORGES DE GREEF, p. 451 à 512.

### INDEX, p. 515 à p. 529.

Payable aux numéros C.C.P. de l'I.R.R.I., 88, Avenue de la Couronne, Bruxelles 5 : Bruxelles 0.20

Editeur pour l'étranger : Martinus Nijhoff, La Haye.

# LA CRISE DU SYSTEME DE SECURITE COLLECTIVE DES NATIONS UNIES 1946-1957

PAR FERNAND VAN LANGENHOVE

*Membre correspondant de l'Académie Royale de Belgique, Professeur à l'Université de Bruxelles, Ancien Représentant Permanent de la Belgique aux Nations Unies*

1958, 272 p., 250 fr.

Avant-Propos . . . . .	5
<b>Ch. I. — LE POSTULAT DE L'ENTENTE DES GRANDES PUISSANCES.</b> . . . . .	9
<b>Ch. II. — LE DEMENTI DES FAITS</b> . . . . .	21
1. La crise de la coalition en 1945 . . . . .	
a. Au moment de la Conférence de San Francisco . . . . .	23
b. Au moment de l'entrée en vigueur de la Charte . . . . .	41
2. La guerre froide . . . . .	
a. Son évolution de 1946 à 1957 . . . . .	47
b. Ses effets . . . . .	66
1° Paralysie du Conseil de Sécurité . . . . .	66
2° Echec du mécanisme de coercition militaire . . . . .	73
3° Fonctionnement du système à rebours . . . . .	77
<b>Ch. III. — L'EFFORT D'ADAPTATION</b> . . . . .	81
1. Initiatives et impulsion des Etats-Unis . . . . .	83
2. Impossibilité de procéder par voie d'amendement . . . . .	87
3. Adaptation dans le cadre de la Charte . . . . .	90
<b>Ch. IV. — L'ADAPTATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE</b> . . . . .	97
1. Elargissement de ses fonctions . . . . .	
a. Tendances agissant dans ce sens . . . . .	99
b. Elaboration des Traités de Paix . . . . .	108
c. Adaptations structurelles . . . . .	114
2. Intervention dans les cas visés au Chapitre VII . . . . .	
a. Grèce . . . . .	117
b. Corée . . . . .	119
c. La résolution « L'Union pour le maintien de la paix » . . . . .	122
d. Détermination des objectifs de l'action collective . . . . .	140
3. La suppléance de l'Assemblée générale . . . . .	
a. Cas de veto sans intervention de l'Assemblée générale . . . . .	150
b. Carences du Conseil provoquant une intervention de l'Assemblée . . . . .	160
4. Nature des pouvoirs de contrainte de l'Assemblée générale . . . . .	
a. Pression morale et physique . . . . .	182
b. Tendance des fonctions de l'Assemblée et du Conseil à se confondre . . . . .	191
c. L'Assemblée générale, théâtre de la guerre psychologique . . . . .	197
d. Accroissement de l'influence des petits Etats : anticolonialisme . . . . .	209
e. Variabilité de l'action coercitive de l'Assemblée générale . . . . .	213
<b>Ch. V. — LE SYSTEME COMPLEMENTAIRE DE SECURITE REGIONALE ET DE LEGITIME DEFENSE.</b> . . . . .	223
1. L'article 51 de la Charte . . . . .	225
2. Les Traités de Bruxelles et de l'Atlantique Nord . . . . .	230
3. Les adaptations de la structure et des conceptions stratégiques de l'O.T.A.N. . . . .	238
4. L'extension du système de défense régionale . . . . .	254
5. Rapports entre les deux systèmes de sécurité collective . . . . .	256
Bibliographie . . . . .	261
Index . . . . .	266 à 272

Payable au n° de C.C.P. de l'I.R.R.L., 88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5 : **Bruxelles : 0.20**

Editeur pour l'étranger : Martinus Nijhoff, La Haye.



# L'EVOLUTION POLITIQUE DE L'AFRIQUE

par M<sup>me</sup> P. PIERSON-MATHY

1961, 485 p., 300 fr.

<b>LA COMMUNAUTE FRANÇAISE</b> . . . . .	7
<b>PREMIERE PARTIE — L'ORGANISATION DE LA COMMUNAUTE</b> . . . . .	11
Chapitre I — Les compétences communes . . . . .	11
Chapitre II — Les organes de la Communauté . . . . .	36
Chapitre III — Autonomie interne et coopération . . . . .	61
A. <i>Les constitutions des républiques d'outre-mer</i> . . . . .	61
B. <i>L'aide et la coopération</i> . . . . .	77
Chapitre IV — Le caractère évolutif de la communauté . . . . .	87
A. <i>Le texte constitutionnel</i> . . . . .	87
B. <i>Les faits</i> . . . . .	93
<b>DEUXIEME PARTIE — LES REGROUPEMENTS INTERETATISTIQUES ET L'EVOLUTION POLITIQUE DES REPUBLIQUES AFRICAINES</b> . . . . .	109
Chapitre I — La Fédération du Mali . . . . .	110
Chapitre II — L'Union Sahel-Bénin . . . . .	148
Chapitre III — La situation particulière de la République Islamique de Mauritanie . . . . .	173
Chapitre IV — Rapprochement entre les sept républiques de l'ancienne A.O.F. membres de la Communauté . . . . .	182
Chapitre V — Les Républiques de l'ancienne A.E.F. . . . .	195
A. <i>L'Union douanière de l'Afrique équatoriale</i> . . . . .	195
B. <i>Aperçu de l'évolution politique des républiques de l'Afrique équatoriale</i> . . . . .	197
C. <i>Les républiques de l'ancienne A.E.F. face à l'évolution de la Communauté</i> . . . . .	219
D. <i>Les accords franco-équatoriaux</i> . . . . .	229
E. <i>Les proclamations d'indépendance et l'admission à l'O.N.U.</i> . . . . .	237
<b>LA REPUBLIQUE DE GUINEE</b> . . . . .	239
Chapitre I — Organisation intérieure . . . . .	240
A. <i>Politique intérieure</i> . . . . .	240
B. <i>Situation économique</i> . . . . .	248
Chapitre II — Relations internationales . . . . .	256
A. <i>Les relations de la Guinée avec l'ancienne métropole</i> . . . . .	256
B. <i>Les relations de la Guinée avec l'étranger</i> . . . . .	267
C. <i>La Guinée et l'Afrique</i> . . . . .	280
<b>L'INDEPENDANCE DE LA SOMALIE SOUS TUTELLE</b> . . . . .	284
Chapitre I — L'évolution politique du territoire sous tutelle . . . . .	285
A. <i>Le rôle du Conseil consultatif</i> . . . . .	286
B. <i>Les projets politiques du territoire sous tutelle</i> . . . . .	292
C. <i>Les recommandations du Conseil de Tutelle (24<sup>e</sup> session) en vue d'assurer la stabilité politique du territoire à la veille de l'indépendance</i> . . . . .	297
D. <i>La fin anticipée de la tutelle</i> . . . . .	302
Chapitre II — Problèmes laissés en suspens à la veille de l'indépendance . . . . .	306
A. <i>Le développement économique du territoire et l'aide étrangère</i> . . . . .	306
B. <i>La question de la délimitation de la frontière entre la Somalie et l'Ethiopie</i> . . . . .	309
C. <i>Le projet de Grande Somalie</i> . . . . .	326
<b>22 DOCUMENTS</b> . . . . .	337 à 478

# LA CRISE CONGOLAISE (Première Partie)

JANVIER 1959 - 15 AOÛT 1960, 611 p., 300 fr.

N° 4 à 6 de la Chronique de Politique Étrangère 1960 - (à suivre)

## LE CONGO ET LA DÉCOLONISATION par F. VAN LANGENHOVE

A. Accession à l'indépendance; B. Option de la décolonisation; C. Abandon des préalables; D. Décolonisation en Afrique; E. Causes attribuées à la crise congolaise.

## 87 DOCUMENTS CONCERNANT LE CONGO ET INDEX

**1956** : Manifeste de « Conscience Africaine ».

**1958** : Appréciations américaines de la situation au Congo sous l'administration belge; *I.VII et 18.XI*: Déclarations du Gouvernement belge.

**1959** : *13.I, 15 et 17.XII*: Déclarations du Roi Baudouin et du Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi; *24 au 27.XII*: Congrès du Cartel et des Partis fédéralistes tenu à Kisantu.

**1960** : *17.II*: Communiqué du Ministère du Congo belge et du Ruanda-Urundi à propos d'une campagne de désobéissance civile au Bas Congo; *20.II*: Résolutions et discours de clôture de la Table Ronde politique; *11.V*: Allocution de M. Cornélis concernant la situation troublée au Congo; *16.V*: Résolutions et discours de clôture de la Table Ronde économique; *16.V*: Loi fondamentale avec ses amendements et l'exposé des motifs; *24.VI*: Premier Gouvernement congolais; *29.VI*: Traité général d'amitié, d'assistance et de coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Congo; *30.VI*: Discours prononcés aux cérémonies de l'indépendance à Léopoldville; *7.VII*: Déclaration de M. Loridan en faveur de l'admission de la République du Congo à l'O.N.U.; *7 au 10.VII*: Mutinerie de Thysville; *11.VII*: Lettres échangées entre M. Lumumba et le Consul Général de Belgique à Luluabourg; Déclaration de M. Eyskens à la Chambre des Représentants; *22.VII*: Déclarations au Sénat belge de MM. G. Eyskens, H. Rolin; *12 et 13.VII*: Télégrammes adressés au Secrétaire Général de l'O.N.U. par M. Kasa-Vubu; *13.VII*: Lettre adressée par le Secrétaire Général de l'O.N.U. au Président du Conseil de Sécurité; Déclarations de MM. Hammarskjöld et Loridan au Conseil de Sécurité; Projet de Résolution de la Tunisie adoptée et amendements rejetés de l'U.R.S.S.; Déclaration soviétique remise au gouvernement belge; *14.VII*: Télégrammes de MM. Kasa-Vubu et Lumumba à M. Krouchtchev et réponse de M. Krouchtchev le *15.VII*; Déclarations de MM. Wigny, Eyskens, De Schryver et Ganshof van der Meersch à la Chambre des Représentants; *15.VII*: Note du Gouvernement belge au Gouvernement soviétique; *19.VII*: 1<sup>er</sup> rapport du Secrétaire Général de l'O.N.U.; Déclaration de MM. Wigny et Rolin au Sénat belge; *20.VII*: Déclaration du Secrétaire Général de l'O.N.U. au Conseil de Sécurité; Déclarations de MM. Kanza, Wigny, Lodge au Conseil de Sécurité; Projet de résolution de l'U.R.S.S. (retirée); *21.VII*: Déclarations de MM. Kanza et Wigny au Conseil de Sécurité; *22.VII*: Résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité; *3.VIII*: Télégramme du Gouvernement katanga au Secrétaire Général de l'O.N.U.; *4.VIII*: Texte de la Constitution de l'Etat du Katanga; *6.VIII*: 2<sup>e</sup> rapport du Secrétaire Général de l'O.N.U.; Déclarations de MM. Hammarskjöld, Bomboko, Wigny, à la 885<sup>e</sup> et 886<sup>e</sup> séance du Conseil de Sécurité; *8.VIII*: Projet de résolution de l'U.R.S.S. (retirée); résolution commune de Ceylan et de la Tunisie; *9.VIII*: Lettre du président de la délégation katangaise au Conseil de Sécurité au Secrétaire Général de l'O.N.U.; *10.VIII*: Conditions préalables à l'entrée des troupes au Katanga; *15.VIII*: Loi portant création de la Banque Nationale du Katanga; Trois communiqués publiés à l'issue des entretiens Hammarskjöld-Tshombé; *17.VIII*: Déclarations de MM. Wigny, De Schryver, Gilson et Larock à la Chambre des Représentants; *19.VIII*: Lettre de M. Mobutu à M. R. Bunche; *21.VIII*: Déclarations de MM. Hammarskjöld, Gizenga et Loridan au Conseil de Sécurité; Déclaration finale du représentant de l'U.R.S.S. et du Président du Conseil de Sécurité.

Traités et accords internationaux qui s'appliquaient au Congo belge avant l'indépendance, 1882-1958. Chronologie des événements 1955-1960. Index analytique détaillé.

Payable aux n°s de C.C.P. de l'I.R.R.I., 88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5 : Bruxelles : 0.20; Berne : III 195.85; Milano : 1/35590; Köln : 160.860; Paris : 0.03; 's Gravenhage : 82.58



# EVOLUTION DE LA CRISE CONGOLAISE DE SEPTEMBRE 1960 A AVRIL 1961

## (Deuxième Partie)

(suite au vol. XIII, 4-6, 1960)

(600 pages, 300 fr.)

A. La situation au 1<sup>er</sup> septembre 1960; B. La crise politique congolaise de septembre 1960; C. Les relations belgo-katangaïses; D. L'O.N.U. et l'aide technique belge au Congo; E. Relations entre l'O.N.U. et le Congo (4<sup>e</sup> trimestre 1960); F. La crise politique congolaise (4<sup>e</sup> trimestre 1960); G. Les événements du mois de janvier 1961; H. Les relations belgo-congolaises; I. Conclusion.

### 122 DOCUMENTS CONCERNANT LE CONGO et index :

**République du Congo :** Composition des gouvernements successifs (doc. 9, 21, 107); Accord de principe entre le Président du Congo et le S. G. de l'O.N.U. concernant la résolution du Conseil de Sécurité le 21.2.61 (doc. 115); Echanges de messages entre M. Kasa-Vubu et : le président de l'A.G. de l'O.N.U.; les représentants du S. G. (doc. 56, 99, 106); Déclaration de M. Kasa-Vubu à Paris (doc. 58); Documents saisis sur M. Lumumba (doc. 18); Déclarations sur l'arrestation de M. Lumumba : de la délégation soviétique à l'O.N.U. (doc. 61, 96); de M. Wigny (doc. 110).

**Résolutions des Conférences africaines :** Conférence des Etats Africains et Malgache réunie à Brazzaville (doc. 86); Conférence panafricaine réunie à Casablanca (doc. 91); Conférence au Sommet réunie à Tananarive (doc. 115); Conférence réunie à Coquilhatville (doc. 117).

**O.N.U. :** Mémoires sur l'assistance au Congo (doc. 2); Admission de la République du Congo (doc. 24); Pouvoirs des Représentants de la République du Congo (doc. 47); 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Rapports Dayal (doc. 26, 39); Rapport sur les opérations civiles au Congo (doc. 41); Déclarations à l'A. G. de M.M. : Nkrumah (doc. 27); N. Krouchtchev (doc. 28); P. Wigny (doc. 29, 32); Sékou Touré (doc. 33); Okala (doc. 34); J. Kasa-Vubu (doc. 44); Fulbert Youlou (doc. 52); W. Loridan (doc. 84, 87, 93, 109, 114); Mr. Barco, deputy U. S., on the question of the representative of the Republic of the Congo (doc. 48); de la délégation de l'U.R.S.S. (doc. 36); Conférence de presse de M. Wigny (doc. 50); échange de correspondance entre le Président de l'A. G. et M. Lumumba (doc. 49).

**Résolutions :** résolutions adoptées par : l'A. G. le 20.9.60 (doc. 25), par le Conseil de Sécurité le 20/21.2.1961 (doc. 112); projets de résolutions non adoptées (doc. 20, 38, 70, 77, 82, 85, 92).

**Secrétaire Général :** 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Rapports (doc. 3, 4); déclarations à l'A. G. et au Conseil de Sécurité (doc. 8, 22, 69, 73, 83, 105, 108, 113, 116); rapport sur le déficit budgétaire de l'O.N.U. au Congo (doc. 53); rapports de ses représentants spéciaux sur la situation au Congo (doc. 13, 55, 64, 74, 89, 90, 98); échanges de correspondance avec : M. Lumumba (doc. 5, 14); délégation de l'U.R.S.S. (doc. 6, 31); M. Kasa-Vubu (doc. 11, 12, 19, 45, 52, 64, 66, 79, 80, 90, 98); M. Kanza (doc. 15, 16, 17); M. Tshombé (doc. 23, 39, 98); Représentant permanent de Belgique (doc. 38, 90, 97); le Président et le Représentant permanent à l'O.N.U. : du Ghana (doc. 43, 57, 68); de Guinée (doc. 54, 63, 75); de Yougoslavie (doc. 67); M. Gizenga (doc. 98); le Roi du Maroc (doc. 102); les Républiques de Soudan, Ceylan, Indonésie, R.A.U., Yougoslavie (doc. 103, 104, 111).

**Belgique :** Mémoire de l'Ambassadeur J. van den Bosch (doc. 1); déclaration du gouvernement (doc. 30); communiqué du gouvernement (doc. 37); déclaration de M. Wigny (doc. 42, 72); Observation du gouvernement en réponse aux critiques du rapport Dayal (doc. 71); Interpellation de M. Larock à la Chambre des Représentants (doc. 88); Déclaration de M. Wigny au Sénat (doc. 100); Loi du 25.1.1961 relative à la liquidation de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi (doc. 101); Rapport de l'Association belge pour les Nations Unies (doc. 118).

**Inde :** Statement of Prime Minister Nehru in Rajya Sabha (doc. 76).

**R.A.U. :** Lettre de M. Kasa-Vubu à M. Nasser lui demandant le rappel de ses diplomates (doc. 59); Liquidation des intérêts et entreprises belges (doc. 60).

**U.R.S.S. :** Déclaration du gouvernement sur la situation au Congo (doc. 65).

**U.S.A. :** U.S. Statement on Congo Report (doc. 40).

**Index analytique détaillé.**

**Payable aux n<sup>os</sup> de C.C.P. de l'I.R.R.L., 88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5 : Bruxelles : 0.20; Berne : III 195.85; Milano : 1/35590; Köln : 160.860; s Gravenhage : 8258**

# L'O.N.U. ET LE CONGO 1961-1962

(± 700 pages, 300 fr.)

Suite à « La Crise Congolaise 1<sup>er</sup> janvier 1959 - 15 août 1960 » (1960, 600 p., 300 fr.)  
et à « Evolution de la Crise Congolaise septembre 1960 - avril 1961 » (1961, 600 p., 300 fr.)

## CHRONOLOGIE d'AVRIL 1961 à DECEMBRE 1962.

### 7 rapports du Secrétaire général de l'O.N.U. comprenant :

*Echange de lettres, notes et messages entre le Secrétaire général et :* tous les Etats membres; le président Kasa-Vubu; le représentant permanent belge; la délégation permanente : de l'U.R.S.S., de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie; le président Tshombé; le premier ministre Adoula; le ministre des Affaires étrangères du Congo; le président de la Commission d'enquête; certains Etats africains concernant le maintien de leurs troupes.

*Accords conclus entre :* l'O.N.U. et le Congo; le Congo et le président Tshombé.

*Documents concernant la convocation des Chambres congolaises :* composition du nouveau gouvernement; résolutions adoptées par les Chambres; discours de M. Adoula; déclarations de MM. Bolikango, Massena et Gizenga. Accord d'assistance technique O.N.U. -Congo pour l'élaboration de la constitution congolaise.

*Katanga :* Déclaration de M. Munongo.

### Rapports sur les opérations civiles de juin 1960 - juillet 1961.

2 Rapports du Représentant spécial du Secrétaire général au Congo, comprenant : Communiqué de presse du premier ministre du Congo; discours de M. Tshombé; rapport sur l'évacuation du personnel non-Congolais de la gendarmerie katangaise; événements à Elisabethville du 13 au 21 septembre 1961; ordonnance n° 70 du Président du Congo; rapport sur la mort du Secrétaire général; accord O.N.U. - Elisabethville; rapport sur les événements de Luluaburg et du Kindu du 1 au 11 novembre 1961; situation à Stanleyville, Albertville, Elisabethville, incidents de décembre et janvier 1961; événements concernant M. Gizenga, etc., etc...

*Interpellation aux Chambres belges concernant la contribution financière belge à l'O.N.U. et les événements au Katanga.*

*Lettres, télégrammes et notes au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée générale de : l'U.R.S.S., l'Ethiopie, la Belgique, le Congo etc.*

*Rapport de la Commission d'Enquête concernant la mort de MM. Lumumba, Okito et M'Polo.*

*Résolution du Conseil de Sécurité en dates du : 21.2.61; 24.11.61; 18.12.61 et 20.12.61.*

*Déclaration de M. Spaak au Conseil de Sécurité le 15.10.61.*

*Etc... etc...*



# CONSCIENCES TRIBALES ET NATIONALES EN AFRIQUE NOIRE

par FERNAND VAN LANGENHOVE

*Membre correspondant de l'Académie Royale de Belgique, Professeur hre à l'Université de Bruxelles  
Ancien Représentant Permanent de la Belgique aux Nations Unies*

1960, 468 p., 400 frs.

Introduction . . . . .	7
<b>Ch. I. — FACTEURS DE LA CONSCIENCE NATIONALE . . . . .</b>	<b>13</b>
<b>Ch. II. — CONSCIENCES TRIBALES . . . . .</b>	<b>21</b>
1. Populations tribales . . . . .	23
2. Facteurs des consciences tribales . . . . .	33
<b>Ch. III. — FACTEURS EXTERNES DE LA CONSCIENCE TRIBALE EN AFRIQUE NOIRE . . . . .</b>	<b>59</b>
1. Colonisations antérieures au XIX <sup>e</sup> siècle : a. arabo-musulmane; b. euro- péo-chrétienne . . . . .	61
2. Colonisations du XIX <sup>e</sup> siècle : a. arabe; b. européenne . . . . .	75
<b>Ch. IV. — STRUCTURES TRIBALES AU MOMENT DE L'EXTEN- SION DU REGIME COLONIAL . . . . .</b>	<b>93</b>
<b>Ch. V. — SITUATION COLONIALE . . . . .</b>	<b>123</b>
1. Etat de dépendance . . . . .	125
2. Crise du milieu social indigène . . . . .	137
3. Effets du milieu urbain : a. Forces d'attraction; b. Relâchement des liens traditionnels; c. Nouveaux groupements; d. Contraste entre villes blan- ches et noires . . . . .	153
<b>Ch. VI. — REACTIONS ANTAGONISTES . . . . .</b>	<b>183</b>
1. Nature diverse des réactions . . . . .	185
2. Réactions politico-religieuses . . . . .	195
<b>Ch. VII. — FORMATION DES ÉLITES NATIONALES . . . . .</b>	<b>223</b>
1. Effets des barrières de couleur . . . . .	225
2. Renouveau de la conscience tribale . . . . .	229
3. Culte des chefs . . . . .	247
4. Emprunts doctrinaux à la culture occidentale . . . . .	262
5. Panafricanisme . . . . .	274
6. Négritude et rénovation culturelle . . . . .	283
7. Action de l'élite sur la masse . . . . .	291
8. Elites nouvelles et élites traditionnelles . . . . .	304
<b>Ch. VIII. — FORMATION DES UNITES NATIONALES . . . . .</b>	<b>321</b>
1. Cadres tribals et frontières coloniales . . . . .	323
2. Action unificatrice du pouvoir colonial : a. Action directe; b. Action indirecte . . . . .	333
<b>Ch. IX. — INTERFERENCES DES CONSCIENCES NATIONALES ET TRIBALES . . . . .</b>	<b>365</b>
1. Rébellion Mau-Mau . . . . .	368
2. Crise du Buganda . . . . .	375
3. Crise du Nyassaland . . . . .	380
4. Tribalisme au Ghana . . . . .	385
5. Régionalisme en Nigeria . . . . .	391
6. Nouvelles nations issues de l'Afrique Noire française . . . . .	400
7. Unitarisme et fédéralisme au Congo . . . . .	404
8. Conflit tribal au Kasai . . . . .	408
9. Conflit socio-racial au Ruanda . . . . .	425
<b>Ch. X. — CONCLUSION . . . . .</b>	<b>433</b>
Bibliographie et Index . . . . .	445 à 468

Payable aux n<sup>os</sup> de C.C.P. de l'I.R.R.L., 88, Avenue de la Couronne, Bruxelles 5 : **Bruxelles : 0.20**

Editeur pour l'étranger : Martinus Nijhoff, La Haye.

# FIN DE LA SOUVERAINETE BELGE AU CONGO

DOCUMENTS ET REFLEXIONS

par **W. GANSHOF VAN DER MEERSCH**

*Ancien ministre des Affaires générales en Afrique, Professeur à l'Université de Bruxelles*

1963, 700 p., 300 fr.

L'auteur expose, dans l'ouvrage, la *situation qui existait au Congo en mai 1960*, tant en ce qui concerne les groupements ethniques et les partis qu'au point de vue de l'administration et au point de vue judiciaire. Il en étudie les causes (Chapitre 5).

Le problème du *maintien de l'ordre public* — si important pour les Etats en voie de développement, accédant à l'indépendance — fait l'objet d'un exposé complet portant sur les services qui en avaient la charge comme sur les événements eux-mêmes (Chapitre 22).

D'importants développements sont consacrés au *régime institutionnel* du futur Etat, à ses origines et à ses caractères, ainsi qu'aux *élections* législatives et provinciales et aux délicates opérations de *mise en place* des hautes institutions politiques et administratives de la République du Congo (Ch. 6 à 10, 20 et 21).

L'ouvrage comprend les documents originaux relatifs aux négociations avec les leaders congolais — spécialement avec MM. *Kasa-Vubu* et *Lumumba* — la nomination du *premier gouvernement* du Congo et l'élection du *chef de l'Etat* (Ch. 11 à 16).

L'évolution des hautes institutions politiques du Congo est analysée depuis le 30 juin 1960 jusqu'au début de l'année 1962 (Ch. 23).

L'auteur fait aussi l'historique des tentatives de création de *gouvernements dissidents* dans plusieurs provinces du Congo belge au cours des mois de mai et de juin 1960 (Ch. 24).

Il consacre un chapitre à la *Force publique*, son rôle, son organisation et son commandement, ainsi qu'aux causes qui ont provoqué, en juillet 1960, dans ses rangs, la grave mutinerie qui pesa si lourdement sur les deux premières années d'existence de la République du Congo (Ch. 22).

L'auteur a maintenu dans la *Fin de la Souveraineté belge au Congo* le plan adopté dans *Congo mai-juin 1960*, publié en janvier 1961. L'exposé a été entièrement revu et considérablement complété. De nombreux documents originaux y ont été ajoutés. Les événements eux-mêmes, d'autre part, ont été étudiés dans leurs prolongements, à la fois sur le plan congolais et sur le plan international.

L'ouvrage est accompagné d'illustrations, de cartes, de graphiques et d'annexes; il comporte aussi d'importants extraits du rapport de la *Commission d'Information*, ainsi que des données précises concernant la nature, la durée et les limites des opérations de protection de la population européenne en juillet 1960 (Ch. 22).

Il consacre de nouveaux développements à l'étude de la *sécession katangaise* et à ses origines, ainsi qu'à la situation dans le *Kasaï* (Ch. 26-27).

L'aperçu qu'il donne des problèmes politiques qui ont marqué la difficile période que constituait le passage de la Colonie du Congo belge à l'Etat du Congo indépendant repose sur de très nombreux documents originaux. Il présente un intérêt historique exceptionnel concernant des événements dont l'ignorance a eu des répercussions internationales graves.

La personnalité de l'auteur, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Bruxelles et avocat général à la Cour de Cassation de Belgique, est une garantie scientifique notoire.

Payable aux n° de C.C.P. de l'I.R.R.I., 88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5.  
Bruxelles : 0.20; Paris : 0.03;

Editeur pour l'étranger : Martinus Nijhoff, La Haye



# INTERNATIONALE SPECTATOR

## TIJDSCHRIFT VOOR INTERNATIONALE POLITIEK

Verschijnt tweemaal per maand, met artikelen en documentatie over de internationale politiek, de spanning tussen Oost en West, de nucleaire strategie, de ontwapening, de minder-ontwikkelde landen, de internationale samenwerking, de Europese integratie, de buitenlandse handel, de U.N.O., de Euromarkt, enz. : 22 nummers per jaar, minimum 1.100 blz.

De bijdragen zijn geschreven door belangrijke Belgische en Nederlandse specialisten, hoogleraren, politieke mandatarissen, diplomaten, internationale ambtenaren, enz. Het tijdschrift richt zich ook tot niet-specialisten.

INTERNATIONALE SPECTATOR, TIJDSCHRIFT VOOR INTERNATIONALE POLITIEK, wordt sedert 1947 uitgegeven door het Nederlandsch Genootschap voor Internationale Zaken te 's Gravenhage, (Hoofdredakteur, steeds : Prof. Dr. B.H.M. VLEKKE), en sedert 1961 in samenwerking met het Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen te Brussel. (Redakteur: Prof. Dr. E. COPPIETERS Directeur-Generaal van het K.I.I.B.).

### 1962

N<sup>o</sup> 1 : De E.E.G. en Afrika; 2 : Ontwikkelingen in de Sovjet-Unie 1961; 3 : Groot-Britannië en Europa; Het twintig-jarenplan; De Chinees-Russische verhouding; Oorlogsonderzoek; 4, 6 : Vervolg chronologie wereldgebeuren 1945-1961; 5 : Ideologische aspecten van het nieuwe partijprogramma; Tweede destalinisatie; Noodzaak tot onpartijdigheid; Einde van Goa; 7 : Systematisch onderzoek van internationale integratie; Transportproblemen in Europa; Wetenschap van oorlog en vrede; 8 : Chronologie 1957 en 1958; 9 : V. S. onder het presidentschap van J. F. Kennedy; India tegenover Pakistan en China; Vrede en wetenschappelijk onderzoek; Licht en duisternis; Wetenschap van oorlog en vrede; 10 : Chronologie 1959 en 1960; 11 : Konferentie van Wenen inzake het politieke verkeer; Ontwikkelingen op het Westelijk Halfrond 1961-1962; Eisenhower en Sherman Adams; 12 : Inhoud van de chronologie 1945-1961; Register van onderwerpen; Personenregister; 13 : Nederlandse publieke opinie inzake Nieuw-Guinea; Wetenschap in dienst van de vrede; Taal, myte en het probleem van de vrede; 14 : Ontwikkelingen in de Sovjet-Unie; 15 : Kongokrisis : achtergronden; Het Westen en de onderontwikkelde landen; Wetenschap en diplomatie; 16 : Studie der internationale betrekkingen; 17 : Negende en tiende Pugwash-konferentie; Internationale status van Oostenrijk en de E.E.G.; 18 : De studie der internationale betrekkingen in Europa en Amerika; 19 : Kernbewapening en ontwapening; Een stukje Frankrijk in Frans perspectief; Agressiviteit en oorlog; 20 : Ontwikkelingen in Afrika; 21 : Oorlog en agressiviteit; Bewapeningspolitiek en stabiliteit in Europa; Grondbeginselen van de internationale socialistische arbeidsverdeling; Argentinië in deze wereld; 22 : Register.

### 1963

N<sup>o</sup> 1 : Argentinië; De konferentie over Latijns-Amerika in november 1962 te Brussel; Oude en nieuwe kommunisten in Cuba; 2 : Ontwikkelingen in de Sowjet-Unie; 3 : Het Turkse « wonder »; Sjanghai-Rotterdam (een beschouwing over de positie van kommunistisch China in de wereldhandel); Beschouwingen over Oost-Europa; 4 : De Sowjet-Unie en kommunistisch China; 5 : Herwaardering van de Chinese klassieken door het kommunistische regime; De godsdienstige achtergronden van het huidige China; De moderne Chinese literatuur als spiegel van de kommunistische ideologie; 6,8 : Het atoomvraagstuk en de mens.

**Abonnement** : 280 B. fr. per jaar; voor leden van het K.I.I.B. en voor studenten, mits adres in Benelux : 230 B. fr.; voor alle Belgen buiten Benelux verblijvend : 280 B. fr.; P.C.R. 0.20 t.n.v. het Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen, Kroonlaan, 88, Brussel 5. Tel. 48.20.00 (in België niet elders te bekomen, ook niet bij boekhandelaars). Alle brieven en artikels van Belgen worden steeds naar Brussel gericht. Gratis proefexemplaar op aanvraag.



*Congo 100(1)*

Léopoldville, le 14 décembre 1963

Monsieur,

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo m'a demandé d'accuser réception de votre lettre du 27 novembre dernier par laquelle vous le mettez au courant de la création de votre association et lui proposez d'en être un des membres bienfaiteurs.

Malheureusement la délicatesse des fonctions de M. Dorsinville ne lui permet pas d'accepter cette invitation. Il vous remercie néanmoins de votre aimable intention et vous présente ses meilleurs vœux de succès pour l'oeuvre que se propose votre association.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération très distinguée.

Rémy Gorgé  
Conseiller juridique principal  
et Conseiller politique

Monsieur Patrice MANUNGU  
Attaché de Cabinet  
Chargé des Affaires Administratives  
au Ministère Provincial des T.P. Konge-Central  
c/o Alliance des Familles Africaines du Congo  
B.P. 457  
LEOPOLDVILLE/Limeté



Siège de Coordonation : Léo  
B. P. 457 Léopoldville - Limeté

Siège Administratif Boma  
B. P. 410 - Boma 1.-

Léopoldville, le 27 Novembre 1963.-

N° SP/BN/L/MP/OI26/63.-

N/Réf.....

V/Réf.....

Objet. Demande d'aide et Collaboration.-

Annexe I.-

Monsieur DORSINVILLE.-  
Représentant des opérations  
civiles des Nations Unies  
au Congo/Léopoldville.-

*Recu 2/12/63*

Monsieur ,

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance, la création dans la République du Congo/Léopoldville, sous la dénomination de : ALLIANCE DES FAMILLES AFRICAINES DU CONGO "AFACO"; d'une association d'entraide, sans but lucratif, ayant son siège principal à Léopoldville.-

Accessible à tous les Africains, l'Association pourvoit aux besoins pharmaceutiques de ses membres, assure une participation aux frais d'ensevelissement dans les cas suivants: mort d'un membre, de son épouse, d'un de ses enfants légitimes, de ses propres Père ou Mère, Frère ou Soeur, s'occupe du sort des Orphelins Mineurs (Orphélinats), et promouvoir le statut et développer la participation à la vie sociale et culturelle des épouses et filles de ses membres (centres de formation sociale et autres).-

Au vu du grand service que vous rendez aux différentes nations du monde, les Membres du Bureau Nation de l'AFACO, R réunis en séance du travail, organisée du 9 au 11 courant, vous ont élu comme Membre de Bienfaiteur de l'Organisation qu'ils dirigent avec beaucoup de diligence.-

A cet effet, nous joignons à la présente, un formulaire d'usage à remplir, signer et nous le retourner, accompagné d'un geste magnanime, concrétisant la qualité de Membre Bienfaiteur vous décernée, et dès lors, votre collaboration est particulièrement recherchée et aussi vos suggestions seront accueillies avec enthousiasme.6

Pouvons-nous vous rassurer Monsieur, que; nous n'avons pas le moindre doute de votre collaboration effective et de votre participation efficace à l'édification de l'Alliance des Familles Africaines du Congo.-

Veillez agréer Monsieur, l'assurance de nos sentiments dévoués.-

POUR L'ALLIANCE DES FAMILLES AFRICAINES DU CONGO  
LE PRESIDENT.-

MANUNGU Patrice.-

Attaché de Cabinet

Chargé des Affaires Administratives  
au Ministère Provincial des T.P.Kongo-Central





ALLIANCE DES FAMILLES AFRICAINES DU CONGO

" A F A C O "

B.P.457.- LEOPOLDVILLE-LIMETE

C.C. N° 836.- B.B.A. A BOMA



N ° \_\_\_\_\_ /-

BILLET DE SOUSCRIPTION DE MEMBRE D'HONNEUR OU BIENFAITEUR

Le Soussigné :

Noms et Prénoms \_\_\_\_\_

Nationalité \_\_\_\_\_

Au Service de \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

N° d'identité \_\_\_\_\_

Se déclare, membre d'Honneur ou Bienfaiteur de l'A F A C O  
et verse à son compte, à titre de subvention ou de don, la  
somme de : Frs. \_\_\_\_\_ /-

Le \_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_\_ /-

Signature.

\_\_\_\_\_

DOC. N° 2/63. MDP.



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

13 December 1963

To: Mr. Max H. Dorsinville, Officer in Charge  
Mr. S. Habib Ahmed, Chief, Civilian Operations  
Maj. Gen. CHR Kaldager, Force Commander

From: Carey Seward, Chief Administrative Officer

Subj: My replacement during my absence in New York on consultation

I should like to inform you that I have designated Mr. Roger Polgar, Deputy Chief Administrative Officer, to act on my behalf during my absence on consultation at Headquarters, New York, commencing 14 December 1963, for a period of approximately ten days.

A large, stylized handwritten signature in blue ink, which appears to read "Carey Seward", is written over the bottom right portion of the typed text.



**INTERNATIONAL BANK FOR  
RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT**

1818 H STREET, N.W.

WASHINGTON, D. C. 20433

TELEPHONE EXECUTIVE 3-6360

CABLE ADDRESS-INTBAFRAD

December 4, 1963

Ambassador Max H. Dorsinville  
Chief, ONUC  
ONUC Leo, Room 212  
P.O.Box 20  
Grand Central  
New York 17, NY.

Dear Ambassador Dorsinville:

A note to thank you and your staff in Leopoldville and throughout the Congo for the fine reception accorded to our recent I.B.R.D. economic study mission in the Congo. I know I speak for my colleagues as well as for myself when I say that the courtesies, facilities, administrative support, and substantive assistance extended to us helped immeasurably in carrying out our work.

Although all of your staff was most helpful, I feel I must particularly mention the warm hospitality and generous assistance extended to us by Mr. Habib Ahmed and Mr. James Brooks in Leopoldville and Mr. Gabriel Khalifa in Stanleyville. I also want to thank you for the courtesies and help you personally extended to the mission. It was most kind of you.

With all good wishes,

Yours sincerely,



Arnold Rivkin  
Economic Adviser

Department of Operations - Africa



Léopoldville, le 18 novembre 1963

Monsieur le Représentant  
de l'ONUC Civile  
à Léopoldville-Kalina

Monsieur le Représentant,

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que nous avons remis nos tickets avion ONUC 215 au bord duquel nous avons pris place le 31 juillet dernier venant de Luluabourg, au service de l'ONUC Civile lors de notre arrivée; ces tickets nous serviraient pour le retour à la fin de notre stage.

Nous vous prions de bien vouloir voir si nos tickets sont là pour les signer et nous fixer la date du départ, car notre stage prendra fin le 10 décembre prochain, et nous voulons rentrer directement au plus tard le 14/12/63.

Nous vous prions en outre de nous aviser la date d'avion à destination de Luluabourg entre le 11 et 14/12/63 au bord duquel nous prendrons place pour rentrer à Luluabourg.

Il s'agit de M. NGANBU Léon  
M. KABASU Joseph Omu.

En vous remerciant d'avance de cette faveur, nous prions d'agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de notre considération très distinguée.

(Sé) KABASU Joseph Omu  
Agronome en stage FAO-ONUC  
B.P. 3116  
Léopoldville-Kalina



4  
28 November

3

To: Mr. R. Polgar, Deputy Chief Administrative Officer  
From: Rémy Gorgé, Principal Legal Adviser and Political Adviser  
Subject: Free distribution of newspapers

Reference is made to your memorandum of 7 November 1963 and to today's conversation, in the course of which we came to the following arrangements for the free distribution of newspapers as from 1 January 1964:

- (1) Mr. Dorsinville will continue to receive the same newspapers as heretofore.
- (2) One complete set of newspapers for OPI (Mr. Chevalier, Mr. Chedid), the exact list of the newspapers to be communicated to you by Mr. Chevalier.
- (3) Mr. F.T. Liu will receive the New York Times, Le Monde and the London Times.
- (4) Mr. Gorgé will receive the New York Herald Tribune, Le Figaro, and the Manchester Guardian.

It is my understanding that the free distribution of local Congolese newspapers will remain the same.



Léopoldville, le 28 novembre 1963


Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 20 novembre 1963, m'informant de votre désir de bénéficier d'une bourse d'études en Haïti.

J'ai été flatté d'apprendre que vous avez pensé à mon pays pour vous perfectionner dans le domaine des sciences politiques et administratives. J'ignore si le Gouvernement haïtien a instauré un programme de bourses d'études, mais j'ai pris bonne note que vous avez déjà adressé une demande à cette fin aux autorités haïtiennes, et je forme le vœu que votre requête soit agréée.

Je vous suggérerai également de vous adresser au Ministère de l'Education nationale du Gouvernement Central à Léopoldville, qui pourrait, je crois, vous fournir d'utiles renseignements sur les programmes, tant internationaux que bi-latéraux, d'assistance technique (bourses) dont le Gouvernement congolais pourrait bénéficier).

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

  
Max H. Dorsinville  
Chargé de la Mission des Nations Unies  
au Congo

Monsieur Sylvestre KAHINDO  
Vice-Président provincial du Nord-Kivu  
B.P. 101  
BUTEMBO



LA VOIX DU MAÎTRE  
ET DU  
GRAND CORRECTEUR

KANGA, LE 15 NOVEMBRE 1963



TRANSIS COPIE POUR INFORMATION A:  
MONSIEUR ~~KABA~~-VUBU JOSEPH  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
A LEOPOLDVILLE  
MONSIEUR LE REPRESENTANT DU  
SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS  
UNIES  
A LEOPOLDVILLE  
MONSIEUR L'AMBASSADEUR AMERICAIN  
A LEOPOLDVILLE.  
1  
A MONSIEUR ADOULA PREMIER MINIS.  
A LEOPOLDVILLE.

Objet:  
TAMPIS ET PEU  
M'IMPORTE

MONSIEUR,

A DEFAUT DE NON RESPECTER MES OPINIONS FORMULES, JE PROMETS POUR TOI ET A TOUT MEMBRE DE TON GOUVERNEMENT UN DEPART AUX ETATS UNIES, AFIN DE SUBIR UN JUGEMENT AUX TRIBUNAUX AMERICAINS.

ENSUITE, J'EN AI PAS PEUR DE QUI CONQUE AUSSI LONGTEMPS QUE TOUS LES LIONS QUI SONT CONTRE MOI SE TROUVENT ECHAINES.

A CHAQUE HEURE QUI SONNE A SON TEMPS, CE QUE NOUS ATTENDONS, C'EST L'HEURE DE VOIR CE QUI SOMMEILLE AUTOUR DE NOUS DONT L'INVISIBLE NOUS CACHE.

PAS DE VOTE POUR LE GOUVERNEMENT FUTUR.  
S'IL Y AURAIT DE VOTE CELA DEPENDRA DE MON SAVOIR.

SI TU ME CHERCHE GUERRE, TAMPIS, UN HOMME AVEC TAILLE COURTE M'APPARTIENT.

MAIS, SI CELA, SERAIT TON SOUHAIT, JE T'ATTACHERAI A TON INSU.

ÔTES-TOI DE LA PLACE, PAUVRE EN ESPRIT DES JUSTES, N'ATTENDS PAS JUSQU'A CE QUE CE PETIT HOMME T'ATTARIVE LA OÙ TU TRAVAILLES ET T'ASSASSINES.

LA VOIX DU MAÎTRE  
ET DU  
- GRAND CORRECTEUR -





# OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION  
ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

# OECD

ORGANISATION FOR ECONOMIC  
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT  
DEVELOPMENT CENTRE

*reçu*  
NOV 29 1963

Le Président  
The President

7, rue Louis-David  
Téléphone : TROcadéro 71-80



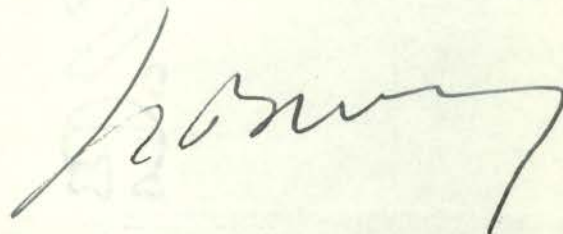
Paris, le 25 Novembre 1963

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 18 Novembre et vous en remercie.

Je vous confirme ma venue à Léopoldville le 6 Décembre et c'est bien volontiers que je me rendrai à 3 heures de l'après-midi à votre bureau.

Veillez agréer, Monsieur, les assurances de mes sentiments les meilleurs.



Robert Buron

Monsieur Max DORSINVILLE  
Représentant des Nations-Unies  
LEOPOLDVILLE  
(Congo)

TEXTE DE LA LETTRE ADRESSEE A M. PREZIOSI,  
REPRESENTANT DU HAUT COMMISSAIRE POUR LES  
REFUGIES, PAR M. CHARLES MARTEL F DABINGWA,  
PRESIDENT INTERIMAIRE DU GOUVERNEMENT DU  
NORD KIVU

"ME REFERANT A NOTRE ENTRETIEN DE CE JOUR, J'AI  
L'HONNEUR DE VOUS FAIRE SAVOIR QUE SUITE A LA SITUATION TOUT  
A FAIT CATASTROPHIQUE (MASSACRE, REBELLION, ETC) ACTUELLEMENT  
DANS LA PROVINCE DU NORD KIVU, OCCASIONNEE PAR DES MOUVEMENTS  
DESTRUCTIFS DES RWANDAIS REFUGIES DANS NOTRE PROVINCE, IL VOUS  
EST INTERDIT D'AVOIR ACCES AUX ENDROITS HABITES PAR LES  
REFUGIES EN QUESTION JUSQU'A NOUVEL ORDRE. JE PORTE, EN OUTRE,  
A VOTRE CONNAISSANCE QUE POUR RAISONS DE SECURITE, LE GOUVERNE-  
MENT PROVINCIAL DU NORD KIVU SE PROPOSE L'INITIATIVE DE DEPLACER  
TOUS LES REFUGIES TUTSI SE TROUVANT DANS LES CENTRES DE BIBWE ET IHULA  
DEPUIS 1959. LES INTERESSES SERONT PLACES DANS UN AUTRE ENDROIT,  
AU SEIN MEME DE LA PROVINCE DU NORD KIVU. CET ENDROIT VOUS SERA  
COMMUNIQUE ULTERIEUREMENT EN TEMPS UTILE AFIN DE VOUS PERMETTRE DE  
CONTINUER VOS OCCUPATIONS CONCERNANT CES REFUGIES. JE COMPTE SUR  
VOTRE BONNE COMPREHENSION. PR. LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL  
DU NORD KIVU, LE PRESIDENT INTERIMAIRE DU GOUVERNEMENT, CHARLES MARTEL  
F. DABINGWA"



TEXTE DE LA LETTRE ADRESSEE A M. PREZIOSI,  
REPRESENTANT DU HAUT COMMISSAIRE POUR LES  
REFUGIES, PAR M. CHARLES MARTEL F DABINGWA,  
PRESIDENT INTERIMAIRE DU GOUVERNEMENT DU  
NORD KIVU

"ME REFERANT A NOTRE ENTRETIEN DE CE JOUR, J'AI  
L'HONNEUR DE VOUS FAIRE SAVOIR QUE SUITE A LA SITUATION TOUT  
A FAIT CATASTROPHIQUE (MASSACRE, REBELLION, ETC) ACTUELLEMENT  
DANS LA PROVINCE DU NORD KIVU, OCCASIONNEE PAR DES MOUVEMENTS  
DESTRUCTIFS DES RWANDAIS REFUGIES DANS NOTRE PROVINCE, IL VOUS  
EST INTERDIT D'AVOIR ACCES AUX ENDROITS HABITES PAR LES  
REFUGIES EN QUESTION JUSQU'A NOUVEL ORDRE. JE PORTE, EN OUTRE,  
A VOTRE CONNAISSANCE QUE POUR RAISONS DE SECURITE, LE GOUVERNE-  
MENT PROVINCIAL DU NORD KIVU SE PROPOSE L'INITIATIVE DE DEPLACER  
TOUS LES REFUGIES TUTSI SE TROUVANT DANS LES CENTRES DE BIBWE ET INULA  
DEPUIS 1959. LES INTERESSES SERONT PLACES DANS UN AUTRE ENDROIT,  
AU SEIN MEME DE LA PROVINCE DU NORD KIVU. CET ENDROIT VOUS SERA  
COMMUNIQUE ULTERIEUREMENT EN TEMPS UTILE AFIN DE VOUS PERMETTRE DE  
CONTINUER VOS OCCUPATIONS CONCERNANT CES REFUGIES. JE COMPTE SUR  
VOTRE BONNE COMPREHENSION. PR. LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL  
DU NORD KIVU, LE PRESIDENT INTERIMAIRE DU GOUVERNEMENT, CHARLES MARTEL  
F. DABINGWA"



KADIEBOUE Samuel  
Président Général de  
la Communauté Economique  
du lac-Pwa à  
KABINDA.

Kabinda, le 24 nov. 1963.

N° 024/Cf./K/63.

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A MM:

Objet: Plan quinquennal  
de la Comélaf

Annexe: 2

- le Ministre de l'Agriculture du Gouvernement Central avec l'assurance de ma haute considération très distinguée, à Léopoldville
- le Ministre de l'Economie du Gouvernement Central à Léopoldville
- le Représentant Civil de l'O.N.U.C. à Léopoldville
- le Représentant Civil de l'O.N.U.C. à Luluabourg
- le Membre du Gouvernement Provincial chargé de l'Agriculture de et à KABINDA
- le Membre du Gouvernement Provincial chargé de l'Economie de et à KABINDA

A Monsieur le Directeur Chef du Service Provincial  
de l'Agriculture de et à KABINDA,

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe  
à la présente Plan quinquennal de la Communauté Economique du lac-Pwa  
(Comélaf), Plan basé essentiellement sur la Production rationnelle de  
l'Agriculture.

L'agrément de ce Plan quinquennal ainsi que le  
statut même de la Comélaf ont été approuvés par l'Arrêté n° 202/AS/63 du  
26 août 1963 du Gouvernement Provincial du Lomani.

Cependant pour faciliter d'une façon expéditive  
l'exercice de ce Plan quinquennal, j'ai sollicité l'aide matérielle de  
l'O.N.U.C., en m'ayant adressé à son Représentant Civil à Luluabourg ce  
dont je vous prie de trouver en annexe 1 la réponse de ce dernier.

Je ne manque d'espérer que ce Plan quinquennal  
rencontrera l'assentiment de votre part étant donné son caractère essen-  
tiellement économique pour l'intérêt de la République d'où son encourage-  
ment par l'Etat Congolais.

En vous remerciant d'avance de la suite favora-  
blement propice que vous réserveriez à la présente, je vous prie de bien  
vouloir agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma haute considé-  
ration très distinguée.

KADIEBOUE Samuel Renaud  
Président Général de la Comélaf.



VJ.mcs

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO

UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

Ère annexe

Boite Postale 7248  
Léopoldville  
République du Congo  
Cable: ONUC. Léopoldville.-

Luluabourg, le 7 novembre 1963.

Monsieur Samuel Renard KABIEBOUE  
Secrétaire Général  
Assemblée Provinciale du Logbami  
KABINDA

Aide matérielle pour Communauté Economique du Lac-Fwa "Coméla"

Monsieur le Secrétaire Général,

J'accuse réception de votre lettre n° 016/GF.,  
K./63- du 22 octobre 1963, ainsi que des copies que vous avez jointes  
de la correspondance échangée antérieurement avec mon prédécesseur, M.  
Packham.-

Pour la réalisation de votre plan quin-  
quennal, je vous suggère de le soumettre à votre Ministère Provin-  
cial de l'Agriculture, afin qu'il le transmette au Ministère de  
l'Agriculture du Gouvernement Central, et c'est ce dernier qui  
devra contacter l'ONUC pour ce qui concerne une aide technique.-

Cette procédure est conforme à une conven-  
tion intervenue entre le Gouvernement Central et l'ONUC.

Je suis très volontiers à votre disposition  
pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez  
désirer.-

Veuillez croire, Monsieur le Secrétaire  
Général, à l'assurance de ma considération très distinguée.

Dr V. JERKOVIC  
Représentant Civil de l'ONUC  
Luluabourg.



## P R E F A C E

=====

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, Chers Compatriotes ressortissants du Lac-Fwa,  
A tous présents et à venir,

Nous, KADIEDOUE Samuel Renaud et NANSHAKALE-MULOWA Théodore, vos frères du Lac-Fwa, animés de bon sens pour promouvoir votre dignité au même niveau que tout peuple évolué du monde moderne, avons l'honneur de vous exposer le plan quinquennal ci-inclus, allant de la période 1963-1968 avec ses mesures d'exécution.

Ce plan, votre bonheur et bonheur de vos futures générations a été inspiré sur base de l'Economie sociale, son caractère ingénieux et philanthropique a été étudié avec tous les soins ad hoc.

Sa doctrine philosophique se rapproche à celle de Fourier Charles (1772 - 1837), doctrine tendant à procurer à chacun de leurs membres le bien-être par le travail librement consenti. La philosophie de Socrate : "Connais-toi, toi-même", a incité aussi nos objectifs en vue de concrétiser d'une façon sûre notre destin.

La logique de ce plan, bien qu'elle soit d'une extraction de l'Economie sociale générale, elle se réclame néanmoins de la Science des Physiocrates préconisée en 18ème siècle, science qui attribuait l'importance particulière à l'Agriculture.

Sans parler de l'expérience vécue avant comme après l'Indépendance du Congo, l'expérience qui pouvait remplir des milliers des pages et faire de notre honneur dans l'histoire, dont la grande partie consacrée à des misères et décimation dont nous avons l'objet constant, nous nous bornerons tout simplement à vous décrire que notre contrée du Lac-Fwa a été intentionnellement et complètement oubliée par l'Administration et compte tenu de notre qualité des Natifs inhérents de cette région, après avoir surmonté plusieurs difficultés, notre premier devoir était de rechercher d'une façon méthodique et scientifique tout ce qui devait contribuer au bonheur et dignité de notre peuple et ce dans le cadre de la Rationalisation de l'Infrastructure.

Les résultats de nos recherches scientifiques nous ont amenés à croire en toute conviction que l'amour de la terre et l'exploitation de celle-ci est l'unique moyen pour la dignité et l'heureux avenir de nos peuples du Lac-Fwa. La terre de par ses éléments naturels que le Bon Dieu a laissé à l'homme le libre choix de rechercher et d'exploiter pour sa vie, de par son caractère de patrimoine inaliénable, et pour le plus grand bonheur du peuple, constitue le premier Capital de notre Plan quinquennal d'où nos objectifs dans leur ensemble garde un espoir incrasable. Vous devez noter que tout bien économique provient donc de la coopération de deux facteurs qui sont : la Nature et le Travail.

Nous restons convaincus que ce Plan ainsi soumis à votre approbation rencontrera l'assentiment grandiose et décisif de tous nos sujets du Lac-Fwa. Ses mesures exécutoires seront l'objet d'un respect régulier, les sacrifices intenses en vue de démarrage de ce plan quinquennal se figureront automatiquement dans le coeur de chacun de nous, tout ceci pour le plus grand bonheur de nous-mêmes et de nos futures Générations.

.../...



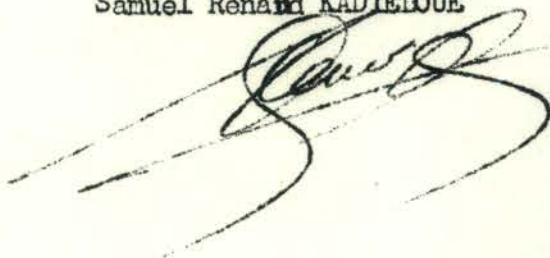
.../...

- 2 -

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, Chers Compatriotes du Lac-Fwa, l'argent et les richesses que vous enviez ailleurs se trouvent entre vos mains, ce trésor est caché dans la terre que vous avez chez-vous, il suffit seulement de l'exploiter, vous vous rendrez vous-mêmes compte et vous serez en conséquence heureux.

En partageant avec vous l'amour filial de notre région du Lac-Fwa, région pittoresque de par sa nature miraculeusement merveilleuse, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, Chers Compatriotes du Lac-Fwa, l'assurance de nos sentiments les plus profonds.

L'INSPIRATEUR DU PLAN,  
Samuel Renand KADIEBOUE

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to Samuel Renand Kadieboue, is written over the printed name.

## COMMUNAUTE ECONOMIQUE DU LAC-FWA

En abréviation "COMELAF".

### Présentation du PLAN QUINQUENNAL 1963 - 1968 (avec commentaires).-

---

#### AGRICULTURE : (DU TSHIDIME)

Celle-ci est la base solide de notre Communauté et capital des progrès et bonheur de nos populations. Il est à noter que la crise agricole menace toute la République depuis la deuxième année de son indépendance. Dans les grandes villes de notre République, on mange du maïs importé de l'Amérique et le Manioc risque de devenir rare pour la consommation nationale.

Cependant, notre Communauté s'est assigné un devoir grandiose d'intensifier méthodiquement dans son premier plan quinquennal, la culture vivrière telle que MANIOC, MAIS, HARICOTS, ARACHIDES, RIZ, etc.

Votre désir manifeste de contribuer à l'économie nationale ne manquera pas à nous faire assister de l'appui moral et matériel du Gouvernement Congolais toutes les fois que nous lui tendons la main.

Du point de vue géographique, rien n'est à craindre, étant donné que notre zone est située au milieu des grandes villes de l'ex-Kasaï, à savoir Bakwanga, ville industrielle, Luluabourg, ville commerciale, Lusambo, ville commerciale d'où nos possibilités en pouvoir de vente et d'écoulement de nos produits.

#### QUANTITE EN TONNAGES A ATTEINDRE POUR LA PERIODE [ 1963 - 1968 ]

---

<u>Estimation</u>	<u>Tonnes minima</u>	<u>Tonnes maxima</u>
M a i s	50.000	150.000
H a r i c o t s	20.000	100.000
A r a c h i d e s	20.000	100.000
M a n i o c	20.000	100.000
R i z	20.000	100.000

Nos prévisions agricoles peuvent atteindre même doubler leurs objectifs prévus si la participation active, la volonté ferme de toute la population sont requises. Ci-dessous vous trouverez une série des méthodes relatives à atteindre les objectifs agricoles précités ci-haut :-

- Les Membres de la COMELAF seront constitués dans des SERIES respectives qui partiront des villages et de leurs clans ;
- Au-dessus de chaque SERIE il faudrait un ou deux Moniteurs Agricoles selon les besoins ;
- Un Agronome spécialiste supervisera toutes les SERIES, ce dernier est le Maître de toutes les méthodes rationnelles et scientifiques relatives à l'agriculture et il est en contact avec les Dirigeants et Responsables de la Communauté ;
- Chaque SERIE devra présenter ses services des Champs Communautaires au moins une ou deux fois par semaine, et ce en vertu des mesures organiques, les quatre ou cinq jours restant de la semaine étant destinés à ses occupations privées ;

.../...



.../...

- 2 -

- e/- La Communauté débutera ses activités avec des contributions perçues de ses Membres, celle-ci seront déterminées par des dispositions organiques particulières selon le rang social de chacun ;
- f/- Les Cultivateurs seront éventuellement alertés tout le matin avant d'aller au travail et un dispensaire sera créé pour parer à toute éventualité nuisible à la Santé ;
- g/- Au commencement il faudra un contrôle minutieux en vue de la bonne marche des travaux communautaires et cela demande une détermination et conscience sûres de toute la population ;
- h/- La Police de la Communauté sera sous le contrôle et l'exécutif des Chefs Coutumiers, secondés au besoin des Capitais des Villages, Notables, Grandes Personnes de marque traditionnelle et un collège des Intellectuels qui seront désignés par les Dirigeants de la Communauté.

#### PRINCIPE IMPORTANT

#### LA MECANISATION DE L'AGRICULTURE.

Si la production agricole et ses recettes financières atteignent leur niveau normal ~~maxi~~ prévu pour l'exercice 1963-1964, la Communauté n'épargnera aucun effort pour accéder à l'achat des Machines agricoles modernes en vue de faciliter et alléger les travaux agricoles des années à venir de nos Plans quinquennaux.

#### LA CULTURE DES FRUITS

(MADIMI A BIMUMA)

La Communauté s'attellera activement à créer des Pépinières des Arbres fruitiers pour l'année 1963, ce sera des Mandariniers, des Orangers, des Citronniers, des Papayers, des Cocotiers, des Bananiers etc... etc., ainsi vers la fin de l'année 1964 ou début 1965 chaque parcelle d'habitation sera dotée d'au moins d'une dizaine des arbres fruitiers. La Communauté dans le cadre de son organisation, disposera de ses propres champs de cette culture, d'où, vers l'année 1969 notre contrée sera réputée fructifère d'où naîtra la fruiterie du LAC-FWA contribuant au relancement de notre Economie. Il est à noter que la consommation des fruits par ménage surtout pour des enfants sera rendue obligatoire.

#### LA PISCICULTURE.-

(MALU A MINYINYI YA MU MAYI).

Bien que la Pisciculture demande une contribution scientifique diverse, la Communauté avec le concours de nos Agronomes œuvrera de sorte que la Pisciculture joue un rôle important dans le cadre de ses activités ainsi dans les années à venir notre contrée sera réputée poissonneuse, d'où naîtra la Poissonnerie du Lac-Fwa.

.../...



## E L E V A G E.

( BUMUNYI BUA BIMUNA )

Vers l'année 1966-1967, la Communauté, grâce à ses revenus sur la production agricole, serait à mesures de disposer d'un Elevage assez remarquable. L'Elevage des Vaches, selon les possibilités scientifiques, connaîtra une lutte intense, les Chèvres, les Moutons, les Porcs feront l'objet d'élevage populaire et communautaire, et ce dans l'organisation méthodique qui demandera le concours des Spécialistes.

## A V I C U L T U R E

( BUMUNYI BUA NZOLO, MADATA, NKUDIMBA NE DINDONS )

Dans le cadre de l'organisation économique, la Communauté ne ménagera aucun effort pour ce qui concerne le progrès de l'Aviculture. Les Volailles pour les besoins local et national connaîtra un progrès intense et systématique dans les préoccupations appropriées et importantes de la Communauté. Tous les soins ad hoc seront pris en vue de concrétiser d'une façon sûre et économique l'Aviculture digne de son nom et des quantités industrielles. (Les Poules, les Canards, les Pigeons, les Dindons etc... etc...).

### ESTIMATIONS APPROXIMATIVES DES RECETTES SUR L'AGRICULTURE.

Si la production moyenne annuelle est de 6.000 sacs de Maïs par série de 50 personnes, (Sac de 70 kilos) trois mille personnes pourraient produire 360.000 sacs. Si une Tonne coûte 3.000,- frs en vendant 3,- frs le Kilo (le prix légal avant l'Indépendance) les recettes brutes seront de l'ordre de 75.600.000.- frs congolais.

S'il y a lieu de produire 1.000.000 sacs de Maïs à 70 kilos le Sac, il y a lieu d'obtenir 70.000 Tonnes. Si une tonne coûte 3.000,- francs en vendant le Kilo à 3,- frs on obtient 210.000.000,- de francs recettes brutes.

## H A R I C O T S.

S'il y a lieu de produire 500.000 sacs d'haricots à 100 kilos le sac, on obtient 50.000 tonnes. Si une tonne coûte 5.000,- frs en vendant un kilo à 5,- frs on obtient 250.000.000.- francs recettes brutes.

## A R A C H I D E S.

S'il y a lieu de produire 300.000 sacs d'Arachides à 80 kilos le sac, on obtient 24.000 tonnes, si une tonne coûte 5.000.- frs en vendant le kilo à 5,- frs on obtient 120.000.000,- francs recettes brutes.

## D U R I Z

Les recettes brutes pour les manioc sont estimées à 120.000.000.- francs recettes brutes.-

Total des recettes brutes = 800.000.000,- de francs pour notre premier plan quinquennal.

.../...



.../...

- 4 -

## DOMAINE SOCIAL.

(BULONGOLODI BUA MALU ADI ASANKISHA BUKUA BANTU).

La Communauté s'attellera activement à réaliser une série des mesures dans le cadre des activités sociales pour le bien-être de sa population. Les bâtiments d'utilité publique tels que des hôpitaux, dispensaires, foyers sociaux, Maternités, Ecoles, feront l'objet d'une première préoccupation des dépenses de la Communauté, sans oublier les Fontaines publiques, les Citernes, et tout ce qui est nécessaire à la vie moderne de l'homme.

## H Y G I E N E.

(DUKALANGA - MANKENDA)

La Communauté, pour la santé saine de sa population, veillera à la stricte application des règles élémentaires de l'Hygiène au sein de ses habitants. Un crédit nécessaire sera destiné à l'organisation Hygiénique et une Police sévère sera créée uniquement pour contrôler l'application par la population des dispositions relevant des méthodes de l'organisation de l'Hygiène moderne.

## F O L K L O R E

(MAJA A BANKAMBWA NE MISAMBU YADU)

La Communauté prendra des mesures nécessaires en vue de l'organisation méthodiques et scientifique de la Floklure. Il est à noter que la Flklure du Lac-Fwa sera appelée à jouer un rôle important au sein de la République si celle-ci est bien soignée et modernisée, elle étendra son caractère même en dehors de la République. L'ensemble de nos champs folkloriques feront l'objet d'un ouvrage concrétisé et adaptés à la musique avec des instruments modernes. Les danses folkloriques seront bien soignées et mises en scène avec des méthodes appropriables.

## DANSES ET MUSIQUES MODERNES.

(MAJA A BIOMIELO BIA MAFUKU AA).

La Communauté se penchera activement à réaliser l'art de danse et des musiques modernes, et ce dans l'intérêt de la Population pour son épanouissement et expansion économiques. Les Touristes qui passeront chez-nous se verront distraits comme on le voit dans des grandes villes. Pour arriver à cet objectif, une série des jeunes gens sera sélectionnée en vue de poursuivre l'art de musiques et des danses modernes dans tous les échelons.

## COURS DE FORMATION GENERALE ET DE PERFECTIONNEMENT.

( M A L U   A   T U L A S A )

Outre les dispositions scolaires relevant de l'Enseignement Général qui est de la compétence de l'Etat Congolais, la Communauté dans le cadre de ses destinées, organisera les cours du soir pour la formation de ses populations. Son but essentiel est de voir dans les meilleurs années la majorité de sa population savoir lire et écrire et de s'adapter facilement aux principes élémentaires de l'évolution



.../...

- 5 -

Il est à noter que la Communauté n'épargnera aucun effort pour réclamer auprès de l'Etat Congolais la création de l'Enseignement Moyen et Secondaire au sein du Lac-Fwa.

### S P O R T S

( MANAYA A NDUNDU, NKOLA, NKASA, KAPULU NE MAHEYA BIBULA ETC.)

La Communauté ne tardera pas à contribuer par tout le moyen en sa possession à l'organisation sportive. Par Sport, nous entendons entreprendre des réalisations méthodiques des sports traditionnels et modernes ainsi notre Communauté disposera des meilleurs Sportifs qui seront appelés à jouer un rôle au même niveau que leurs Collègues de la Nation.

### DOMAINE DE L'HABITAT.

(BULONGOLODI DUA MALU A DIBAKA DIA NZUBU).

Outre les travaux d'assainissement qui font partie des préoccupations de la Communauté, une Série des mesures en matière de l'habitat seront réalisées avec toutes les méthodes organiques nécessaires.

Le but de la Communauté est de poursuivre une lutte intense et systématique en vue de doter chaque citoyen du Lac-Fwa d'une maison décente en matériaux durables. (le mobile essentiel qui a créé la Communauté).

Bien que la Communauté dans son programme d'activités économiques, s'est assignée un devoir grandiose de réaliser une série des projets en matière de l'habitat, il faudrait néanmoins une étude technique et méthodique bien approfondie pour atteindre ce destin, il s'avère très indispensable que la participation active, la volonté fermement décisive et les lourds sacrifices de toute la population sont requis.

### METHODES POUR REALISER LE DOMAINE DE L'HABITAT.

(BULONGOLODI DUA DIBAKA DIA NZUBU).

PRINCIPE GENERAL : à partir de l'an 1965, grâce aux revenus sur les produits agricoles, il y a lieu de réaliser une construction d'au moins de 2.000 maisons en matériaux durables au profit de la population ayant contribué soit par le travail des champs communautaires, soit par l'octroi direct d'au moins d'une somme de 20.000,- francs par an. Les dimensions d'une maison peuvent être de 6 m50 de long et de 5 m 50 de large et la hauteur peut varier de 2 m 50 à 3 mètres.

### MATERIAUX DE CONSTRUCTION : la Briqueterie et la Carrière des Pierres :

Celles-ci doivent se faire dans le cadre de la Communauté. Les villageois travailleront une fois par semaine selon les dispositions organiques et les travailleurs engagés et rétribués par la Communauté seront régulièrement en service.

La menuiserie, la charpenterie, la quincaillerie, le transport des matériaux et tous les travaux accessoires en matière de construction se feront dans le même ordre d'idées avec les méthodes d'une organisation rationnelle.

.../...



.../...

- 6 -

### PRINCIPE IMPORTANT.

Nos études sur le problème de l'Habitat nous ont amenés à croire que vers les années 1966 - 1968, 4.000 - 5.000 maisons seraient construites et la lutte intense en ce domaine sera systématiquement poursuivie dans notre deuxième plan quinquennal d'où l'habitation primitive sur notre sol sera appelée à disparaître totalement.

Il est à remarquer que ces projets quinquennaux ne seront réalisés que si nos travaux agricoles auraient abouti à des résultats concrets et fructueux. Nous appelons les Membres de notre Communauté de comprendre le bien fondé de notre Devise intitulée "UNION, TRAVAIL, PROGRES" "AIDES-TOI, LE CIEL T'AIDERA".-

### "ECONOMIE"

#### RESUME DES PERSPECTIVES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DU LAC-FWA.

### "COMELAF"

#### MALU MANENE ADI COMELAF MUSUE KUENZA

- 1°/- Faire tout ce qui est de son pouvoir sans atermoiement ni précipitation en vue de créer une vie économique viable au sein de la population du LAC-FWA.  
- Kubueja mu ditunga malu a bubanji bua disanka dia muntu yonso.
- 2°/- Organisation de sa population d'une façon méthodique en vue de contribuer à l'économie nationale voire mondiale, et inspirer au sein de la population la conscience des devoirs et vertus civiques, patriotiques et personnels ;  
- Kulongolola bantu bua kumanya mua kukeba disanka ne biuma ne kuelanganabo kabidi menji ne muntu udi ne bua kudiambuluisha ne kuambuluisha Mbula-Matadi kabidi mu matuku ende onso a moyo.
- 3°/- Préparer la population du Lac-Fwa à accéder progressivement à l'évolution moderne.  
- Kulongolola bantu bua kufikabo ku bushidimuke bu mudi bua bisamba bionso matuku aa.-
- 4°/- Sauvegarder et promouvoir la dignité des ressortissants du LAC-FWA.-
- 5°/- Les oeuvres de la "COMELAF" sont philanthropiques.  
- Midimu ya "COMELAF" yidi bua kunanga muntu neba ne kukeba mua kumutungunusha biakane kumpala pautshidi umumona mu makenga.-

Fait à Luluabourg, le 5 février 1963.-

L'INSPIRATEUR ET REDACTEUR DU PLAN,

Plan inspiré, étudié et rédigé  
par Samuel KADIEDOUE Renaud avec  
l'animation et la collaboration le Monsieur  
NANSHAKALE-MULOWA Théodore.

= S.R. KADIEDOUE =





# Rassemblement National de la Jeunesse Congolaise

Siège National : Léopoldville  
29, Av. du Comité Urbain - Kalina

N° 1080/63

Léopoldville, le 23 novembre 1963.

Monsieur DORSINVILLE  
Représentant de l'ONUC  
Building " ROYAL "  
Léopoldville.-

Monsieur le Représentant,

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que vous êtes invité à prendre part à la cérémonie religieuse qui aura lieu jeudi 28 novembre 1963 à 10 H 30' en l'église Notre Dame du Congo pour le repos de l'âme du Président des Etats-Unis d'Amérique, M. John KENNEDY.

A l'issue de cette messe funèbre, notre Président Général prononcera une allocution de circonstance dans la salle de fêtes " Home Assanef."

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'expression de notre haute considération.

Le Secrétaire Général,

*Toty Charles*  
TOTY Charles.-





Reçu le  
NOV 26 1963  
1740

KAHINDO Sylvestre  
Vice-Président Provincial  
du Nord-Kivu  
B.P. 101  
BUTEMBO.

Léopoldville, le 20 Novembre 1963.-



Son Excellence  
Monsieur Max Dorsainvil  
Ambassadeur de l'ONUC  
LEOPOLDVILLE-KALIN A.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'insigne honneur de solliciter votre haut appui auprès du Ministère de l'Education Nationale de Port-au-Prince, HAITI.

Je voudrais en effet, bénéficier d'une bourse d'études et me perfectionner dans le domaine des Sciences Politiques et Administrative, pour avoir personnellement contribué par mes modestes moyens à servir mon pays.

Les différentes étapes de mon curriculum vitae, annexé à la présente, renseigneront je l'espère sur le sens et la portée du concours sollicité.

Et, j'ose croire, Monsieur l'Ambassadeur, que vous ne manquerez pas d'user de vos hautes prérogatives, pour aider un humble et honnête citoyen à panser éventuellement le mal dont souffre le Congo, - ce Congo que Vous aviez maintes fois défendu et que vous défendez encore avec amour, coeur et dévouement.

Je me permets de vous dire, Excellence, un grand merci par anticipation, et je vous prie d'agréer, l'assurance de ma très haute considération.

KAHINDO Sylvestre.



VICE-PRESIDENT PROVINCIAL.



KAHINDO Sylvestre  
Vice-Président Provincial  
du Nord-Kivu  
B.P. 101  
BUTEMBO.

Léopoldville, le 20 Novembre 1963.-

Son Excellence  
Monsieur Max Dorsainvil  
Ambassadeur de l'ONUC  
LEOPOLDVILLE-KALIN A.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'insigne honneur de solliciter votre haut appui auprès du Ministère de l'Education Nationale de Port-au-Prince, HAITI.


Je voudrais en effet, bénéficier d'une bourse d'études et me perfectionner dans le domaine des Sciences Politiques et Administrative, pour avoir personnellement contribué par mes modestes moyens à servir mon pays.

Les différentes étapes de mon curriculum vitas, annexé à la présente, renseigneront je l'espère sur le sens et la portée du concours sollicité.

Et, j'ose croire, Monsieur l'Ambassadeur, que vous ne manquerez pas d'user de vos hautes prérogatives, pour aider un humble et honnête citoyen à panser éventuellement le mal dont souffre le Congo, - ce Congo que Vous aviez maintes fois défendu et que vous défendez encore avec amour, coeur et dévouement.

Je me permets de vous dire, Excellence, un grand merci par anticipation, et je vous prie d'agréer, l'assurance de ma très haute considération.

KAHINDO Sylvestre.

  
VICE-PRESIDENT PROVINCIAL.



KAHINDO Sylvestre  
B.P. 101  
BUTEMBO.

Léopoldville, le 24 Octobre 1963.

*Copie de la lettre et curriculum vitae  
qui j'ai adressé le 24/10/63 en Haiti*

DEMANDE BOURSE D'ETUDES.

Né le 4 Janvier 1933, originaire du village de Bilati, Territoire de Lubero, District du Lac-Eduard, Province du Nord-Kivu, Nationalité Congolaise - République du Congo - Après avoir terminé les cycles complets de l'Ecole Primaire, j'ai ensuite terminé les cycles inférieures des Humanités latines, puis ai suivi durant 5 ans l'Ecole d'Infirmiers d'où je suis porteur d'un Diplôme avec mention grande distinction 85%.

Par correspondance, je fais 2 ans de Cours de Biochimie dont je suis porteur du Diplôme d'aide Laboratoire 80%.

Je fus élu conseiller urbain - Echevin urbain et Ministre de la Santé Publique du Gouvernement du Nord-Kivu en 1960. Puis Vice-Président du Gouvernement du Nord-Kivu en 1962 fonction que j'exerce ce jour.

Remarquant qu'il me faut encore plusieurs éléments pour mieux diriger un pays, je sollicite auprès des autorités d'Haiti, la faveur de bien vouloir m'octroyer une bourse d'études en Sciences Politiques et Administratives ou en droit selon les possibilités.

A cette fin, et étant africain, j'ai choisi l'Haiti et l'Haiti seulement comme pays où je dois m'instruire.

Je profite de cette occasion pour prier aux autorités d'Haiti de bien vouloir agréer, l'assurance de ma haute considération.

  
KAHINDU Sylvestre.

*Je suis aussi marié et père de 3 enfants*



66  
c/ORG 000(1)

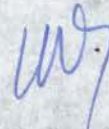
Léopoldville, le 18 novembre 1963

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 8 novembre 1963, par laquelle vous avez bien voulu exprimer le désir de me rencontrer le vendredi 6 décembre 1963, à l'occasion de votre prochaine visite à Léopoldville.

Ce sera avec grand plaisir que je vous verrai au jour que vous m'avez indiqué. J'aimerais vous suggérer que l'entrevue ait lieu dans mon bureau à trois heures de l'après-midi, si cela vous convient.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.



Max H. Dorsinville  
Chargé de la Mission des Nations Unies  
au Congo

Monsieur Robert Buron  
Président du Centre de Développement de l'O.C.D.E.  
7, Rue Louis-David  
Paris  
France



## ROUTING SLIP

TO

LIV

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

1) Acc Rec.

de accusai avec flui-  
sible 6 dec.

2) Commanqueur CW/OTs

DATE

15/11/63

FROM

WYH/



OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION  
ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

OECD

ORGANISATION FOR ECONOMIC  
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT  
DEVELOPMENT CENTRE

Le Président  
The President

7, rue Louis-David  
Téléphone : TROcadéro 71-80

*WJ*  
*C/ORG 000 (1)*

Paris, le 8 Novembre 1963

Monsieur le Haut Représentant,

En ma qualité de Président du Centre de Développement de l'O.C.D.E., j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le programme d'activités de ce Centre et de vous annoncer ma prochaine visite à Léopoldville où je compte arriver le Vendredi 6 Décembre à 5 heures 45, devant repartir le Samedi 7 Décembre au matin.

1549  
Au cours de cette visite, j'espère qu'il vous sera possible de me recevoir Vendredi dans la journée afin que je puisse aborder certains aspects de ce programme avec vous.

Le Centre de Développement créé en Mai 1963 aux termes d'une décision du Conseil de l'O.C.D.E. datant de Novembre 1962, a pour mission de rassembler les connaissances et données d'expérience disponibles dans les pays participants tant en matière de développement économique qu'en ce qui concerne l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques économiques générales ; d'adapter ces connaissances et ces données d'expérience aux besoins concrets des pays ou régions en voie de développement ; et de les mettre à la disposition

Monsieur Max DORSINVILLE  
Représentant des Nations-Unies  
LEOPOLDVILLE  
(Congo)

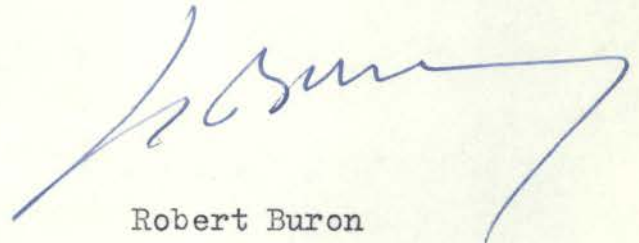
.../...

des pays intéressés par des moyens appropriés. Pour réaliser cette mission, le Centre exercera son action dans trois grands domaines : a) la documentation ; b) la formation ; c) la recherche.

Dans le cadre de ses activités de formation, le Centre a l'intention d'organiser dans les pays en voie de développement des séminaires itinérants permettant d'initier un groupe de hauts fonctionnaires de ces pays aux modes de pensée, aux méthodes de travail et aux techniques d'analyse d'aujourd'hui en matière de croissance et de développement économique. Je joins à cette lettre une brève note explicative sur ces séminaires.

Nous espérons pouvoir organiser un premier séminaire itinérant en Afrique (francophone) dans le courant de l'été 1964, et nous envisageons que l'équipe réunie à cette occasion pourrait visiter deux ou trois pays de la région. Nous serions naturellement très heureux que le gouvernement congolais puisse s'intéresser à ce projet.

J'espère vivement avoir l'honneur et le plaisir de vous rencontrer très prochainement et vous prie d'agréer, Monsieur le Haut Représentant, l'assurance de ma plus haute considération.



Robert Buron

P.S. - Je suis, en ma qualité de Président du Centre de Développement et aussi d'ailleurs, comme vieil ami, en rapport continuel avec Philippe de SEYNES et le Quartier Général de l'O.N.U. à New-York qui est au courant de façon très détaillée de nos activités.



## NOTE SUR LES SEMINAIRES ITINERANTS

### ORGANISES PAR LE CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques a succédé déjà depuis plusieurs années à l'ancienne Organisation Européenne de Coopération Economique, dont l'objectif premier avait été l'utilisation par les pays d'Europe, à l'issue de la Grande Guerre, des fonds d'aide américaine (Plan Marshall).

Cette nouvelle organisation réunit maintenant 17 pays européens, les Etats-Unis, le Canada et incessamment le Japon va y prendre sa place.

Pour assurer dans les meilleures conditions possibles ses liaisons avec les pays en voie de développement l'OCDE a décidé de créer un Centre de Développement, dont l'objectif essentiel est de mettre à la disposition des pays du Tiers-Monde la somme des connaissances acquises en matière scientifique et technique par les nations industrialisées.

La Présidence de ce Centre a été confiée à Robert Buron, ancien homme d'Etat français, et la Vice-Présidence au Professeur Raymond Goldsmith de l'Université de Yale.

L'un des objectifs que poursuit le nouveau Centre est l'organisation de séminaires itinérants en vue d'initier dans un pays, dont le Gouvernement en aura manifesté le désir, les hauts fonctionnaires, responsables des questions économiques qui s'y posent, aux modes de pensée, aux méthodes de travail et aux techniques d'analyse aujourd'hui utilisés dans les domaines de la croissance économique et du développement.

Ces séminaires se tiendront dans les capitales de pays en voie de développement intéressés par la formule. Ils seront en principe de 4 à 6 semaines et réuniront au maximum une vingtaine de participants autour de quatre à six spécialistes des problèmes du développement choisis séparément pour chaque séminaire en fonction d'accords conclus à cet effet entre le Centre et le Gouvernement du pays hôte.

Ces spécialistes seront recrutés en majorité dans des universités et les agences gouvernementales ou internationales s'intéressant aux problèmes du développement. Pendant leur séjour dans le pays considéré, ils consacreront la matinée ou l'après-midi de chaque journée à donner des cours sur certains points et surtout à discuter des sujets les plus importants avec leurs auditeurs dans des colloques ou séances de travail.

Les membres de l'équipe se réuniront à Paris avant d'entreprendre leur mission afin de faire connaissance entre eux,

.../...

d'établir l'ordre du jour du séminaire en fonction de l'accord intervenu préalablement entre le Gouvernement du pays hôte et le Centre concernant les matières à traiter et de s'informer sur le pays où ils doivent se rendre.

Le succès de ces séminaires dépendra en grande partie du niveau des participants. C'est pourquoi il a été décidé de limiter leur durée au strict minimum et de ne dispenser l'enseignement que par demi-journées.

Bien que l'intention première soit d'organiser des programmes conçus en fonction des besoins des responsables de l'économie nationale, il est probable que, dans certains cas, les Gouvernements désireront recommander en tant que participants des hauts fonctionnaires formés à d'autres disciplines, mais chargés dans leur pays de responsabilités particulièrement importantes dans le domaine du développement ou de la politique économique.

Le Président, Robert Buron, doit au cours du mois de Décembre prendre contact avec un certain nombre de dirigeants africains pour l'organisation de ces séminaires en 1964.



# LIGUE BELGE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Siège : 29a, rue de la Longue Haie - Bruxelles 5

**PRÉSIDENT :**

G. Aronstein.

**VICE-PRÉSIDENTS :**

M. Gottschalk,  
A. Lilar,  
Ch. Moureaux.  
R. Scheyven,  
P. Struye,  
J. E. Vandervelde.

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :**

L. Goffin.

**TRÉSORIER :**

H. Neuman.

**PRÉSIDENTS DE COMMISSIONS :**

S. De Coster,  
A. Stenmans,  
J. Wolf.

Bruxelles 5, le 28 août 1963

Tél. 49.34.28 - C. C. P. 7389.61

Monsieur Zeno MARCELLA  
Conseiller juridique de l'O.N.U.  
LEOPOLDVILLE

Monsieur le Conseiller,

La Ligue belge pour la défense des droits de l'homme a fait examiner par une commission scientifique présidée par M. Henri ROLIN, Ministre d'Etat, les problèmes que soulève la responsabilité de l'Organisation des Nations-Unies. Commencés au mois de janvier 1962, les travaux de cette commission se sont poursuivis jusqu'au mois d'avril 1963 et ont abouti à la rédaction d'une résolution qui a été adoptée par la Ligue le 24 mai 1963.

Vous trouverez sous ce pli le rapport sur les travaux de cette commission, la résolution adoptée ainsi que l'exposé des motifs qui la précède.

La Ligue belge pour la défense des droits de l'homme désireuse de contribuer avec efficacité à la solution du problème de la responsabilité de l'Organisation des Nations-Unies, a choisi d'en confier l'étude à d'éminents juristes spécialistes du droit international public.


Sans ignorer les incidences politiques de la question, il lui a paru que l'approche juridique qui assurément ressortit à sa sphère d'action, était apte à fournir une base de discussion et - c'est l'espoir qu'elle caresse - des schémas de solutions.

Nous espérons que vous voudrez bien accorder aux résultats de ces travaux un accueil favorable et leur donner votre appui.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller, à l'assurance de notre très haute considération.

Le Secrétaire général,

Le Président,

  
Léon GOFFIN.

  
Georges ARONSTEIN.